

Sommaire:

INTRODUCTION GENERALE

PARTIE 1 : LA CORRUPTION A MADAGASCAR

Chapitre 1 : La situation actuelle vis-à-vis de la corruption

Chapitre 2 : La pratique de la corruption

Chapitre 3 : Méthodologie de recherche

PARTIE 2 : LA CORRUPTION ET LES JEUNES ETUDIANTS

Chapitre 4 : La présentation des résultats

Chapitre 5 : Promotion de l'inégalité

Chapitre 6 : Population contrainte à pratiquer la corruption

PARTIE 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Chapitre 7 : Les dommages engendrés par la corruption

Chapitre 8 : Les actions menées contre la corruption

Chapitre 9 : Recommandations

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

La liste des tableaux

▪ <u>Tableau 1</u> : Pourcentage de la population n'ayant pas effectué de démarches administratives	18
▪ <u>Tableau 2</u> : Types de corruption connus par les jeunes	47
▪ <u>Tableau 3</u> : Domaine de la corruption	48
▪ <u>Tableau 4</u> : Les conséquences de la corruption	49
▪ <u>Tableau 5</u> : Besoin en corruption	51
▪ <u>Tableau 6</u> : Entretien individuel	53
▪ <u>Tableau 7</u> : Le secteur apprécié par les jeunes	58
▪ <u>Tableau 8</u> : Les conséquences de la corruption selon les jeunes	62
▪ <u>Tableau 9</u> : Les pays les plus pauvres du monde avec les revenus moyens annuels par citoyens	63
▪ <u>Tableau 10</u> : Classement Forbes Afrique novembre 2015	64
▪ <u>Tableau 11</u> : Témoin de corruption	68
▪ <u>Tableau 12</u> : Indice de corruption dans le monde	72
▪ <u>Tableau 13</u> : Taux de réussite aux examens à Antananarivo	79

La liste des illustrations

<u>Figure 1</u> : La roue de la science	35
<u>Figure 2</u> : L'utilité du BIANCO vu par les jeunes	49
<u>Figure 3</u> : Secteur envisagé	50
<u>Figure 4</u> : La réussite et la corruption	52
<u>Figure 5</u> : Le cercle vicieux de la corruption	61
<u>Figure 6</u> : Graphique de statistique pour 10 secteurs	66
<u>Figure 7</u> : Domaine précis du témoignage	68
<u>Figure 8</u> : Perception du réseau par les jeunes	70
<u>Figure 9</u> : Indice des prix à la consommation à Madagascar	74
<u>Figure 10</u> : Témoignages	80
<u>Image 1</u> : Concours d'entrée	55
<u>Image 2</u> : Vente de diplôme de baccalauréat en ligne	56
<u>Image 3</u> : Concours SEMIPI	59
<u>Image 4</u> : Inégalité au niveau des maîtres FRAM	60
<u>Image 5</u> : Diplôme Universitaire	67
<u>Image 6</u> : Baccalauréat à 300 000 Ar	71
<u>Image 7</u> : Paiement de pots de vins à l'instituteur	78
<u>Image 8</u> : Recherche d'emploi	81
<u>Image 9</u> : Paiement d'impôts	83
<u>Image 10</u> : Règlement à l'amiable	84

La liste des abréviations et sigles

- **ADI** : Indicateurs du Développement pour l’Afrique (1)
- **BIANCO** : Bureau Indépendant Anti-Corruption (3, 6-7, 10, 31-32, 37-40, 49-50, 73, 75-77, 86-92, 96-97)
- **CAJAC** : Centres d’Assistance Juridique et d’Action Citoyenne (34, 50)
- **CAPS** : Corruption in Antananarivo’s Public Services (14, 15)
- **CPAC** : Chaîne Pénale Anti-Corruption (10, 33)
- **CSI** : Comité de Sauvegarde de l’Intégrité (10, 31, 76)
- **CSLCC** : Conseil Supérieure de Lutte Contre la Corruption (10, 31, 76)
- **ENAM** : Ecole Nationale D’Administration De Madagascar (16)
- **ENMG** : Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes (16)
- **GYAC** : Global Youth Anti-Corruption Network (38)
- **IACA** : Académie internationale de lutte contre la corruption (34)
- **IPC** : Indice de perception de la corruption (12, 65)
- **NTIC** : nouvelles technologies de l’information et de la communication (43)
- **OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Économiques (21)
- **ONG** : Organisation non Gouvernementale (12, 33)
- **ONU** : Organisation des Nations Unies (30, 34)
- **PNUD** : Programme des Nations unies pour le développement (33, 34)
- **TI** : Transparency International (14)
- **TI-IM** : Transparency International-Initiative Madagascar (14, 34)
- **TVA** : Taxe sur la valeur ajoutée (15)
- **SAMIFIN** : Service de Renseignement Financier Madagascar (10, 50)
- **SEMIPI** : Sekoly Miaramilam-pirenena (59)
- **UNESCO** : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (31)

Introduction Générale

a) Généralités

Selon Max DORISMOND, dans un de ses articles, un savant chinois dans son temps avait dit à son empereur : « Si vous voulez détruire un pays, inutile de lui faire une guerre sanglante qui pourrait durer des décennies et coûter chère en vie humaine. Il suffit de détruire son système d'éducation et d'y généraliser la corruption. Ensuite, il faudra attendre 20 ans et vous aurez un pays constitué d'ignorants et dirigé par des voleurs. Il vous sera très facile de les vaincre. »¹.

De par ce qu'il a dit, il est alors plus qu'évident que les méfaits entraînés par la corruption sont plus que préjudiciables à l'ensemble de la population et cela à toutes les échelles. A savoir : chez chaque personne, organisation, industrie, et enfin au niveau de l'Etat ; ceci entraînant un effet dominos qui rend un pays donné de plus en plus vulnérable. La corruption, aussi infime qu'elle soit, peut ainsi avoir des répercussions irrécupérables au niveau de la société. Par ailleurs, la Banque Mondiale a publié en 2010 « Indicateurs du Développement pour l'Afrique » (ADI-2010), un rapport faisant état de la manière dont la corruption ronge les nations africaines. Dans ce rapport, Shanta Devarajan, économiste en Chef chargé de l'Afrique à la Banque Mondiale se penche sur ce qu'il appelle la « corruption discrète »².

Ce type de corruption est difficile à observer et à quantifier. Il englobe entre autres plusieurs types de fautes professionnelles notées parmi les enseignants, médecins, inspecteurs et autres représentants de l'État. Celles-ci se manifestant généralement par des agissements comme l'absentéisme et le contournement délibéré de règlements à des fins personnelles. Ceci est très répandu sur le continent et constitue un vrai frein au développement de l'Afrique.

Tout cela pour dire que la corruption, qui est maintenant généralisée en tout point, si elle venait à être combattue par tout un chacun, va vraiment nécessiter un travail de longue haleine sur le très long terme. D'autre part, vu la situation actuelle qui voit l'hégémonie des personnes corrompues, cela risque vraisemblablement d'être très difficile. En attestent les conséquences, aussi bien matérielles que non matérielles connues de la corruption qui sont désormais considérées comme des vices ancrés profondément au niveau de la culture, du mental et de tout ce qui entoure la population donnée elle-même. De cette manière, comme on peut le voir dans la vie de tous les jours, la société d'aujourd'hui, les pays riches et les riches continuent de vivre

¹Dorismond (Max): Quand la corruption déstabilise une nation – (Haiti connexion culture, Avril 2016)

² « Indicateurs du Développement pour l'Afrique » (ADI-2010)

dans l'opulence et ils continuent d'élargir par la même occasion le fossé qui les sépare des pauvres à travers la corruption elle-même. Plusieurs années après que la monarchie ait été abolie, il semblerait que la société soit toujours dirigée par une minorité qui profite de la faiblesse financière et de la nécessité de la majorité pour s'enrichir sur leur dos. Le plus dur dans tout cela, est que la majorité pratique la corruption en n'ayant pas le choix, ou encore sont persuadés qu'ils vont s'enrichir comme les autres à travers ces pratiques et ainsi que les autres.

b) Motifs du choix du thème et du terrain

Le 01 mai 2016, un grand mouvement syndicaliste, comme il n'y avait jamais eu auparavant, a donné le ton concernant le mouvement de lutte contre la corruption à Antananarivo. Jamais un mouvement n'a autant pris de poids auparavant, c'est dire l'importance que revêt maintenant la lutte contre la corruption. Il y va sans dire que le ras le bol de la population vis-à-vis de cet acte illégal connu de tous, bat son plein puisque cette même population commence vraisemblablement à hausser le ton.

La corruption peut parfois sembler insignifiante pour certains mais le fait de la pratiquer tue à petit feu organisation, institution et Etat. Madagascar est un pays qui n'arrive pas à se débarrasser de ces maux dus principalement à cette tendance vers la corruption. D'ailleurs, aussi bien les instances publiques que privées au niveau national sont gangrénées par cet acte désormais perpétré par une grande majorité de la population. Etant dans un pays qualifié comme un des pays les plus corrompus, par la presse, aussi bien étrangère que nationale ; il est utile de parler de cela, de par l'importance qu'il revêt au niveau des organisations présentes dans le pays. Mais également et surtout dans le sens où l'on est censé effectuer des travaux de recherche liés au parcours organisation et travail. Ce qui revient à dire que parler de la corruption semble vraisemblablement évident puisque c'est un mal qui touche presque toute organisation présente au niveau national.

Par ailleurs, ayant parlé de sociologie de l'argent chez les jeunes dans un précédent mémoire de recherche, discuter de la corruption qui est un élément, la plupart du temps, rattaché à l'argent et les divers avantages qui en découlent, semble être une suite logique. D'autre part, le choix de vouloir parler des jeunes relève du fait que l'on est soi-même un jeune, mais également et surtout parce que ces derniers représentent avant tout comme le dit si bien l'adage malgache : l'avenir de tout un pays. Si le pays tout entier semble être considéré comme corrompu, comment se présente alors l'avenir par rapport à la perception de la corruption des jeunes? Une multitude de questions sur la relation entre les jeunes et la corruption est à poser,

non seulement au niveau des jeunes qui poursuivent encore leurs études ou encore ceux qui veulent entrer au niveau du monde du travail. Dans cette optique, connaître l'implication des jeunes vis-à-vis de la corruption à travers cette étude est plus qu'utile dans la mesure où l'on se doit de préparer l'avenir et de voir tout ce que le pays peut encourir. Le fait d'avoir choisi la Faculté DEGS de l'Université d'Antananarivo est un choix de proximité, du fait que c'est plus accessible.

Par la suite, avoir choisi le BIANCO comme terrain pour effectuer un stage est plus qu'évident puisque c'est une des principales institutions chargées de mener la lutte contre la corruption sur le plan national. Le BIANCO est, en effet, une des plus grandes organisations à même de parler de corruption et les éléments constitutifs capables de répondre à la problématique y sont rattachés. En plus de tout cela, il est nécessaire de questionner certains jeunes quant à leur conception et leur façon de voir la corruption elle-même. Tout cela constitue alors les motifs qui ont fait que l'on ait choisi le thème et le terrain en question.

c) Question de départ

Comme ce qui a été dit précédemment, Madagascar fait, comme qui semblerait, partie des pays les plus corrompus du monde. Dans ce sens, on pourrait être tenté de dire que la corruption pourrait s'être généralisée au fil des années. Toutefois, il est important de mentionner le fait qu'il n'existe pas encore de statistique fiable, jusqu'à aujourd'hui, qui puisse démontrer exactement la véracité de ces dires. Ce qui confirme encore une fois que la corruption d'après tout ce qui a déjà été dit sur, est difficilement quantifiable.

Ceci dit, chacun peut être témoin dans la vie de tous les jours, des diverses inégalités et des faits de corruption que l'on peut entrevoir ou même apercevoir dans certaines administrations publiques. Dans cette optique, on pourrait alors être tenté de dire que la théorie, selon laquelle la corruption se serait généralisée en tout point, pourrait vraisemblablement être démontrée d'une certaine manière. Et pourtant, pour pouvoir relater des faits dans cet ordre, il faut des preuves et des figures à l'appui. C'est dans ce sens que l'on veut alors faire une étude portant sur les jeunes et la corruption pour mettre en avant les faits et les événements auxquels les jeunes de la société contemporaine malgache sont confrontés dans la vie de tous les jours.

Connaître par la suite si la corruption atteint plus les jeunes que les adultes à travers cette étude, ceci qui pourrait s'avérer être plus qu'utile dans une certaine optique et bien sûr amènerait un véritable appui vis-à-vis de la lutte contre la corruption. Une multitude de

questions, en plus de tout cela, peut aussi être liée à cette étude quant à la perception des jeunes sur la corruption.

Toutefois, la véritable question se rapportant à la fois à la corruption et les jeunes que l'on se doit de poser est « **Quelle est la portée, l'envergure de la corruption au niveau des jeunes étudiants ?** »

En ce sens, il est utile de savoir la relation qu'entretiennent les jeunes envers la corruption. D'autre part, voir à partir de la définition de la corruption et selon la loi malgache, à quel point les jeunes de la société malgache pourraient être corrompus, à quel degré ils le sont par rapport aux adultes comme il a été dit. Par ailleurs, il est aussi primordial de connaître la perception et de ce fait l'importance que revêt la corruption aux yeux des jeunes. Cela permettra alors de voir si les jeunes comprennent les répercussions qui émanent de la corruption sur l'économie, le social ou encore la vie politique dans un futur proche ou lointain, pour mieux comprendre alors ce qui adviendra du pays. La question, qui a été citée précédemment, englobe alors toutes ces autres questions et préoccupations.

d) Hypothèses

Selon Théophile Gautier dans « *Les Roués Innocents* » : « La corruption a des attraits inexplicables même pour les âmes les plus honnêtes. »³ Ceci peut-il alors justifier le fait que la corruption ait pu devenir incontournable au niveau de la société actuelle ? Rien n'est en effet moins sûr puisque l'indice de corruption donné par la Transparency International pour Madagascar est plus ou moins mauvais. La dynamique nationale voit des jeunes se plaindre de plus en plus de l'inégalité présente, que ce soit au niveau scolaire qu'universitaire, du fait que certains peuvent aller jusqu'à acheter des notes et des diplômes sans qu'ils se fassent poursuivre aux yeux de la loi. Qui plus est, cette inégalité se fait de plus en plus pressante au fil des années et est plus que présente lors de recherche d'emploi. Ceci entraînant l'élargissement du fossé qui existe déjà au niveau de la société, un fossé qui sépare le riche du pauvre et dans ce sens, qui ne rabat pas les cartes puisque les riches s'enrichissent encore plus et les pauvres ne réussissent pas à s'extirper de la pauvreté.

Par ailleurs, il est évident que chacun a déjà entendu au moins une fois une histoire mettant en exergue la corruption. C'est dire l'importance que revêt désormais la corruption même sur le plan éducationnel qui est un pilier de l'avenir du pays tout entier.

³GAUTIER (Théophile) : *Les Roués innocents*, (Desessart en 1847)

Le mauvais exemple, qu'est alors entrain de montrer les aînés, commence peu à peu à s'imprégner chez les jeunes d'aujourd'hui, puisque ces mêmes parents apprennent à leurs enfants dès le plus jeune âge qu'il faut tricher d'une manière ou d'une autre pour réussir dans un pays comme Madagascar. La corruption acceptée, du fait de la pratique de celle-ci ou de la résignation à la pratiquer, est désormais de notoriété publique, obligeant ainsi les personnes qui ne peuvent pas la pratiquer à être des rebuts de la société. L'inégalité est désormais accentuée de plus en plus par des actes de « bribing » du mot anglais qui définit un acte de corruption.

Tout cela étant, on peut néanmoins voir que **des jeunes, représentant la nouvelle génération qui est en train de monter, agissent de manière à dénoncer cette inégalité**. Il n'y a pas longtemps lors de la visite du Secrétaire Général des Nations Unies à Madagascar, des jeunes faisant partie d'une association dénommée « Wake up Madagascar » qui signifie littéralement « Réveilles-toi Madagascar » n'ont pas hésité à pointer du doigt le gouvernement qu'ils qualifient de corrompu et de menteur. C'est dire le ras le bol de ces jeunes vis-à-vis de la corruption et de la situation en générale que cette corruption a fini par engendrer.

Cela démontre que certains jeunes de la nouvelle génération veulent faire bouger les choses. Ceci dit, on peut également dire qu'**une certaine majorité, au niveau des jeunes, préfère largement suivre le cours des choses** comme le disent si bien les malgaches « manara-drenirano ». La plupart du temps parce que ces derniers y sont obligés. De cette manière, dans un sens, on pourrait dire que la corruption est peut-être devenue incontournable, même au niveau des jeunes. Le fait que peu de personnes s'insurge face à la situation, prouve que la population et les jeunes avec, commencent doucement et lentement à accepter la corruption par peur ou par le changement radical de la manière de penser.

Ainsi, pour répondre à la question précédemment citée concernant la portée et l'envergure de la corruption au niveau des jeunes, on pourrait émettre l'hypothèse que **la majorité des jeunes se laisse emporter par la tendance qui voit la corruption se généraliser de plus en plus à tous les niveaux dans la société d'aujourd'hui**. Seule une poignée de jeunes ose désormais hausser le ton face aux conséquences désastreuses causées par la corruption. La portée et l'envergure sont alors telles qu'elles dépassent l'entendement.

e) Objectifs

Cette étude portant sur la corruption et les jeunes a pour effet d'en savoir un peu plus sur la relation qu'entretiennent les jeunes avec la corruption dans un sens où ces derniers la pratiquent ou pas et à quel degré. Dans un premier temps comme objectif général, il faut tout d'abord voir

et **connaître la perception de la corruption au niveau des jeunes**. Le tout étant de savoir d'un côté s'ils reconnaissent ce qu'est vraiment la corruption et les actes qui s'y rattachent, d'un autre côté voir comment ils perçoivent vraiment la corruption comme étant nécessaire ou bien ou alors mal mais qu'ils n'ont pas le choix, ou mal et qu'ils ne la pratiquent pas.

A la suite de tout cela, il faut également comprendre comment les jeunes voient la lutte contre la corruption qui est selon beaucoup une priorité pour pouvoir atteindre l'objectif d'un développement durable pour Madagascar. A savoir, **la connaissance des jeunes, quant à la lutte contre la corruption et les activités vouées à cette tâche**, le vice que représente la corruption mais aussi leur appréhension des différents événements récents ou habituels qui voient les gens être en proie à la corruption. Cela, d'une manière à ce que chacun puisse voir à quel point cette corruption détruit, et ces jeunes et le pays en lui-même, de par la non action et la non indignation de tout un chacun face à cela.

Par ailleurs, il est aussi important de **savoir si ces mêmes jeunes vivent de près la corruption et si possible, savoir s'ils pratiquent la corruption et cela pour quelles raisons**. Dans cet ordre, on pourra alors établir la relation qu'entreprennent les jeunes vis-à-vis de la corruption, à savoir s'ils se laissent faire ou s'ils tentent de réagir, de combattre tant bien que mal ces différents actes de « bribing ».

D'autre part, étant donné qu'il faut traiter la corruption comme un aspect crucial à étudier dans l'optique de voir naître au grand jour, un réel développement durable, il faut impérativement connaître au moins l'entité principale nationale qui s'occupe, présentement, de la lutte contre la corruption, à savoir le BIANCO. **Les activités qu'ils entreprennent pour mener à bien l'action, dans l'optique, de s'opposer à ce fléau** qui n'a de cesse que de ronger le pays tout entier.

Et de cette façon, connaître **si le BIANCO entretient des relations avec les jeunes** qui sont vraisemblablement affectés directement ou indirectement par la corruption. Mais aussi, si ces jeunes considèrent et apprécient les efforts qu'entreprennent les entités qui sont rattachées à ce dernier. A partir de là, il faudra alors mettre en avant les progrès déjà fait par chaque organisme destiné à combattre la corruption. Et après, rappeler qu'il y a également plusieurs améliorations à faire autant, en tant que contribution personnelle mais aussi comme mouvements dans le but ultime d'éradiquer cette corruption.

La sociologie des organisations est définie comme étant une branche de la sociologie qui étudie comment les membres d'une organisation construisent et coordonnent des activités

collectives organisées. La corruption, faisant désormais partie pleinement de chaque organisation malgache, du fait qu'elle s'est peu à peu généralisée au fil des années. Il serait alors utile de trouver **une ébauche de solutions à travers ces jeunes** en se servant de cette étude. En effet, si la prochaine génération est plus corrompue que l'actuelle ou la précédente avant elle, qu'advient-il de ce pays et principalement du monde du travail dans lequel ils se trouvent ou se retrouveront? Tout ceci englobe alors les objectifs de cette étude de recherche et l'idéal serait de parvenir à tous les atteindre.

f) Phases de la recherche

Dans un premier temps, il a été utile de faire des recherches sur la corruption à travers des œuvres aussi bien scientifiques ou encore avec des œuvres sociologiques. Il est bien sûr inutile de faire part du fait que l'on parle là de théorisation, incluant, dans ce sens, les différentes définitions, ainsi que les divers préceptes liés à la corruption. Toutefois, bien que l'on ait trouvé beaucoup de documents ainsi que d'articles reliés à la corruption même, la loi peut être différente d'un pays à un autre. C'est dans ce sens qu'il a alors fallu faire un stage auprès de la première institution nationale chargée de la lutte contre la corruption qu'est le BIANCO pour plus d'amples informations sur la loi malgache destinée à la lutte contre la corruption mais aussi quelques figures montrant le progrès ou l'échec pour ainsi dire des projets entourant le mouvement de lutte.

Par la même occasion, il y a eu imprégnation sur les activités du BIANCO pendant le stage au cours duquel on a pu se faire une idée de ce qu'est la lutte contre la corruption. Dans le sens où l'on a vu les actions menées quant à la prévention et à la préparation de l'avenir grâce à l'éducation. Avoir été témoin de tout cela aura permis de réaliser la difficulté de la tâche mais également que cette lutte est d'une telle envergure qu'elle en est devenu une lutte durable et même permanente. Qui plus est, au vu des événements où l'on voit la corruption se généraliser peu à peu, lentement mais sûrement. Suite à cela, les descentes sur terrain, en compagnie des représentants du BIANCO, ont permis de faire une certaine évaluation vis-à-vis du travail qu'il reste à effectuer.

Par la suite, il a été utile d'établir quelques entretiens avec les jeunes qui sont les premiers concernés quant aux activités établies par le BIANCO, dans le but de mieux constater l'appréciation de ces jeunes quant aux activités anti-corruption. C'était principalement des jeunes lycéens et quelques universitaires dans le but de connaître leur appréhension des activités anti-corruption du BIANCO mais aussi de la corruption elle-même. Ainsi par la même

occasion, l'idée d'interroger quelques jeunes universitaires qui allaient bientôt entrer dans le monde du travail se faisait naturellement. C'est seulement après qu'il fallait commencer à rédiger le travail de recherche. Pendant la rédaction, il a également fallu utiliser divers logiciels pour interpréter les différents résultats mais également consulter et consulter à nouveau les documents que l'on a déjà consultés au préalable. Voici alors les différentes étapes par lesquelles il aura fallu passer pour établir ce travail de recherche.

g) Les limites de la recherche

Suite aux différents objectifs qui ont été énoncés auparavant, il est également utile de faire part de certaines limites éprouvées par ce travail de recherche. Ce travail de recherche met en avant tout d'abord l'engouement des jeunes vis-à-vis de la lutte contre la corruption. Cette étude va de la définition de la corruption jusqu'aux différentes perceptions de chaque jeune interrogé de ce même phénomène qui gangrène la société entière. Ceci démontre l'étendu du travail de recherche mais montre également qu'il est plus ou moins difficile de maîtriser, en un seul tout, ces différents concepts. Cela constitue une certaine limite au niveau de la recherche, puisqu'il est évident que les résultats peuvent être vagues et peut-être même confus du fait du nombre élevé d'informations fournies.

Par ailleurs, vu le peu de documents portant sur les jeunes et la corruption, on n'a pas pu établir des œuvres sur lesquelles, on pouvait réellement se référer. Il y a peu d'œuvres sociologiques qui traitent de la corruption et encore moins qui s'en occupent vis-à-vis des jeunes en même temps, d'où le fait que l'on ait eu très peu de référence quant au point de vue sociologique et organisationnel du thème. D'autre part, le moins que l'on puisse dire est que la lutte contre la corruption, mondialement parlant, commence vraiment à considérer les jeunes puisque chaque entité anti-corruption dans divers pays met peu à peu en avant les jeunes. De par cela, on a alors pu voir d'une certaine manière l'implication des jeunes vis-à-vis de la lutte contre la corruption. Néanmoins, il est aussi utile de mentionner que l'on ne connaît pas la véritable conviction de chacun dans cette lutte à travers la facette que représente leur implication.

Par la suite, les jeunes interrogés ne représentent pas forcément un groupe donné mais avant tout de jeunes en général en relation avec la corruption au niveau de la situation actuelle. Ces jeunes ayant été choisis par proximité, entre autres par rapport au terrain choisi, montrent en effet comment les jeunes perçoivent la corruption mais ne montrent pas les véritables causes de celle-ci. Toujours dans ce sens, les jeunes, avec lesquels on s'est entretenu, ne répondent pas

tous aux critères que l'on a voulu faire ressortir ; dans le sens où l'on comptait savoir et connaître de plus près la situation des jeunes pré-employés face à la corruption. Toutefois, il n'y a pas vraiment de solutions tout de suite prêtes à être appliquées à travers ce travail de recherche et c'est pour cela qu'on parle encore d'ébauche. Tout ceci compose alors principalement les limites de la recherche.

h) Plan

Tout le monde s'accorde à dire désormais que la corruption est un mal que tout pays devrait combattre promptement et pourtant cette pratique existe encore même dans les zones les plus enclavées. Quoiqu'il en soit, la population malgache est, maintenant depuis quelques années, considérée comme étant une des plus corrompues au monde selon le Transparency International. On dénonce la pauvreté comme étant la cause principale de cette corruption et pourtant comme les actes de corruption existe tant dans les pays soit disant développés que les pays en voie de développement, dans ce sens, ceci n'explique vraiment pas cela. Toutefois, la ou les causes qu'on est en train d'élucider à partir de cette étude de recherche sont presque aussi vague que toute chose reliée à la corruption. Ceci étant, cette étude de recherche permettra surtout de faire une ébauche sur la relation qui pourrait exister entre les jeunes et la corruption au niveau de la société malgache. Il consistera alors à trouver si l'on pourrait atteindre les différents objectifs établis au préalable.

Les jeunes, étant donné que la population malgache est considérée comme jeune, sont une plaque tournante pour le pays tout entier et ils représentent en même temps les années à venir pour la société. Quoiqu'il en soit, la corruption est devenue telle que l'on ne peut que constater les dégâts causés par celle-ci. La question est telle que si ces jeunes malgaches sont tout aussi corrompus que leurs aînés d'autant plus que la corruption est maintenant vu comme étant généralisée. En d'autres mots, pour répondre à la question précédemment citée qui est : « Quelle est la portée, l'envergure de la corruption au niveau des jeunes étudiants ? ». A partir de tout ce qu'on peut voir et entrevoir au niveau de la société, les jeunes subissent le phénomène généralisé de la corruption. Cependant, pour pouvoir répondre à la question et mener à bien cette étude de recherche, il est utile de se focaliser sur certains points, à savoir :

- Partie 1 : La corruption à Madagascar
- Partie 2 : La corruption et les jeunes étudiants
- Partie 3 : La lutte contre la corruption

Partie 1 :

LA CORRUPTION A MADAGASCAR

Au début de l'année 2003, l'État malgache, appuyé par des mécènes étrangers, a mis en place une structure d'exception pour lutter contre la corruption. La CSLCC (Conseil Supérieure de Lutte Contre la Corruption) fut instituée, ce qui aura enfanté d'autres instances à l'instar du BIANCO (Bureau Indépendant Anti-corruption), de la CPAC (Chaine Pénale Anti-Corruption), du SAMIFIN (Service de Renseignement Financier) avant de muer en CSI (Comité de Sauvegarde de l'Intégrité). Ceci montre que la lutte contre ce fléau, dure maintenant depuis plus d'une décennie mais la question est si la société a réussi durant ces années à combattre efficacement, ou du moins à réduire d'une façon drastique ces faits de corruption.

Le moins que l'on puisse dire, est que tout le monde est affecté par la corruption en générale, mais ne se sent pas forcément concerné par la lutte ou tout ce qui l'entoure. Ceci peut facilement avoir des répercussions sur la société, voire, l'emprise que la corruption a déjà sur cette même société, pourrait s'étendre d'une manière croissante. Il est alors utile de voir où se situe Madagascar par rapport à la corruption. C'est dans cet ordre qu'il est important de parler des circonstances, qui entourent la société malgache, au niveau des différents secteurs d'activité qui y existent.

Il faut également, par la suite, mettre en avant l'ampleur de la corruption au niveau de la société en donnant entre autres, la ou les définitions, ainsi que les différentes formes connues au niveau de la population Malgache et des jeunes Malgaches. Et enfin, il est aussi nécessaire d'évoquer la méthodologie de recherche utilisée dans la mise œuvre de ce travail de recherche.

Chapitre 1 : La situation actuelle vis-à-vis de la corruption

Au dernier rapport de l'Amnesty International de l'année 2010, relatif à l'Indice de Perception de la Corruption, Madagascar s'est classé 97ème sur 159 pays. La fierté n'est pas de mise devant un tel classement. Déjà en ce temps, on qualifiait déjà la Grande île comme faisant partie de la queue de peloton malgré les efforts investis. On disait qu'il était certes louable que le pays ait obtenu quelques places et amélioré ostensiblement sa position par rapport à d'autres pays depuis le début de la lutte mais il faut se rendre à l'évidence : au-delà des chiffres et des statistiques parfois trompeurs, la corruption demeure bien présente dans le quotidien des Malgaches. Presque six années plus tard, Madagascar n'a cessé de régresser dans le classement de Transparency International et est désormais classé comme étant le 123^{ème} pays le moins corrompu du monde et cela sur 168 pays recensés.

C'est dire toute la difficulté dans laquelle se trouve le pays tout entier puisque la situation qui était déjà au plus mal au début, s'est empirée au fil des années et cela sur tous les plans. L'administration publique est l'institution que l'on montre la plupart du temps du doigt quand il s'agit de parler d'actes de corruption ; toutefois, tout le monde aussi bien dans les entités publiques que privées sont touchées parce que soit les personnes en sont victimes, soit ce sont elles qui pratiquent ouvertement la corruption. Dans ce sens, il est utile de voir points par points la situation au niveau des différents secteurs afin de voir véritablement où se situe Madagascar par rapport à la corruption.

1. La corruption et le secteur public

La lutte contre la corruption visait et vise dans un premier temps le secteur public mais vu la dynamique qui anime la société d'aujourd'hui, il est évident que cette lutte concerne désormais la totalité de la population nationale ou même internationale. Ceci dit, les principaux concernés ont toujours été les travailleurs au niveau de l'administration publique, puisque ce sont eux qui pratiquent ou sont les principales victimes de pots de vins. Les fonctionnaires sont la plupart du temps pointés du doigt par la population quand il s'agit de pots de vins, en témoignent les différents exemples auxquels nous faisons face tous les jours, à savoir les affaires de bois de rose, les tortues ou encore les diverses affaires foncières parce qu'ils sont les principaux responsables.

D'autre part, comme il a été dit que Madagascar fait désormais partie des pays les plus corrompus du monde, il y va de soi que le secteur public est le plus touché. Et il est clair que la

qualité de service et la qualité en générale d'une administration publique, qui est gage du développement du pays, s'en ressent et c'est la société en général qui en pâtit par la suite.

Cette année 2016, le doyen du corps diplomatique, l'ambassadeur du Maroc, Mohammed Amar, ainsi que l'Union européenne n'ont pas ménagé le régime actuel, en soulevant notamment les points négatifs de la situation sociale qui prévalent dans le pays. Ils sont même allés jusqu'à déclarer qu'il faudrait appliquer les pratiques de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption. Le troisième à faire des remarques, et pas des moindres, c'est le Transparency International, et ce, par le biais de l'Indice de perception de la corruption (IPC) 2015. Les conclusions des résultats réalisés par Transparency International ont été effectuées par Frédéric Lesné qui n'est autre que le directeur de cette ONG. Le directeur avait annoncé, lors d'une synthèse des résultats qui s'était tenue, le mois de janvier de cette année, à l'American Center, à Tanjombato, que : « le score de Madagascar dans l'indice de perception de la corruption stagne à un niveau alarmant depuis trois ans. Malgré les déclarations d'intentions répétées des plus hautes autorités de l'Etat qui se disent prêtes à répondre aux nombreuses attentes d'actions concrètes pour enfin avancer dans le combat contre ce fléau, la perception du phénomène de la corruption par les experts nationaux, internationaux et les milieux d'affaires ne s'améliore pas».

L'Indice de Perception de la Corruption (IPC) attribue une note à chaque pays, de 0 à 100, zéro pour les pays extrêmement corrompus et cent pour les pays les plus intègres. Il a établi un classement mondial sur la base de ces notes. Pour le cas de Madagascar, son score est de 28/100, en 2015, et cela durant trois années consécutives. D'autre part, comme il a été dit précédemment la Grande Ile occupe ainsi la place de 123e sur 168 pays. Une note pour le moins décevante, dans la mesure où pour un élève par exemple, c'est à peine 5 sur 20. Par ailleurs, certains diplomates, dont l'ambassadeur des Etats-Unis à Madagascar, a notamment parlé des menaces qui planent sur les précieuses ressources naturelles et qui doivent être prises au sérieux. Toujours est-il que l'exploitation de ces ressources naturelles sont déjà bel et bien une réalité, en atteste, les bois de rose et les tortues endémiques que l'on vend au plus offrant.

La haute corruption facilite les trafics illicites de ressources naturelles mais aussi l'exploitation illicite ou la vente illicite de terrains exploitables. Cependant jusqu'à maintenant, aucun responsable n'a été condamné par la justice. En effet, l'arrestation de gros bonnets est quasi inexistant, sans doute dû à la politique. De ce fait, certains fonctionnaires ne peuvent rien faire face à ces gros bonnets et agissent malgré eux sous la corruption ou laissent agir à leur guise en fermant les yeux, pour protéger leurs places.

Par la suite, il n'y a pas que la haute corruption qui sévit, on peut également parler des autres types de corruption, au niveau de l'administration publique. Etant donné que les échelons inférieurs voient que les supérieurs aussi sont impliqués dans ces trafics, la haute corruption, donc ils pratiquent la corruption de la même manière. On peut par exemple citer le cas de la corruption au niveau de la magistrature dont on fait part à travers les médias presque tous les jours. Ceci touchant à peu près tout le monde, allant du simple casier judiciaire jusqu'aux différents affaires au niveau du tribunal. Selon les rumeurs, en plus des honoraires, des droits et divers frais auxquels il faut participer, il faut également mettre la main à la poche.

De la même manière, prendre la route pour un taxi-brousse, même en ayant des papiers en règles, est assez coûteux du fait qu'à chaque halte au gendarme, la plupart des chauffeurs est obligée de payer et en arrive même à avoir un budget spécial rien que pour ça. Par ailleurs, il y a aussi l'exemple des problèmes qui sont relatifs au domaine foncier, à savoir les vols de terrains, la donation illicite et la falsification de titres fonciers. Ces différents problèmes qui ont déjà existé auparavant, sont désormais très marquants au niveau de la société malgache actuelle. Tout cela dans le but d'éviter les files d'attentes, de suivre à la lettre la loi, d'éviter les peines de prisons et tout autre sanction qui pourrait être infligée. Le pire dans tout cela, c'est que ceux qui reçoivent des pots de vins, doivent à leur tour, payer des pots de vins à d'autres qui leur sont supérieurs.

Tout cela montre alors où se situe désormais le secteur public de Madagascar par rapport à la corruption. La majorité des malgaches et cela incluant les fonctionnaires sont pour la plupart obligés de pratiquer la corruption. Toutefois, seule une poignée de personnes tire profit de ces méfaits mais il semblerait que la plupart des malgaches n'en ait pas encore conscience. Voilà ce qui concerne alors l'administration publique, cependant, il est aussi utile de parler du domaine privé.

2. La corruption et le secteur privé

Comme on a souvent tendance à le dire, le principal intéressé lorsqu'il s'agit de parler de corruption, c'est toujours l'administration publique. D'autre part, étant donné que c'est la plaque tournante d'un pays tout entier, il est plus qu'évident que cela se ressent également chez le domaine privé. D'ailleurs, la corruption au niveau du secteur public à Madagascar est considérée par la plupart des chefs d'entreprises comme étant le principal frein au développement. Pour faire simple, le secteur public est composé de secteur formel et informel. Ceci étant, le secteur informel n'est pas autorisé au niveau de l'Etat puisque ce dernier est catégorisé comme étant illicite. Toutefois, le secteur formel n'est pas plus verni puisqu'il est

gangréné par les pots de vins et autres faits tels que les évasions fiscales. Dans un pays comme Madagascar où les extorsions sont légions, les entreprises qui veulent s’émanciper et prendre leur envol, se font de plus en plus rare dans la grande île.

« Combattre la corruption »⁴, une œuvre adaptée du TI Source Book 2000 fait état d’une enquête sur la corruption menée auprès d’entreprises malgaches au niveau du secteur privé. D’après cette œuvre, 42% des entreprises du secteur formel pratiquent la corruption dans le but d’obtenir une faveur particulière et 40 % l’effectuent « pour éviter des ennuis » au cours des opérations avec une institution ou un service de l’administration. Toujours d’après cette enquête, la corruption sert surtout à éviter les ennuis pour les entreprises dans le secteur informel. En gros, ces entreprises font une demande d’accès à un service public à hauteur de 43% et 32% réparties généralement sur les secteurs suivants, à savoir : l’office des douanes, l’office du cadastre ou les services des domaines, l’agence nationale des marchés publics et l’agent de circulation qui sont cités comme les secteurs les plus touchés par la corruption et en relation avec le domaine privé.

Le Transparency International-Initiative Madagascar (TI-IM) par le biais du projet Corruption dans les services publics d’Antananarivo (ou CAPS pour Corruption in Antananarivo’s Public Services)⁵ a mené deux enquêtes distinctes mais relatives sur les entreprises au cours de l’année 2014. Tout cela dans le but de comprendre, dans un premier temps, les contraintes posées par la corruption administrative à la création d’une entreprise dans la capitale. D’autre part, l’étude consiste également à évaluer les principales formes de corruption administrative. L’enquête a révélé que le niveau élevé de réticence des entrepreneurs, à révéler leur vécu personnel de la corruption, incite à penser que la prévalence de la corruption telle qu’estimée est sous-estimée par rapport à la dure réalité.

L’étude CAPS confirme que la corruption est un obstacle au développement de l’activité des entrepreneurs d’Antananarivo, et que ce problème tend à s’aggraver. Ces entrepreneurs considèrent massivement (à 74 %) la corruption comme un obstacle à leur activité. Ils sont 93 % à considérer que la situation s’est aggravée ces deux dernières années. La corruption représente une barrière à la concurrence et à la libre entreprise, et incite les entreprises du secteur informel à ne pas régulariser leur situation. Plus de 100 000 ariary sont en effet nécessaires, en moyenne, en paiements informels pour créer une entreprise à Antananarivo. Les

⁴ <http://www.un.org/fr/events/anticorruptionday/yournocounts.shtml>: Lutter contre la corruption, (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime)

⁵ CAPS pour Corruption in Antananarivo’s Public Services de TI-IM

enquêtes révèlent par ailleurs que plus les sommes d'argent enjeu sont importantes, plus les cas d'extorsions de la part d'agents publics sont coûteux pour les entreprises. Ainsi, près d'un tiers (29 %) des chefs d'entreprise victimes de vols, vandalisme, fraude ou escroquerie dans l'année écoulée se sont vus demander un pot de vin au moment du dépôt de leur plainte. Les entreprises ayant subi les pertes financières les plus importantes sont celles qui doivent payer le plus.

Il apparaît également que les délais administratifs sont fonction de la corruption. Des agents publics peu scrupuleux utilisent fréquemment ce moyen de pression pour inciter les entreprises à effectuer des paiements illégaux de façon à « accélérer les choses ». La corruption pousse même certains entrepreneurs à éviter d'entrer en contact avec l'administration lorsque cela est possible. Il apparaît ainsi que des entreprises, pouvant bénéficier d'un remboursement d'une partie de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qu'ils collectent n'en font pas la demande. De la même façon, des sociétés choisissent de ne pas participer à des appels d'offres publics, s'excluant elles-mêmes de marchés représentant des perspectives économiques intéressantes.

La corruption est souvent considérée comme une nécessité, et la résignation de mise parmi les entrepreneurs. Pourtant, des motifs de satisfaction existent. Des mesures récentes de simplification administrative ont notamment porté leurs fruits dans le secteur fiscal et au niveau des douanes. Ainsi, seuls 20 % des entrepreneurs importateurs interrogés dans le cadre du projet CAPS considèrent commun d'effectuer des cadeaux ou paiements informels pour s'assurer du dédouanement d'une importation. De même, plus de la moitié des chefs d'entreprise (56 %) ayant participé aux enquêtes CAPS estiment que les démarches à effectuer pour payer les impôts et taxes de leur entreprise sont simples.

Tout cela montre à quel point le secteur privé est, tout aussi touché, que l'administration publique suivant le cours actuel des choses. L'hypothèse que le fléau, incarné par la corruption, se soit généralisé sur ces dernières années, est désormais plus que plausible.

3. La corruption et le système éducatif

Après tout ce qui a été dit, on pourrait être tenté de dire, à notre tour, que seul le monde du travail est affecté par le mal que représente la corruption. Toutefois, ce n'est certainement une vérité générale ou une réalité puisque la corruption à Madagascar qui est en tout point généralisée, atteint tous les sphères de la société et c'est un frein au développement social. Transparency International pense qu'il est plus que nécessaire d'intensifier la lutte contre la corruption dans le secteur éducatif. S'il s'agit d'une part de garantir aux enfants une scolarité décente et de poursuivre les objectifs d'alphabétisation et de développement, l'enjeu est

également de faire en sorte que la prochaine génération soit prête à élever la voix contre la corruption. Et pourtant, le système éducatif malgache est plus que jamais friable aux yeux de toute personne ayant un minimum de jugeote. Il n'y a qu'à voir tous les rumeurs entourant les examens et les différents concours administratifs qui selon différentes sources font atteindre des points culminants au pot de vins. Des concours de la douane, de l'ENAM, de l'ENMG et autres institutions administratives sont ainsi accusés de baigner dans la corruption et la méritocratie n'a plus lieu d'être dans ce pays déjà aussi appauvri qu'il est.

Des chiffres pour le moins astronomiques, ont souvent été évoqués par les médias mais aussi que par ceux qui prennent part au concours. Des sommes folles qui ne cessent de s'accroître au fil des années et pourtant le niveau de vie de la population ne cesse de dégringoler de la même manière. Pour dire que seulement une poignée de personnes profite de la situation pour se faire un maximum de profits. Tout cela aux dépens de personnes qui pourtant méritent des places au sein de l'administration si l'on applique un système bien en place visant à mettre en avant les personnes qui ont les compétences requises. L'oligarchie ou le système de gouvernement qui consiste au fait que le pouvoir soit aux mains de quelques privilégiés, est souvent évoqué par certains spécialistes. Les principales victimes de ce fléau incarné par la corruption sont l'Etat lui-même mais aussi et surtout les étudiants aussi bien ceux qui sont en train de chercher du travail et passent les épreuves ; mais également ceux qui sont encore au niveau des diverses institutions qui parfois étudient alors pour rien. C'est déjà alors un frein au niveau du système éducatif puisque certains étudiants ou écoliers ne disposant pas de mannes financières suffisantes se verront être démotivés par la corruption. En effet, à quoi bon continuer d'étudier si c'est pour obtenir le même résultat ? La réponse est alors déjà toute trouvée.

Par ailleurs, il semble aussi que le système éducatif soit aussi atteint par la corruption aussi bien au niveau des professeurs, des différents responsables mais aussi des parents et même des étudiants parfois. Plusieurs rumeurs relatent des faits de corruptions au niveau des universités, des écoles aussi bien publiques que privées. La corruption touche, dans la plupart des cas, les enseignants et les différents responsables puisque ce sont eux qui sont les initiateurs ou ceux qui reçoivent les pots de vin. Il est bien connu que le métier dans l'enseignement peut-être un travail parfois assez ingrat puisqu'on travaille beaucoup mais on n'est pas assez payé et surtout on n'obtient pas suffisamment de reconnaissance selon certain. Une atmosphère et un environnement qui sont, de ce fait, propice à l'épanouissement croissant de la corruption. Par la suite, plusieurs enseignants se voient être contraints de la pratiquer ou choisissent de la pratiquer. Divers avantages en billetterie et parfois même en nature sont de mise la plupart du

temps. Mais il faut aussi mentionner le fait que selon certains, il arrive souvent que même pour intégrer le corps enseignant, certains sont prêts à payer. Bien que l'on soit encore au stade de rumeurs, il est toujours inquiétant d'entendre ce genre de choses. Par ailleurs, ces enseignants ou responsables se voient proposer des pots de vin ou proposent des pots de vin aux écoliers et aux étudiants, ceci amenant la chute libre du niveau des étudiants et parfois même de l'école puisque ceux qui méritent d'être mis avant, sont parfois omis au détriment de ceux qui donnent. Les faux diplômes affluent, depuis maintenant quelques années, d'ailleurs récemment grâce au concours national organisé par la DOUANE, le ministère de la fonction publique a réussi à détecter plusieurs dizaines de faux diplômes, sans doute le fruit de corruption. D'autre part, on peut même avoir à faire à des annonces sur des sites ou les réseaux sociaux où l'on peut acheter sans problèmes des diplômes comme le diplôme de Baccalauréat. Tout cela pour dire que la corruption entache aussi bien les enseignants mais aussi les étudiants et ceci peut être présent au sein d'institutions publiques et aussi dans les institutions privées.

Il est assez difficile d'envisager un avenir radieux vis-à-vis des jeunes malgaches compte tenu du fait qu'ils font face présentement à ce genre de situation. Ce fléau est en train de détruire à petit feu l'éducation malgache et on peut même aller jusqu'à dire que cela fait régresser le pays et ne constitue plus qu'un simple frein au développement. Tout le monde s'accorde à dire cela, cependant personne n'agit en conséquence. Ceci montre à quel point la corruption atteint au plus haut point l'éducation, en plus du secteur de travail, qui est une des plaques tournantes de la société. Dans ce sens, il est ainsi plus que plausible que les jeunes d'aujourd'hui puissent suivre l'exemple qui est donné par leurs prédécesseurs.

4. Les conséquences néfastes de la corruption

La corruption atteint presque toutes les sphères présentes au niveau de la société malgache, dire que ce phénomène puisse atteindre son paroxysme au niveau de tous les éléments et pièces maîtresses de la société en générale, n'est, en effet, qu'un doux euphémisme. D'après tout ce qui a été vu, on peut dire que la corruption a un certain impact au niveau de tous les secteurs clés destinés au développement durable du pays comme le secteur public, privé mais aussi à travers l'éducation. Cependant, il faut savoir de quels impacts exactement on fait face quand il s'agit de discuter de corruption.

Dans un premier temps, on pourrait dire que la corruption contribue à conforter les personnes dans leur manque de confiance en l'administration. Tout, porte à croire que dès que l'on parle d'administration, tout le monde se prépare à payer une certaine somme d'argent. De ce fait, il y a une perte de confiance constante envers l'administration et même une prise de

conscience certaine chez divers individus qui croient que l'on ne peut vivre sans corruption ou pots de vin. Pour mieux illustrer cela, voici un tableau qui démontre le manque de confiance flagrant.

Tableau 1: Pourcentage de la population n'ayant pas effectué de démarches administratives

	Pas de contact avec les institutions concernées (%)		
	2005	2008	2013
Pour l'obtention d'un document officiel ou d'une autorisation	31	44	40
Services eau/installations sanitaires	65	64	73
Dispensaire, hôpital	20	nd	29
Inscription école primaire	34	nd	42
Police	54	61	60

Note : nd (non disponibles), la question n'ayant pas été posée en 2008.

Source : Gouvernance, corruption et confiance à l'égard des institutions à Madagascar : Expérience, perception et attentes de la population

De par ce tableau, on peut presque dire que la population ne confie plus leur besoin et ne quémande plus aussi souvent des services auprès de l'administration publique. Ceux qui ont toujours recours à ces services, sont parfois des personnes qui n'ont aucune autre alternative.

D'autre part, par rapport au secteur privé, en plus du manque flagrant de confiance qu'a la population envers l'administration publique malgache, s'en suit une énorme perte pour le gouvernement sur le plan financier. Tout le monde est sans savoir que l'une des principales sources de revenus du gouvernement se trouve dans les ressources telles l'impôt et les diverses taxes. Toutefois, plusieurs entreprises, ou autres sociétés, sont parfois lassées de la surenchère établie par l'Etat ou encore de certains de ces responsables. Pour expliquer cela, il faut tout d'abord situer le contexte qui se traduit par le fait que certains hauts responsables ou responsables chargés de fiscalité outrepassent les règles pour subvenir à leur propre besoin. Pour dire que selon les rumeurs, certains obligent et menacent même ceux qui paient les impôts à devoir payer des sommes ahurissantes si ils ne paient pas un petit supplément pour les personnes qui se chargent de leurs rendues fiscales. De cette manière, les personnes qui paient leurs impôts, sont obligées de faire différents arrangements et certains osent même s'aventurer

dans les fausses déclarations pour éviter de payer trop. Comme on dit, à la guerre comme à la guerre, on devra alors combattre désormais la corruption contre un autre type de corruption. Certains choisissent également de cette manière de ne pas vouloir élargir leurs affaires pour ne pas à avoir à subir ce genre de pression venant du fisc ou de certains de leurs représentants. De même pour les vendeurs ambulants ou ceux qui travaillent dans le secteur informel, qui ne veulent pas régulariser leur situation dû principalement à cela, déjà que leur plus-value n'est assez pour certains, voir cela être amputé de taxes serait plus qu'une perte. Toutefois, le fisc n'est pas la seule entité, qui se trouve être de tout reproche puisque la corruption existe également à travers le domaine foncier, la circulation douanière et autres, le point commun qui les lie, est incarné par les pertes financières qu'ils génèrent, non seulement au niveau des foyers mais également au niveau de l'Etat même.

Par ailleurs, on peut également dire que la corruption et autres pots de vins, nuisent au domaine de l'éducation. Non seulement, elle fait en sorte de baisser le niveau de l'école qui la pratique mais aussi biaise d'une manière ou d'une autre l'avenir des entreprises existantes et alors du pays. On a désormais pu voir les conséquences de la malgachisation à travers les années qui ont passé et on a vu de la même manière que désormais plusieurs malgaches de cette génération ne maîtrisent pas assez bien la langue française. Pour dire que si l'on attend de voir après plusieurs années les conséquences néfastes de la corruption vis-à-vis de l'éducation, on pourrait atteindre un point de non-retour qui s'avérerait plus que préjudiciable et pour l'école et pour le pays tout entier. Les écoles publiques, déjà qu'elles sont biaisées par le fait que la population n'ont pas entièrement confiance en eux, se trouvent malmenées par les divers problèmes que représentent les maîtres d'écoles ainsi que les autres responsables corrompus ou qui n'ont pas le niveau nécessaire pour enseigner. De la même manière, les universités mais également les institutions de formateurs d'agents administratifs sont affectés par ce fléau.

Conséquence de tout cela, les mêmes personnes qui ont toujours été bien placées au niveau de la hiérarchie sociale, sont de plus en plus privilégiées. Du fait qu'ils ont les moyens de vivre avec la corruption et en sont même parfois les principaux bénéficiaires. Une atmosphère d'oligarchie se met peu à peu en place, du fait qu'une seule minorité peut vraiment prétendre à une vie aisée au niveau de la société. Ceci rompt alors promptement l'égalité des droits, puisque les chances, qu'a chaque personne, ne sont pas les mêmes vis-à-vis de l'école, des services proposés, du travail convoité. De la même manière, les riches continuent alors de s'enrichir à travers le fléau que représentent ces actes de corruption. Les pauvres continuent, quant à eux, leur lente descente vers l'enfer de l'appauvrissement. Ce qui constitue alors une

accentuation du fossé déjà très élargi entre pauvres et riches dans les pays en voie de développement. En témoigne, les différents centres commerciaux qui fleurissent un peu partout et qui sont bien des signes d'extravagances et pourtant il y a une multitude de jeunes qui sont sans emploi, des personnes sans toit. Pas étonnant que les jeux d'argents mais aussi la hausse de l'insécurité affluent, nourris par des rêves de richesses instantanées et d'argent facilement gagné.

Tout cela représente alors à peu près l'ensemble des conséquences néfastes et globales de la corruption qui touche d'une manière ou d'une autre le pays tout entier. Quoiqu'il en soit, vu la pratique de la corruption qui commence de plus en plus à se généraliser, il faudrait tout d'abord savoir si les malgaches le font en toute connaissance de causes. En d'autres termes, savent-ils vraiment ce que la corruption veut dire et inclut ?

Chapitre 2 : La pratique de la corruption

Ce travail parle de corruption et en dit long sur la population malgache qui commence à la pratiquer de façon générale. Cependant, des centaines de personnes sont coutumières du fait sans réellement savoir ce qu'elles encourent et des fois, ne savent même pas qu'elles sont entrain de corrompre ou être corrompues. En effet, il faut savoir que Madagascar est un pays en voie de développement et de ce fait, un faible pourcentage de personnes seulement constitue l'ensemble ayant connu l'enseignement. Par la suite, Madagascar connaît également, par la même occasion, un très faible pourcentage d'universitaires et même si la plupart de ces universitaires voue un culte aux études de droit, ils ne sont pas forcément des experts en matière de corruption. Tout cela pour dire qu'il faut impérativement définir de manière à faire comprendre exactement ce que la corruption veut dire. Dans ce sens, il est utile de parler, dans un premier temps, de la définition proprement dite, de la corruption et de la délimitation de celle-ci par rapport à la loi malgache. Avant de parler de la corruption et de la sociologie et ensuite de la relation entre les jeunes et la corruption. Cela étant, dans le cadre de cette lutte jugée de longue haleine, il ne faut pas oublier de parler des divers organismes chargés de la lutte contre la corruption. Tout ceci pour mieux appréhender ce que signifie vraiment la corruption et afin de délimiter au mieux ce fléau autour de ce travail de recherche.

1. Définitions

La corruption peut avoir plusieurs significations suivant le contexte général ou encore la situation géographique du pays. Néanmoins, il faut dire qu'il existe quelques définitions qui font souvent office de définitions générales, comme le cas de celles citées, par la suite :

- Selon la banque mondiale : « la corruption est le fait d'utiliser sa position de responsable d'un service public à son bénéfice personnel. »
- Selon la banque asiatique de développement : « Tout comportement par lequel les agents du secteur public et privé obtiennent un enrichissement improprie et illicite qu'il soit personnel ou à l'avantage de relations, ou qu'ils le provoquent en profitant de leur position. »
- Les fautes causées par une mauvaise interprétation ou une incompétence ne relèvent pas de la corruption à moins qu'elles ne soient motivées par un gain personnel.

D'autre part, les Conventions des Nations unies, du Conseil de l'Europe et de l'OCDE ne définissent pas la « corruption ». A la place, elles établissent les offenses telles que : la corruption d'agents publics nationaux et étrangers, la corruption dans le secteur privé, le trafic

d'influence, l'extorsion, l'appropriation et autre diversion de la propriété, Abus de fonctions, l'obstruction à la justice. Par ailleurs, l'extorsion, le favoritisme et le népotisme peuvent également être considérés comme des formes de corruption.

En ce qui concerne Madagascar, la définition adoptée par le pays dans le cadre de la lutte contre ce dernier est celle donnée par le Transparency International selon laquelle : « La corruption est l'usage du pouvoir dont on est investi pour obtenir des gains personnels ». Par la suite, selon le journal officiel du Conseil Supérieur de Lutte contre la Corruption du 16 septembre 2004, la notion de corruption recouvre la concussion, l'ingérence, le favoritisme, la corruption proprement dite et le trafic d'influence, infractions. D'autre part, c'est la loi 2004-030 du 09 septembre 2004 sur la lutte contre la corruption qui délimite les actes qui peuvent être qualifiés de corruption. De ce fait, on peut citer les actes suivants comme étant des faits de corruption :

a) La corruption active

Ce type de corruption se traduit par le fait de donner un pot de vins ou un service à quelqu'un qui a les moyens de vous donner quelque chose ou de vous rendre service en retour. En d'autre terme, c'est le fait tout bonnement de corrompre.

Exemple : Le chauffeur de taxi-brousse donnant un pot de vin au gendarme.

b) La corruption passive

Ce type de corruption est le fait de recevoir un pot de vins ou un service pour donner ou rendre service à la personne. A vrai dire, c'est le fait d'être corrompu.

Exemple : Le policier qui ne refuse pas un pot de vin.

c) La concussion

La concussion est le fait de demander ou de recevoir de l'argent qu'une personne ne devrait pas payer ou plus qu'il ne devrait payer alors que le service demandé fait partie des tâches habituelles.

Exemple : Un caissier qui demande de l'argent en plus sans donner une facture.

d) L'exonération et la franchise illégale

C'est le fait qu'un responsable administratif dispense ou laisse, d'une façon illégale une personne, le paiement de droits ou autres taxes.

Exemple : Diminuer de façon malhonnête les droits de douanes de ses proches.

e) Le trafic d'influence

Ceci désigne le fait de quémander ou de promettre des dons ou autres avantages par une personne dans le but de soudoyer les responsables administratifs pour obtenir gain de causes en sa faveur.

Exemple : Demander à un oncle qui est juge de bien vouloir donner un jugement favorable à un ami.

f) La prise d'avantage injustifiée

Ceci englobe le fait que certains responsables administratifs puissent tirer des avantages ou profits au sein des entreprises au sein desquelles ils auraient eu une certaine fonction ou enquêté ou enquêtes fiscales, 2 ans après cessé d'enquêter là-bas.

Exemple : Utiliser à des fins personnelles la voiture d'une société au sein de laquelle on a enquêté.

g) Le favoritisme

Exemple : Le fait de donner un marché de travail à un ami qui n'a pas forcément les compétences pour.

h) La prise d'emploi prohibée

Cette forme de corruption dénonce les fonctionnaires, qui prennent des responsabilités ou fonctions rémunérées, au sein des entreprises ou organisations au sein desquelles ils ont enquêté, 3 ans après avoir cessé d'enquêter là-bas.

Exemple : Etre consultant au sein d'une entreprise dans laquelle on a récemment travaillé.

i) L'abus de fonction

C'est un abus sur le pouvoir et la place occupée, entrepris par les responsables administratifs en faisant des actes contraire aux règles pour disposer d'avantages pour lui ou ses paires.

Exemple : Utiliser les tickets essence pour des fins personnelles.

j) Le conflit d'intérêts

C'est le fait qu'un responsable administratif ne déclare pas qu'il y a son propre intérêt qui est entrain de piétiner sur l'intérêt de tous dans l'accomplissement de ses fonctions.

Exemple : Etre correcteur à un examen alors que l'on a un proche qui y participe.

k) Le cadeau illicite

Cela concerne les hommes d'Etat qui accepte des cadeaux ou autres faveurs, ceci pouvant affecter leurs futures décisions dans leurs fonctions.

Exemple : Le maire qui accepte des cadeaux d'hommes d'affaires au sein de la commune et ne peut agir par redevances sociales dans le futur.

l) L'enrichissement illicite

C'est le manquement des personnes à fournir des preuves quant à leur enrichissement si l'on compare avec leurs rémunérations annuelles.

Exemple : Mettre au nom de ses frères ou sœurs un patrimoine de sorte à ce que celui-ci ne soit pas déclaré.

m) Le commerce incompatible

Il est interdit aux éléments de forces de l'ordre de vendre de l'alcool ou des produits de première nécessité.

Exemple : Un gendarme tenant un bar/karaoké.

n) La dénonciation abusive

Ceci englobe le fait d'accuser injustement une personne donnée avec ou sans preuve à l'appui.

Exemple : Accuser son patron de corruption juste parce que l'on ne l'aime pas.

Tout ce qui a été dit précédemment, démontre alors que la corruption peut revêtir plusieurs formes au niveau de la société. Ces différentes définitions ainsi que les différentes dont on a parlé, représentent alors la délimitation de la corruption dans le cadre de la société malgache et ce présent travail de recherche va s'appuyer dans un premier temps sur ces quelques formes de corruption. Toutefois, étant donné que ce sont les adultes qui sont les plus touchés et sont les plus en contact avec ces différents types de corruption, il faudra se contenter du niveau de connaissance des jeunes vis-à-vis de la corruption mais aussi des quelques formes auxquelles ils ont été aux prises.

2. La corruption et la sociologie

Dans le cadre de ce travail de recherche, il est bien sûr question de parler de la corruption et de tout ce qui s'y rattache. Cependant, il faut trouver précisément la relation entre la sociologie et la corruption ; en d'autre terme, faire une analyse sociologique de la corruption

dans le cadre de la jeunesse. Ceci dit, pour établir proprement cette analyse, il est utile de mettre en avant les pionniers qui ont établi dans un premier temps l'analyse sociologique de la corruption et plus précisément de la sociologie des organisations. Dans cet ordre, la première chose qu'on se doit de savoir, est qu'il existe deux grands courants sur l'étude de la corruption d'un point de vue sociologique. On trouve d'un côté, les théories libérales ou fonctionnalistes et l'approche universaliste d'un autre.

Premièrement, les théories libérales ou fonctionnalistes⁶ se focalisent le plus souvent sur les fonctions et les dysfonctions de la corruption au sein de la société dans le cadre de processus de modernisation des pays du tiers-monde. Il y va sans dire que ces théories ne traitent pas l'aspect moral de la corruption. Comme l'avait décrit **J. Cartier-Bresson**, la défiance des libéraux envers l'Etat nourrit leur tolérance vis-à-vis de la corruption. Certains vont même jusqu'à dire que plusieurs, appartenant à ce courant, trouvent, d'une manière ou d'une autre, des arguments en faveur de la corruption : « La corruption elle-même peut se substituer à la réforme, et la corruption et la réforme peuvent se substituer à la révolution. La corruption permet de réduire les pressions de groupe dans le cadre des changements politiques exactement comme la réforme permet de réduire les pressions de classe dans le cadre des changements structurels ». Les théories libérales et fonctionnalistes de la corruption, s'étant développées aux Etats-Unis durant les années 1970, ne sont pas seulement un instrument d'analyse de la réalité sociale mais dans un même temps étaient un moyen de s'opposer à l'influence soviétique dans le tiers monde. Ces théories définissent le fait de corruption comme étant un produit du processus de modernisation de la société. Dans cet ordre, c'est la présence de barrières à la libre confrontation des intérêts individuels qui produit la corruption. Comme on a l'habitude de le dire, notre liberté s'arrête là où l'on entrave celle des autres, ceci démontrant très bien ce qui a été précédemment cité.

Toujours selon ce courant d'analyse libérale, la corruption serait également la conséquence d'un retard culturel. Il est dit que la rationalité instrumentale, l'individualisme et la notion de bien public propre à la modernité, seraient incompatibles avec les traditions et l'histoire de la plupart des pays du tiers-monde. Dans ces conditions, l'activité d'un Etat issu de la décolonisation, est source de corruption. Pas étonnant donc que des auteurs africains, tels que **Cheikh Mbacké Gueye**, voient l'Afrique comme étant un terrain suffisamment fertile pour

⁶ LUCCHINI (R.) : Entre relativisme et universalisme. *Réflexions sociologiques sur la corruption*. (Déviance et Société, Année 1995, Volume 19, Numéro 3, pp. 219-236)

la corruption⁷. En effet, les réalités sociologiques présentes sur le continent africain, notamment au niveau de la culture, du culte du relationnel, font de ce continent une victime bien choisie. Dans cet ordre, l'approche fonctionnaliste met l'accent sur l'apport positif de la corruption à la bonne marche de l'organisation sociale. C'est un phénomène indéboulonnable de la phase de transition d'une société archaïque à une société industrialisée et de ce fait utile à cette transformation. L'approche fonctionnaliste repose également d'une manière générale sur l'évolution de l'occident et de son histoire qui fournit le modèle universel de développement. Et de ce fait, il y a des aprioris qui empêchent de vraiment comprendre la nature de la corruption et son origine dans les pays en voie de développement. L'optimisme associé à la pensée évolutionniste considèrerait la corruption comme un phénomène passager caractérisant un stade de développement socio-économique et politique destiné à être dépassé.

La deuxième approche de la corruption définit celle-ci comme étant un phénomène universel et un problème moral⁸. Evidemment, cette approche est centrée sur la notion d'intérêt public. Pour faire simple, la corruption est contraire au droit naturel sur lequel repose les droits de l'homme. Ceci étant, ces droits ne sont séparés qu'à travers une séparation nette entre intérêt public et intérêt privé. L'Etat qui devra être neutre, se doit de garantir le respect des droits individuels et il se doit d'être efficace et juste dans l'accomplissement de cette tâche. Toutefois, à partir du moment où l'Etat veut distribuer des liens particuliers à des clients qui le corrompent, celui-ci est forcément inefficace et injuste. L'institution étant corrompue, ceci conduit alors à l'indifférence du citoyen envers le bien public et la loi. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que l'obéissance à la loi constitue une liberté et sans cette liberté, l'Etat n'a pas de légitimité car il n'y a pas consentement du citoyen. Cette absence de légitimité est une des principales causes de la corruption qui rend à son tour la corruption légitime. Dans le cadre de cette approche universaliste, la corruption n'est alors plus considérée comme étant une étape nécessaire dans l'évolution de la société mais plutôt comme un fait existant de tout temps et dans n'importe quel régime. D'autre part, cette approche dénote également qu'il existe plusieurs types de définition et de ce fait, montre que ce concept diffère d'un contexte socio-culturel à un autre. D'ailleurs, les critiques de la thèse universaliste affirment que seule une contextualisation de certaines transactions permette de juger s'il s'agit vraiment de corruption. Dans ce sens, il est

⁷ GUEYE (Cheikh Mbacké) : Les réalités sociologiques de l'Afrique: un terrain fertile pour la corruption ? [Finance & Bien Commun Mars 2007 (N° 28-29)]

⁸ LUCCHINI (R.) : Entre relativisme et universalisme. Réflexions sociologiques sur la corruption. (Déviance et Société, Année 1995, Volume 19, Numéro 3, pp. 219-236)

utile de mettre en avant une démarche comparative de manière à connaître l'expérience que connaissent les différentes cultures des droits de l'homme.

Selon l'approche universaliste, on fait, le plus souvent, référence à la corruption marchande en opposition à une corruption de proximité qui favorise la relation entre les groupes primaires tels que la famille, le clan et l'ethnie. Ceci renvoyant encore au propos de l'auteur Cheikh Mbacké Gueye sur le fait que l'Afrique soit une terre fertile pour la corruption. Par la suite, pour mieux comprendre cette approche, il faut impérativement connaître la définition universaliste de la corruption. Cette définition doit contenir trois conditions avant d'être réalisée, à savoir :

- Premièrement, l'existence de la sphère publique et son rapport à la société civile
- Deuxièmement, des rapports équilibrés entre la force, le pouvoir et l'autorité au niveau de l'Etat, c'est-à-dire, un Etat respecté en tout terme
- Troisièmement, l'existence d'un système démocratique de gouvernement.

Dans ce sens, l'existence d'une sphère publique et d'une sphère privée bien différenciées est donc une condition nécessaire pour que l'approche en question ait un sens. Il faut également que la société civile existe face à l'Etat. Les sociétés qui ne connaissent pas ces deux sphères (société de type communautaire), ne peuvent pas être assimilées à cette approche universaliste.

Ainsi, en ce qui concerne Madagascar, le fait d'adopter l'approche universaliste serait moins approprié quant à une analyse sociologique. Dans une certaine mesure les théories fonctionnalistes étant donné que Madagascar est un pays anciennement colonisé serait en effet mieux adaptées. Néanmoins, il faut également mentionner, le fait que le pays est depuis maintenant plusieurs années enlisé dans la pauvreté et la corruption, alors ceci ne doit pas être une étape transitoire. Il paraît évident que Madagascar tout comme l'Afrique ou encore le Moyen-Orient sont des cas qu'il faut prendre à part et ne pas mettre dans le bac à généralisation, de sorte à voir que chaque culture est différente et de ce fait que la définition et la perception de la corruption aussi soit différente. D'autre part, il y a un adage malgache qui dit « Tanana zatra mitsotra tsy afaka hivokona intsony » qui dénonce qu'un voleur ne changera jamais de nature, or la corruption est assimilée au vol dans le pays, ainsi cela veut dire que la corruption peut persister des années durant. Cela signifie alors que l'analyse universaliste peut également être empruntée dans une certaine mesure en ce qui concerne le pays. Voilà, globalement ce qu'il est utile de dire, dans le cas de la société malgache, vis-à-vis de l'analyse sociologique de la

corruption. Une analyse qui jongle entre 2 théories, un peu à l'image du pays, qui selon certains perd, peu à peu son identité à travers les années qui passent.

3. La corruption et les jeunes

Plusieurs mouvements de lutte contre la corruption ont été initiés récemment par les jeunes à travers le mouvement « tsy cool koly »⁹ ou encore celui de « Wake up madagascar » au vu du ras le bol du pays tout entier vis-à-vis de la corruption. Ceci dit, il faut voir si ces jeunes qui soutiennent la lutte anti-corruption et aussi les jeunes comme eux tendent vraiment vers l'objectif de découvrir un jour un avenir loin de la corruption. Nombre de personnes se demande si les jeunes à vouloir combattre la corruption sont majoritaire ou minoritaire et dans la même optique si ces jeunes de la société malgache contemporaine sont en train de se résigner à embrasser la corruption ou au contraire veulent se révolter enfin. Cette partie du travail consistera alors à mettre en avant la situation des jeunes de la société malgache par rapport à la corruption. Par la suite, il sera question de constater si des sociologues ou autres spécialistes ont déjà établi au préalable un constat sur le rapport entre les jeunes et la corruption.

Avant toute chose, il est utile de préciser que les jeunes font partie intégrante du programme de prévention de la lutte contre la corruption dans plusieurs pays. D'ailleurs, parmi ces pays, il y en a qui ont déjà adopté une charte des jeunes pour la lutte contre la corruption ou « The youth charter on combating corruption »¹⁰ qui est un projet d'assistance technique mis en œuvre par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et le Bureau du Ministre d'Etat pour la Réforme Administrative, dans le cas de certains pays comme le Liban. Cette charte s'adressant essentiellement aux jeunes aussi bien filles que garçons qui constituent à eux l'espoir de demain. Par la suite, le monde est bien d'accord sur le fait que la lutte contre la corruption est une responsabilité conjointe où se conjuguent les efforts de l'Etat et de ses branches administratif, judiciaire et sécuritaire, de la société civile et des citoyens en général. Tous ces efforts constitueront de force vive, afin de trouver les moyens adéquats pour combattre la corruption. Inculquer le sens du respect du droit d'autrui, qu'il s'agisse d'un individu, d'un groupe ou de la nation dans son ensemble, est un moyen de prévention et une source d'immunité face aux différentes formes de corruption. En effet, c'est à travers une éducation avertie des méfaits et des dangers de la corruption, au niveau personnel et public, et à la faveur de la

⁹ <http://www.tsycoolkoly.org/>

¹⁰ Charte des jeunes pour la lutte contre la corruption. Office Of The Minister Of State For Administrative Reform / UNITED NATIONS Office On Drugs and Crime

transparence, de la responsabilisation et enfin de la sanction que pourra être enraillée la machine infernale de la corruption.

La société malgache est composée majoritairement de jeunes et ce sont ces jeunes qui seront les premiers bénéficiaires de la réussite quant à cette lutte mais également les premiers à en pâtir sur le long terme si la corruption persiste. Le moins que l'on puisse dire est que les jeunes de la société malgache sont jusqu'à présent minoritaires à vouloir prendre les armes contre la corruption. En témoigne, le fait que plusieurs étudiants et même écoliers se plaignent des différents pots de vins, des traitements de faveur reçus par leurs pairs, aussi bien au niveau de l'école, de l'université ou même lors de nombreux concours administratifs et pourtant faute de preuves, ne peuvent rien faire. Nombreux sont les jeunes qui sont victimes de différentes formes de corruption au niveau de certains bureaux administratifs lorsqu'ils y vont pour recueillir des papiers pour des dossiers à l'école ou lors de concours. Tout cela parce qu'ils n'ont pas encore assez de connaissances sur les pratiques au niveau de ces bureaux, ou encore parce que ces jeunes ont besoin des dossiers de toute urgence et plusieurs fonctionnaires de cette manière utilisent cela comme moyen de pression pour soustraire de l'argent à ces jeunes. En ce qui concerne les jeunes qui cherchent du travail, vu la situation précaire au niveau de la recherche d'emploi, si l'on ne connaît personne au niveau du milieu ou si l'on ne paie pas, il est très rare que l'on trouve du travail par la voie normale peuvent en témoigner les jeunes ou encore les parents de ces derniers. Toutefois, les jeunes, au lieu de se révolter face à ces différentes injustices, se résignent à suivre le mouvement de la majorité qui est d'appliquer de façon presque quotidienne la corruption. Ils vont même jusqu'à mettre en haute estime les personnes qui ont réussi leurs vies en pratiquant la corruption. Il n'y a qu'à demander aux jeunes pourquoi ils veulent faire partie intégrante de l'administration publique ou encore pourquoi avoir choisi le droit comme filière, plusieurs d'entre eux vous répondront sûrement qu'il y a plusieurs avantages à cela, à savoir beaucoup d'argent sur la table et en dessous de la table disaient des jeunes de formation juriste. Cela montrant alors, d'une certaine manière, la relation qu'entretiennent les jeunes de la société malgache avec le phénomène de corruption, comme s'ils voyaient cela comme une nécessité pour vivre. Certains vont même jusqu'à payer des pots de vins juste par habitude même si ils suivent les règles et la loi. Ceci étant, on peut néanmoins dénoter quelques mouvements initiés par certains jeunes pour dénoncer les injustices causées par la corruption mais face à l'adversité, la conviction de ces jeunes de nombre assez restreint, devra être inébranlable.

Du point de vue sociologique, tant sur le plan national qu'international, d'après les recherches qui ont été faites, précédant ce travail, il n'y a pas encore eu d'analyses sociologiques qui traitent à la fois de jeunes et de corruption en particulier. Il y a bien eu bon nombre d'études sur la corruption en générale dans les pays anciennement colonisés, la plupart du temps où sévissent en général ce fléau. Cependant, force est de constater que l'analyse sociologique sur la corruption, tend à être une étude sur le cas général de la population et aucun spécialiste ne s'est attardé sur le lien entre ce fléau et les jeunes. Pour dire que cette étude de recherche fait en quelque sorte office de pionnier compte tenu du fait que même sur le plan national, les chercheurs préfèrent se focaliser sur la corruption en générale. Et encore il faut se rappeler qu'étudier la corruption dans un pays est plus que difficile du fait que les personnes sont réticentes vis-à-vis de leur pratique surtout au niveau des administrations. Quoiqu'il en soit, les jeunes, sous condition d'anonymat, peuvent être plus coopératifs. Ceci, peut-être à cause de leur ras le bol quant à la corruption ou encore parce qu'ils ne sont pas emplies de mauvaise foi. Tout cela délimite alors globalement le lien qui subsiste entre les jeunes et la corruption.

4. Les organismes impliqués dans la lutte contre la corruption

Selon **M. Ban Ki-moon**, Secrétaire général de l'ONU : « Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, dont l'objectif est de faire disparaître la pauvreté dans les 15 prochaines années, prévoit de nettes réductions des flux financiers illicites, de la corruption et de toutes les formes de trafic d'influence, ainsi que le recouvrement et la restitution des avoirs acquis par ces moyens illégaux. ». C'est une manière de dire que la lutte contre la corruption doit être prioritaire au sein de tous les pays du monde et encore plus dans les pays où l'indice de perception de la corruption est très bas comme le cas de Madagascar. Il est alors primordial de connaître les différents organismes chargés et impliqués dans la lutte contre la corruption. Il a été dit précédemment que tout le monde sans exception devrait être impliqué dans cette lutte de longue haleine. Quoiqu'il en soit, il existe plusieurs entités qui ont plus ou moins une certaine part de responsabilité plus que d'autres et il est utile de mentionner quels sont ces entités au niveau de ce pays.

a) L'Etat

L'Etat est le premier responsable qui doit surtout montrer l'exemple quant au fait d'avoir la volonté de combattre la corruption. En effet, la lutte contre la corruption émane premièrement de la volonté politique de l'Etat à vouloir éradiquer à tout prix ce fléau. En effet, si l'Etat ne déploie pas les moyens suffisants pour cette lutte ou encore si il n'adhère pas à la lutte tout court, il y va de soi que le pays sera rongé à tout instant par le mal que représente la corruption.

L'Etat doit-être par exemple celui qui initie le mouvement de lutte en concevant une entité indépendante destinée à la lutte contre la corruption mais doit également par la même manière offrir les moyens nécessaires à cette entité pour mener à bien ce combat.

b) La société civile

La société civile regroupe l'ensemble des associations à caractère non gouvernemental et à but non lucratif, selon la définition établie par l'UNESCO pour le domaine de l'éducation. La société civile, au niveau du pays, doit être assez indépendante de l'Etat et de l'administration civile ; et par la même occasion, être assez forte pour pouvoir servir de rappel au niveau de l'Etat et des citoyens. La société civile est en effet, un des premiers responsables dans la lutte contre la corruption car elle se doit de faire prendre conscience : premièrement, à l'Etat et ensuite à la population de l'importance de cette lutte à tout moment et surtout quand le besoin s'en fait ressentir. Un fait notoire que l'on se doit de partager, le haussement de ton de la part du syndicat des travailleurs lors du dernier 1^{er} Mai qui a vu ce syndicat dénoncer l'implacable vérité qui est que la corruption est désormais le pain quotidien des malgaches. Cependant, la société civile à Madagascar semble parfois inexistante, sans doute à cause du fait que l'on néglige ou que l'on ne connaît pas trop ses fonctions.

c) Le Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC)¹¹

Le CSLCC a été mandaté pour élaborer un système anti-corruption, comprenant une stratégie, une loi et la création d'une agence indépendante (le BIANCO). Ce conseil a pour rôle de mettre à jour la stratégie nationale et d'assurer le suivi de sa mise en œuvre. Devenu **CSI (Comité pour la Sauvegarde de l'intégrité)** en mars 2006, son mandat porte désormais sur les douze piliers du système national d'intégrité, avec en priorité la Justice et la Police Judiciaire. La relation de ce comité avec le BIANCO n'est plus de surveillance mais d'appui (coaching). Ce qui lui laisse l'entière responsabilité de la conduite de la lutte contre la corruption. Le CSI se contente d'émettre des avis et d'évaluer la contribution de l'anti-corruption dans la promotion de l'intégrité. Le volet intégrité du Programme National de Bonne Gouvernance est articulé en trois sous-volets : lutte contre la corruption, état de droit et droits humains.

¹¹<http://www.csi.gov.mg/>

d) Le BIANCO

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) a pour rôle de coordonner la mise en œuvre de la Stratégie Nationale pour l'Education, la prévention et l'Investigation.

La mission du département « Education et Relations Publiques » consiste à expliquer la corruption, sensibiliser, éduquer, inciter, persuader la population de combattre la corruption et par la même occasion, instaurer un système d'éducation préventive dès le plus jeune âge, un peu à la manière de l'éducation civique mais aussi au niveau de l'administration.

Le département « Prévention » quant à lui, a pour mission de:

- Au niveau du **secteur public** :
 - Examiner les risques de corruption dans les procédures et systèmes
 - Recommander des mesures préventives visant à réduire sensiblement les occasions de corruption dans un système et en évaluer l'impact.
- Au niveau du **secteur privé** :
 - Identifier les causes et les conséquences de la corruption afin de conseiller les acteurs pour favoriser la probité au sein du secteur
 - Veiller à empêcher les violations de règles.

Par ailleurs, les actions menées par le Département prévention visent à développer les partenariats avec les différentes cellules anti-corruption dans le but de redynamiser le système national et/ou local d'intégrité.

Le département « Investigation » par contre, a la charge de :

- Mener des investigations
- Saisir le Ministère public à l'issue des investigations des faits susceptibles de constituer des infractions de corruption.
- Recueillir et conserver les déclarations de patrimoine des hauts responsables publics.

Un Comité Consultatif, composé de citoyens de renom dans les différents secteurs, collabore périodiquement avec chaque département pour lui fournir des conseils réalistes et efficaces dans l'exercice de ses fonctions.

e) La Chaîne Pénale Anti-Corruption (CPAC)

La CPAC dont le rôle est de constituer un guichet unique judiciaire spécialisé dans le traitement des dossiers de corruption. La poursuite et le jugement des cas ayant eu à faire à une investigation, relèvent des juridictions classiques, la CPAC se charge quant à elle de la circonscription du Tribunal de Première Instance d'Antananarivo.

f) L'ensemble des citoyens

Les citoyens sont également responsables de la situation dans leurs pays parce qu'ils sont les premiers concernés, soit bénéficiaires de la situation, soit désavantagés par cette même situation. S'ils ne sont pas conscients de cela, c'est que le pays est vraiment dans une situation pire encore qu'elle ne l'est déjà. En ce qui concerne Madagascar, il est évident que la population trouve le mal en la corruption mais certains persistent à la pratiquer par habitude ou par mauvaise foi. D'autres par contre se résignent à vivre dans la pauvreté en attribuant leur sort et ce qui leur arrive au destin. Toutefois, il faut briser cette chaîne qui pourrit la mentalité des gens comme quoi on ne peut pas se libérer de la corruption et qu'il faut suivre la tendance. Il faut également que la population prenne conscience qu'elle est tout aussi responsable que l'Etat quant à l'éradication de ce fléau.

g) Le projet Tsy cool koly

Ceci est un projet, initié par l'ONG Tolotsoa et est financé par le PNUD, dont le but est de lutter contre la corruption. Un groupe de jeunes universitaires décide de contribuer à la lutte contre la corruption, ce qui est alors à l'origine de ce projet. Le projet « tsy cool koly » vise à utiliser les nouvelles technologies pour dénoncer la corruption à Madagascar. C'est un site web qui capitalise toutes les doléances, ou les encouragements en cas de refus de corruption, dont on peut être victime. Sur le site www.tsycoolkoly.org, l'on peut déjà être aiguillé sur les secteurs les plus corrompus. De même, des statistiques révèlent l'importance de la corruption dans diverses situations. Les internautes racontent à leur façon la manière dont on leur a demandé des pots-de-vin. Cette interactivité permet ainsi de rapporter en temps réel la forme, le lieu, ou alors les personnes concernées dans les cas de corruption.

h) Autres organismes internationales

Les organismes ou ensemble impliqués au niveau de la lutte contre la corruption ne sont pas seulement ceux présents sur la scène nationale. Puisqu'on peut également noter la présence de certaines entités internationales qui aident ou contribuent à cette lutte. Ces organismes allant

du simple rôle d'observateur jusqu'à financer même les activités menées à l'encontre de la corruption, ces organismes sont :

- **Les Nations Unies**, et plus précisément **l'Office contre la drogue et le crime**, d'ailleurs il y a une convention des Nations Unies contre la corruption
- Le **PNUD** ou **Programme des Nations unies pour le développement**, fait partie des programmes et fonds de l'ONU. Son rôle est d'aider les pays en développement en leur fournissant des conseils mais également en plaidant leurs causes pour l'octroi de dons et c'est précisément leur rôle dans la lutte contre la corruption.
- **L'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA)**(en: International Anti-Corruption Academy) qui vise à contribuer à la lutte contre la corruption et à étudier les carences actuelles dans le domaine. Son objectif est de fournir une formation professionnelle aux professionnels et praticiens de tous les secteurs de la société.
- **L'Union Africaine** à travers la convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption.
- Le **Transparency International-Initiative Madagascar (TI-IM)** qui est une association malgache créée en 2000 qui œuvre à la promotion des principes d'intégrité, de redevabilité et de transparence auprès de l'ensemble des acteurs de la société. TI-IM est le représentant à Madagascar de la coalition Transparency International, la plus importante organisation issue de la société civile luttant contre la corruption et qui octroie entre autres l'indice de perception de la corruption à chaque pays.
- Les **Centres d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne (CAJAC)** qui sont une activité de Transparency International et dont l'objectif est de fournir une assistance et des conseils gratuits à des personnes victimes ou témoins de cas de corruption, notamment pour celles issues de groupes vulnérables.

Voilà alors à peu près les diverses entités qui entre en interaction avec la population vis-à-vis de lutte contre la corruption. Il faut néanmoins toujours mentionner le fait que tout le monde doit être impliqué quant à cette lutte.

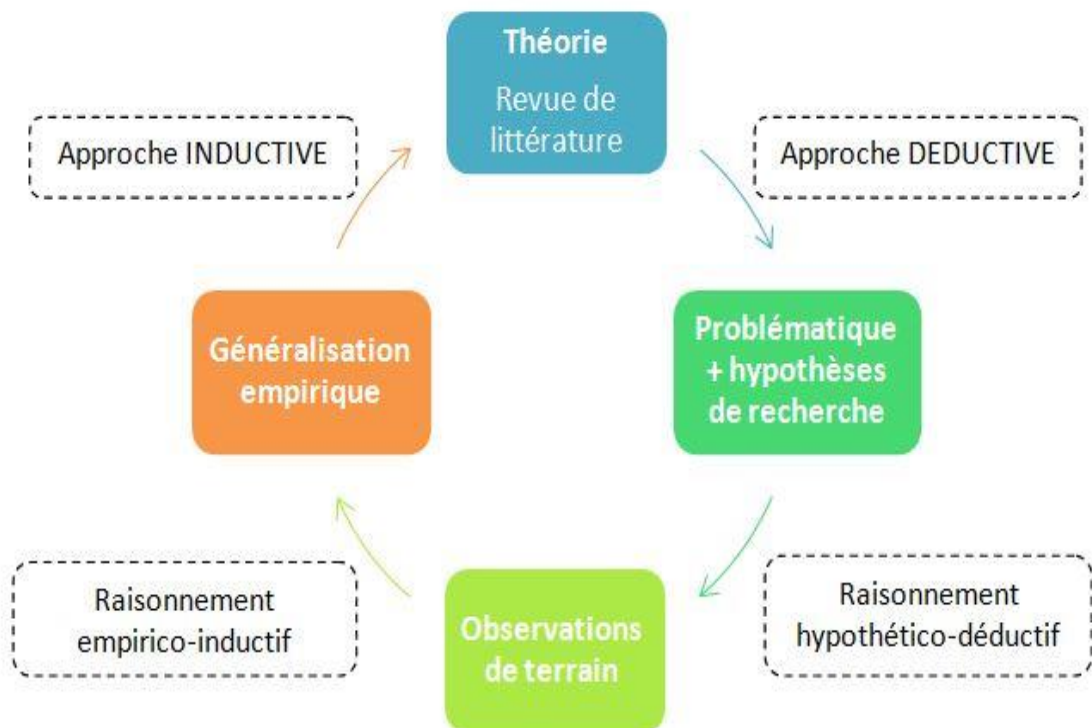
Chapitre 3 : Méthodologie de recherche

Pour rappel, l'objectif d'un mémoire de recherche est pluriel : comme faire l'état de la science sur un sujet précis, apporter de nouvelles hypothèses de recherche, confirmer ou infirmer ces hypothèses lors d'une phase empirique. En gros, le but d'un mémoire en fin de cycle d'étude est de vérifier l'applicabilité de concepts théoriques à la réalité du terrain par différentes approches. Pour mener à bien ce travail de recherche, il a fallu alors établir une méthodologie de recherche propre à notre manière de travailler. Bien qu'il y ait déjà eu une esquisse de celle-ci à travers l'introduction, il est utile de parler de cela plus en profondeur dans ce chapitre. Il faut savoir que ce chapitre qui traitera essentiellement de la méthodologie comportera entre autres: premièrement la démarche en générale, ensuite une partie parlant des outils utilisés, une autre mettant en avant les techniques et une autre parlant des tests utilisés.

1. La démarche en générale

La démarche de recherche est parfois à peu près presque la même pour tout travail de recherche comme le montre le schéma suivant :

Figure 1 : La roue de la science



Source : La roue de la science – d'après WALLACE, cité par V. Schoeb, 2012

D'après ce schéma, la démarche démarre généralement à partir d'une théorie et pour ce faire, il faut tout d'abord trouver le thème sur lequel effectuer le travail de recherche. Le thème général, choisi pour ce travail de recherche, a donc été la corruption. Cela a été fait compte tenu de la situation précaire du pays, notamment à cause de ce fléau que représente la corruption. D'après toutes les données recueillies, Madagascar est, en effet, l'un des pays les plus corrompus au monde et on voit cela se généraliser à tous les niveaux et secteurs de la partie active de la société, ce qui empêche cette dernière de déployer tous les moyens pour pouvoir se développer. Cette corruption généralisée qui gangrène toute la société malgache semble présente presque tous les jours à tous les niveaux et c'est dans ce sens que parler de sa relation avec les jeunes est important. Premièrement parce que la majorité des malgaches est jeune et deuxièmement parce qu'ils représentent l'avenir de Madagascar, un avenir avec ou sans corruption dépendamment des jeunes de la société d'aujourd'hui. Tout ceci, dans le but de connaître ce que serait la lutte contre la corruption plus tard. Par ailleurs, l'approche que l'on utilise à travers ce travail de recherche jongle à peu près entre relativisme et universalisme du fait, des traits caractériels assez spécifiques du pays. Des traits, déjà élaborés dans la partie « corruption et sociologie » et qui montrent que l'Etat malgache, est victime d'un retard culturel décrit via l'approche fonctionnaliste de la corruption ; mais également que Madagascar reste enlisé dans la corruption, ce qui conduit à la théorie universaliste qui voit la corruption comme un fait existant de tout temps et dans n'importe quel régime.

C'est à partir de là que l'on a pu poser la problématique qui est « Quelle est la portée, l'envergure de la corruption au niveau des jeunes étudiants ? » pour ensuite établir quelques hypothèses que sont :

- des jeunes de la nouvelle génération comptent agir de manière à dénoncer cette inégalité
- des jeunes préfèrent largement suivre le cours des choses
- la corruption est peut-être devenue incontournable même au niveau des jeunes
- la majorité des jeunes se laisse emporter par la tendance qui voit la corruption se généraliser de plus en plus à tous les niveaux

L'éducation est un des piliers qui font l'Etat et dans ce sens, il a été utile de voir à quel point ce secteur pouvait être corrompu. Et cela ne pouvait se faire qu'à travers les jeunes, principalement des étudiants de sorte à ce qu'ils ne soient pas trop jeunes pour pouvoir comprendre les choses mais aussi de sorte à ce qu'ils connaissent d'une certaine manière la recherche du travail. Cependant, avant tout cela, il fallait évaluer d'une certaine manière la

situation actuelle à partir de recherches documentaires mais également à travers quelques interviews et bien sûr le stage effectué au niveau de la division éducation/prévention du BIANCO, la division qui était le plus à même de répondre aux questions.

Tout ce travail a été effectué, grâce à l'efficacité des outils et techniques qui ont été mis en œuvre pour mener à bien le travail de recherche. Et c'est précisément à partir de cela, notamment des enquêtes et quelques entretiens ainsi que les autres données récoltées, que l'on a pu établir diverses analyses qui montrent la perception des jeunes de la corruption. Ensuite, voir à peu près à quel point ces jeunes sont corrompus et de la même manière avoir leur regard sur la lutte contre la corruption. En d'autres termes, ce fut un essai de vouloir quantifier les données sur les jeunes et la corruption après avoir fait une recherche qualitative grâce aux documents.

2. Les outils

Toute étude de recherche menée par une personne donnée suppose dans un premier temps, une recherche de l'état de la question dans les champs des sciences sociales pour préciser les connaissances disponibles : au travers de la composition de bibliographie, de données sociales, économiques et statistiques, historiques. Ceci permet ainsi de situer précisément, dans la durée et ses évolutions, le contexte de l'étude : le territoire concerné, le cadre défini. Des règles éthiques et de déontologie animent l'intervention de recherche et l'enquête : l'anonymat et la confidentialité sont les premières bases éthiques de toute étude. La qualité des données recueillies et des analyses fournies ne seront que plus bonne. Dans ce sens, un travail sur la documentation à partir de différents travaux de recherche sur la corruption en général que ce soit des œuvres politiques, économiques ou sociologiques. Il a fallu en effet, connaître ce qu'est vraiment la corruption et tout ce qui l'entoure. Une pile de documents parlait de la corruption en générale, peu parmi ces documents parlait de l'approche sociologique de la corruption et évidemment, il n'y avait pas encore eu d'œuvres traitant explicitement du problème de la corruption au niveau des jeunes. Des documents qui seront plus élaborés en détail dans la bibliographie. Toutefois, il est utile de mentionner que l'on s'est surtout basé, dans un premier temps, sur le document intitulé « Entre relativisme et universalisme. Réflexions sociologiques sur la corruption ».

Par la suite, être directement auprès des acteurs de terrain comme des publics avec lesquels ils sont en prise permet de saisir la réalité concrète du travail de recherche. Que ce soit celle d'une réunion, ou d'une situation de travail (accueil du public, rendez-vous professionnels, etc.), la méthodologie de l'observation directe peut se révéler indispensable dans le cadre de

l'étude. L'observation peut s'appuyer sur des outils adaptés à chaque situation: de la grille d'observation à l'analyse des discours, un ensemble d'éléments peut être étudié pour saisir la complexité de la situation et de ce qui se joue. De cette manière, il a été utile de faire le stage au niveau du BIANCO pour faire véritablement face à la difficulté de la lutte contre la corruption. Mais également et surtout pour observer la situation actuelle qui prévaut au niveau du pays et principalement au niveau de l'éducation. C'est-à-dire, l'engouement actuel des jeunes face à l'adversité que représente le fléau incarné par la corruption. Une observation qui s'est également poursuivie en ligne via le site web « Tsycoolkoly.mg » afin de voir où se situe le niveau de corruption parmi les jeunes et également et surtout au sein du secteur de l'éducation. Ajouté à cela, il a également fallu noter les quelques observations faites sur les réseaux sociaux, sur les pages vouées à la lutte contre la corruption comme « Global Youth Anti-Corruption Network (GYAC) » ou encore « Anti-Corruption International » où l'on voyait les jeunes actifs quant à la dénonciation des faits illégaux liés à la corruption.

Enfin, la réalisation d'entretiens, l'élaboration de questionnaires est conçue sur la base d'une approche qualitative, laquelle permet d'adapter la méthodologie et de construire les outils spécifiques au sujet traité. Quand un questionnaire s'avère la méthode idoine, il est construit spécifiquement pour l'étude considérée et sa réalisation comme sa passation auprès des personnes concernées sont mises en œuvre. Les questionnaires peuvent être envoyés par Internet si les personnes concernées ne peuvent pas être rencontrées directement. La réalisation d'entretien a été faite durant la phase d'observation sous anonymat de sorte à ce que les jeunes ou les personnes en contact avec les jeunes (comme les éducateurs et autres parents) avec qui on s'est entretenu, ne puissent pas être méfiants. On s'est notamment entretenu avec 3 jeunes de l'université, 2 parents sous couvert d'anonymat et on a pu poser globalement les quelques questions que sont:

- **Comment trouvez-vous l'enseignement public vis-à-vis de l'enseignement privé ? (Enseignement supérieur)**
- **Avez-vous été victime de corruption ou alors un de vos proches l'a-t-il été ?**
- **Comment trouvez-vous le marché du travail si l'on parle de jeunes ?**
- **Seriez-vous prêt à payer pour avoir un travail (pour vous/ pour votre enfant) ?**

Par la suite, le questionnaire établi a été distribué à une cinquantaine d'étudiants qui a bien voulu se prêter à ce dernier. Ce questionnaire comprend exactement en tout vingt-six (26) questions réparties en quatre (4) parties mettant en avant les caractéristiques de la personne, la

corruption à Madagascar, la lutte contre la corruption et les jeunes et l'emploi. Les vingt-six (26) questions, que l'on a posées dans le questionnaire, sont les suivantes :

a) Caractéristiques

- L'âge ?
- Le sexe ?
- La nationalité ?
- Le niveau d'études ?
- L'emploi ?

b) La corruption à Madagascar

- Combien de types de corruption connaissez-vous ?
- Avez-vous déjà entendu parler d'affaires ou d'histoires de corruption ?
- Avez-vous déjà été témoin d'une scène de corruption ?
- Dans quel domaine précisément ?
- Avez-vous déjà pratiqué la corruption ?
- Dans quel domaine précisément ?
- Pourquoi l'avoir fait ?

c) La lutte contre la corruption

- Quelle attitude adoptez-vous envers la corruption ?
- Selon vous, quelles sont les conséquences de la corruption ?
- Quelles solutions proposeriez-vous dans le cadre de cette lutte ?
- Etes-vous au courant des actions menées par le gouvernement malgache pour lutter contre la corruption ?
- Que pensez-vous du BIANCO quant à cette lutte ?
- Pouvez-vous citer une ou deux actions initiés par le BIANCO ?
- Connaissez-vous d'autres organisations ou entités qui luttent contre la corruption ?
- Lesquelles ?

d) Les jeunes et l'emploi

- Dans quel secteur aimeriez-vous travaillé ?
- Pourquoi ?
- Pensez-vous qu'il y ait besoin de pots de vins pour trouver du travail ?
- Face à la tendance, envisageriez-vous de donner un petit « régime » ?
- L'utilisation de réseau est-elle une sorte de corruption ?

- Pensez-vous que la corruption soit le seul moyen de bien réussir à Madagascar ?

Il faut toutefois mentionner que certains des entretiens ont été faits de façon spontanée et non formelle pour ce qui est des entretiens avec certains encadreurs. Tout cela englobe alors les outils qui ont été utilisés lors de ce travail de recherche.

3. Les techniques

En distinguant les techniques d'enquête de la méthode globale que constitue une recherche sociologique, on fait la part de la démarche conceptuelle et stratégique (qui va du choix et de la délimitation d'un cadre de recherche, de la formulation d'une problématique, de la théorisation d'une ou de plusieurs hypothèses, de la définition d'un objet d'étude, etc.) et la part des procédés utilisés pour recueillir et analyser les données empiriques servant plus ou moins à tester, compléter et corriger les hypothèses. Ces procédés, tels que l'observation directe, l'observation participante, l'interview, le questionnaire, etc. avec leurs diverses sous-espèces, réclament en effet une réflexion particulière autant qu'un travail. Il faut reconnaître ces techniques non comme devant produire la méthode sociologique, mais comme devant en être les produits toujours relatifs et toujours évolutifs. De ce fait, diverses techniques ont été utilisées à travers les outils lors du processus de recherche.

a) Les techniques d'observation

Dans la mesure où l'enquête sociologique ne peut éluder le contact avec la société réelle, les procédés simples d'observation gardent inévitablement une importance essentielle, quel que puisse être le raffinement apporté aux techniques de représentation, de mesure et de contrôle.

Dans un premier temps, on a utilisé **l'observation directe libre**. Au départ de toute enquête sociologique, l'observation directe libre correspond à l'inévitable phase «phénoménologique» de l'enquête et fait largement place à l'intuition de l'enquêteur qui saisit les phénomènes auxquels il s'intéresse dans leur double liaison avec l'ensemble social encore confusément perçu, d'une part, avec son expérience propre, d'autre part ; elle permet une organisation progressive des hypothèses de recherche, et une première et provisoire délimitation du champ d'étude qui rend ainsi possible l'observation méthodique. C'est ainsi ce qui a été fait avant l'établissement du thème, après avoir trouvé le thème et pendant la période de stage.

Par la suite, il a été utile de faire de **l'observation directe méthodique** qui est un procédé d'observation contrôlé : il suppose que des hypothèses de recherche aient été formulées, à partir desquelles un plan raisonné d'observation pourra être élaboré. Le questionnaire d'enquête a été un objet essentiel afin d'ordonner et de contrôler les observations. L'objet de l'observation

méthodique est de mettre en évidence les données, sur lesquelles porteront l'interprétation et l'essai d'explication du processus, du cadre ou de l'aspect de la réalité sociale. Aussi bien l'observation fait-elle appel aux divers **procédés d'enregistrement** et de conservation des données recueillies. L'importance des procédés d'enregistrement ne saurait être sous-estimée. Seul un enregistrement minutieux permettra une observation méthodique différée. Cet enregistrement de données se résumait alors la prise de plusieurs notes.

A la suite de cela, il y a une **observation indirecte méthodique** qui est le complément indispensable de l'observation directe. Elle utilise les données documentaires concernant l'objet envisagé dans l'enquête. Les données documentaires constituent le point de départ le plus sûr et le plus commode de l'enquête sociologique et interviennent également dans l'étude des réglementations sociales et, d'une façon plus générale, des paliers les plus profonds de la réalité sociale. L'analyse de contenu a été amplement utilisée, ceci est un exemple d'exploitation systématique et codifiée, permettant un traitement statistique des données documentaires (livres, presse, radio, etc.). Il faut savoir qu'aucun document n'a été élaboré à l'intention du sociologue ; au même titre qu'une manifestation quelconque de la réalité sociale, il constitue un objet sociologique justiciable d'analyse. Cette observation méthodique indirecte vise alors à construire, à partir de documents, des données utilisables pour l'analyse.

b) Les techniques d'interview

Tous les procédés d'observation directe, lorsque l'homme est l'objet observé, impliquent inévitablement la communication verbale, soit à titre occasionnel, soit de façon systématique. C'est là qu'intervient l'interview ou l'entretien. La première technique d'interview utilisée fut **l'interview libre** qui laisse toute latitude de réponse à l'interrogé et vise à recueillir des données riches en signification. Les **interviews ou entretiens** qui ont été faits, étaient plus ou moins **organisés**. C'est-à-dire, cela consistait à procéder selon un plan précis de questions posées toujours dans le même ordre et dans les mêmes termes tout en laissant à l'enquêté la possibilité d'exprimer largement sa pensée. Par ailleurs, on a également eu recours à quelques **interviews inorganisées** qui procèdent selon un plan très souple qui varie avec les individus interrogés. En vrai, c'était généralement des entretiens non planifiés qui visait à laisser parler le sujet : c'est-à-dire que l'on intervenait juste par la seule présence compréhensive¹².

Les techniques d'interview nous conduisent à envisager le **procédé du questionnaire** fréquemment utilisé dans la recherche sociologique et vulgarisé par les enquêtes dites d'opinion

¹² cf. Rogers G. R., *The non-directive method as a technique for social research*, Amer. J. Social., 1945, 50

publique. Le questionnaire n'est généralement autre chose qu'une interview de type fermé à travers laquelle nos quelques questions ont été agencées. La technique du questionnaire offre l'avantage d'une codification et d'une exploitation rapides des réponses, mais son emploi exclusif ne saurait permettre une analyse en profondeur.

c) **La technique d'échantillonnage**

Comme il a été mentionné précédemment, l'échantillon qui a été pris pour répondre aux questionnaires d'enquête est de cinquante (50). Pour arriver à ce chiffre, une méthode ou technique d'échantillonnage a été nécessaire afin de mener à bien l'enquête qui a été faite. La technique qui a été choisie, fut alors **l'échantillonnage non probabiliste**. Dans le cadre de l'échantillonnage non probabiliste, on suppose que la distribution des caractéristiques à l'intérieur de la population est égale. C'est ce qui fait que le chercheur croit que n'importe quel échantillon serait représentatif et que les résultats, par conséquent, seront exacts. Seul bémol sur cela, il n'existe aucune façon d'estimer la probabilité pour une unité quelconque d'être incluse dans l'échantillon. Également, comme la méthode en question ne fournit aucunement l'assurance que chaque unité aura une chance d'être incluse dans l'échantillon, on ne peut estimer la variabilité de l'échantillonnage, ni identifier le biais possible. Malgré ces inconvénients, les méthodes d'échantillonnage non probabiliste peuvent être utiles lorsqu'on désire des commentaires descriptifs au sujet des échantillons eux-mêmes. Leur utilisation prend également peu de temps tout en étant plus économique et plus pratique.

L'application de la plupart des méthodes d'échantillonnage non probabiliste exige un certain effort et une certaine organisation, mais d'autres méthodes d'échantillonnage non probabiliste, comme l'échantillonnage de commodité, sont à l'occasion appliquées et n'exigent pas de plan d'action formel. Et justement, c'est le type d'échantillonnage non probabiliste que l'on a choisi d'appliquer. **L'échantillonnage de commodité** est aussi appelé **l'échantillonnage à l'aveuglette ou accidentel**. L'avantage évident de la méthode, est qu'elle est facile à utiliser, mais la présence de biais peut annuler ce dernier. Même si ses applications utiles sont limitées, la technique peut donner des résultats exacts lorsque la population est homogène. Dans ce sens, les cinquante (50) premiers étudiants de l'université qui ont accepté de répondre aux questionnaires d'enquêtes ont constitué l'échantillon. En principe, en tenant compte du fait que la faculté DEGS peut comprendre aux environs 10 000 étudiants, un échantillon, de plus de 370 étudiants avec une marge d'erreur maximale de 5%, aurait été utile pour que l'échantillon puisse présenter un caractère représentatif. Ajouter à cela, le fait qu'il faut également présenter différents critères tels que l'âge, le sexe, la filière et même l'année d'étude de chaque étudiant,

dans le but de diminuer les biais. Tout cela, pour dire que le fait d'avoir choisi cet échantillon restreint, est simplement dû à différentes contraintes liées au temps et aux moyens matériels et financiers, quant à l'élaboration du questionnaire mais aussi au recueil des données et la rédaction du travail compte tenu du temps qui a été incombé.

d) La technique statistique

Du fait que l'on a établi un questionnaire d'enquête dont les résultats pourront être érigés en statistiques, il est évident que l'on a également employé à travers ce questionnaire une technique statistique. Pour ce faire, on a ainsi utilisé **la technique du sondage**. L'enquête sociologique, lorsqu'elle porte sur des groupes de large envergure et, à plus forte raison, sur des sociétés globales, est bien obligée de limiter l'investigation à une portion du tout. Tout cela, même si l'on connaît déjà les soucis de représentativité, et de généralisation, établies par l'enquêteur. Les techniques du sondage visent précisément à résoudre ce problème en déterminant les échantillons représentatifs des ensembles d'où ils sont tirés. On parle bien évidemment de sondages empiriques, de sorte à évaluer l'échantillon dans le but d'infirmer ou confirmer l'hypothèse de recherche. Il faut toutefois mentionner que tout sondage est sociologiquement approximatif, même s'il est statistiquement valable car l'échantillon n'est jamais l'image réduite et absolument fidèle de la «population» dont il est tiré, dès lors que celle-ci n'est pas une collection d'individus, mais un «tout» social.

4. Les tests incluant les NTIC

Il est souvent nécessaire de transformer des données pour pouvoir les analyser. La préparation des données est donc une étape stratégique cruciale pour une analyse des résultats précise et fiable. Pour ce faire, tous les tests qui ont inclus des NTIC, ont été faits sur ordinateur sur le **logiciel Sphinx** qui a donné plusieurs figures à partir de l'analyse des résultats. Les résultats d'enquêtes ont également été recensés à travers de tableaux à doubles entrées ou à variable unique. Dans ce sens, on a alors utilisé des **analyses univariées** qui comprennent notamment le tri à plat, les statistiques descriptives, des histogrammes et autres graphiques. Par la suite, on a également utilisé des **analyses bivariées** qui regroupent des tris croisés, des tableaux de moyennes et des graphiques avec libellés. Et ensuite, une étude de texte sur les réponses en texte s'est révélée nécessaire. Les tests incluant les NTIC se résument alors à cela.

Dans ce chapitre dédié à la méthodologie, nous avons alors pu voir la démarche en générale, les outils, les techniques et les divers tests utilisés dans ce travail de recherche. Par ailleurs, dans cette première partie qui parlait en gros de la corruption à Madagascar en général, la situation qui prévaut actuellement dans le pays quant à la corruption et la pratique de la

corruption, a été longuement discutée. Pour rappel, la situation voit la corruption se généraliser à tous les niveaux et cela est en train d'entraîner le pays dans les tréfonds de la pauvreté. La pratique de la corruption à Madagascar est telle que l'on ne peut même pas la classer correctement par rapport à une analyse sociologique propre de la corruption. Tout cela étant dit et bien que les rumeurs prévoient un avenir mal engagé pour l'éducation malgache et les jeunes, il est utile de voir ce qu'il en est vraiment. C'est dans cet ordre qu'il faut alors parler de la corruption et des jeunes et étudiants.

Partie 2 :

**LA CORRUPTION ET LES JEUNES
ETUDIANTS**

Comme l'on a déjà mentionné précédemment, le monde, de par les différentes organisations internationales, que ce soit dans les pays francophones ou anglophones, se sont mobilisés pour intégrer les jeunes dans la lutte contre la corruption. Dans le cadre d'une sensibilisation et de prévention, les jeunes du monde entier s'apprêtent peu à peu à ce mouvement de lutte. Il faut noter toutefois que la tenue de cette lutte contre la corruption dépend avant tout de l'Etat et du pays dans lequel sont issus ces jeunes. Pour dire que certains pays sont plus investis que d'autres pour combattre le fléau que représente la corruption, autant dans le cadre de la sensibilisation que dans le cadre de la prévention même. Car il faut le dire, on ne peut combattre la corruption sans avoir ce que c'est et ce qu'il encourt de la pratiquer. Dans le cas de Madagascar, le pays a récemment connu une vaste campagne de rappel, allant de la simple manifestation d'opinion au niveau des jeunes ou de syndicats de travailleurs jusqu'aux différents tacles au gouvernement en place émanant des diplomates. Ceci a peut-être, d'une certaine manière, piqué au vif et titiller l'orgueil des dirigeants en place puisque le pouvoir exécutif s'est depuis engagé à mener la lutte contre la corruption. Dans cet ordre, l'Etat malgache s'est vraisemblablement engagé à mener cette lutte et l'on est maintenant en droit d'avoir des attentes. Les jeunes, quant à eux, de par la culture malgache, mais aussi la globalisation et le non intérêt de certains pour le pays, peuvent-ils embrasser cet idéal ? La lutte contre la corruption, qui est de longue haleine, est avant tout et surtout pour l'avenir et donc pour les jeunes. Toutefois, il faut voir s'ils sont réellement engagés dans cette lutte ou suivent-ils seulement la voie que leurs aînés leur imposent. Une poignée de jeunes a eu, en effet, la bonne idée de hausser le ton quant à la précarité de la situation à Madagascar. Toutefois, ces jeunes ne sont que minoritaires par rapport au nombre de jeunes qui prévaut dans la grande île. On est alors en droit de se demander, si les jeunes vivent dans la corruption et quelle relation entretiennent-ils vraiment avec ce phénomène dégradant. Pour ce faire, dans cette partie du travail de recherche, il est alors utile de parler de la relation des jeunes avec la corruption tout en mentionnant les conséquences néfastes de celle-ci. A savoir, parler :

- En premier lieu, des résultats de l'enquête
- De la promotion de l'inégalité
- Et enfin de la contrainte subie par la population vis-à-vis de la corruption

Chapitre 4 : La présentation des résultats

Dans le cadre de cette recherche sur les jeunes et la corruption, une enquête sur 50 jeunes a été effectuée au niveau de la faculté DEGS de l'Université d'Antananarivo. Les jeunes qui ont été enquêtés, sont âgés entre 15 et 30 ans, de sexe masculin et féminin, ayant au moins en leur possession le diplôme de Baccalauréat. Les questions ont été surtout centrées sur la corruption à Madagascar, la lutte contre la corruption et enfin les jeunes et l'emploi par rapport à la corruption. En gros, il y a eu 26 questions, qui ont été posées à chaque étudiant, qui vont aider à confirmer ou infirmer l'hypothèse, disant que la majorité des jeunes se laisse emporter par la tendance, voyant la corruption se généraliser de plus en plus à tous les niveaux et surtout au niveau de l'emploi. Par ailleurs, il y a également eu quelques entretiens, au nombre de 5, pour être un peu plus précis, où l'on a posé 4 questions, en général, à 3 jeunes et 2 parents. Ainsi, la présentation des résultats sera composée des résultats que l'on a pu obtenir de cette enquête et des divers entretiens.

1. Les jeunes interrogés

Les quatre premières questions mettent en avant l'âge, le sexe de la personne, la nationalité et le niveau d'étude. Étant donné que ces éléments ne nécessitent pas vraiment d'analyse particulière, il est préférable de seulement donner les résultats pour ensuite les utiliser par la suite dans l'analyse de cette dite recherche. Suite à cela, les jeunes qui ont été interrogés, sont âgés, comme ce qui a été dit précédemment, de 15 à 25 ans et sont répartis comme suit :

- Il y a 2 jeunes qui ont été recensés comme étant âgés entre 15 et 17 ans.
- 1 jeune est dans l'intervalle de 18 à 20 ans.
- Dans la tranche d'âge 21 à 23 ans, il y a eu 30 jeunes qui ont répondu aux questionnaires.
- Il y a eu 10 jeunes qui ont été interrogés dans la tranche d'âge allant de 24 à 25 ans.
- Et finalement, il y a eu 7 jeunes âgés de 26 à 30 ans.

En ce qui concerne le sexe ou le genre de chaque individu, en tout, il y a eu :

- 19 garçons ont répondu aux questionnaires
- Et 31 individus du genre féminin ont été interrogés

Pour ce qui est du niveau d'étude, parmi les 50 interrogés :

- 32 jeunes ont en leur possession un Bacc+3
- 18 jeunes ont par contre un Bacc+4

A noter que tous ces jeunes sont de nationalité malgache. La cinquième question s'intéresse à l'emploi éventuel que ces jeunes pratiquent en parallèle avec leurs études, les résultats sont les suivants :

- 1 jeune travaille à temps plein
- 6 d'entre eux travaillent à temps partiel
- Et 43 jeunes ne travaillent pas encore

2. La corruption à Madagascar et les jeunes

Pour rappel, le questionnaire d'enquête a été divisé en 4 parties et la seconde partie que l'on va voir par la suite parle de la corruption à Madagascar qui contient en tout sept (7) questions. La première question dans cette partie se réfère au nombre de types de corruption que les jeunes connaissent. Ainsi, après avoir posé la question « Combien de types de corruption connaissez-vous ? », les résultats sont tels que transmis par le tableau suivant.

Tableau 2 : Types de corruption connus par les jeunes

type	Nb. cit.	Fréq.
1	24	48,0%
2	4	8,0%
3	1	2,0%
4	4	8,0%
plus de 4	17	34,0%
TOTAL OBS.	50	100%

Source : enquête personnelle, juin 2016

Par la suite, plus de 40 personnes ont répondu favorablement à la question suivante qui disait s'ils avaient déjà entendu parler d'histoire de corruption, le nombre exact étant 44. Par contre, pour ce qui est d'avoir été témoin d'une scène de corruption, ils ont été au nombre de 25 à dire « oui ». Pour ce qui est de ces jeunes qui ont répondu « oui » à avoir été témoin d'une scène de corruption, les résultats sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau3 : Domaine de la corruption

Précision	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	25	50,0%
Privé	8	16,0%
Publique	23	46,0%
Education	12	24,0%
TOTAL OBS.	50	

Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples (3 au maximum).

Source : enquête personnelle, juin 2016

Par ailleurs, on a également demandé à ces jeunes s'ils avaient déjà pratiqué la corruption et 16 d'entre eux, y ont déjà eu recours. Pour plus de précisions, ils l'ont tous fait par nécessité en tenant compte du fait qu'on leur a proposé « choix », « habitude » et « nécessité » comme choix. A noter que la plupart de ces fait de corruption, ont été pratiqué au niveau publique dont très peu au niveau de l'éducation.

3. La lutte contre la corruption et les jeunes

Pour la première question dans cette partie, on parle de l'attitude des jeunes envers la corruption en leur donnant le choix de choisir entre les options « indifférent », « résigné à la pratiquer », « indécis », « résolu à se battre contre la corruption ». Les résultats sont comme suit :

- 13 se disent indifférents,
- 4 sont résignés à la pratiquer,
- 5 sont indécis,
- Et 28 sont résolument prêts à la combattre.

Par la suite, il leur a été demandé les conséquences de la corruption parmi une liste donnée et les résultats de cette enquête sont présentés comme suit :

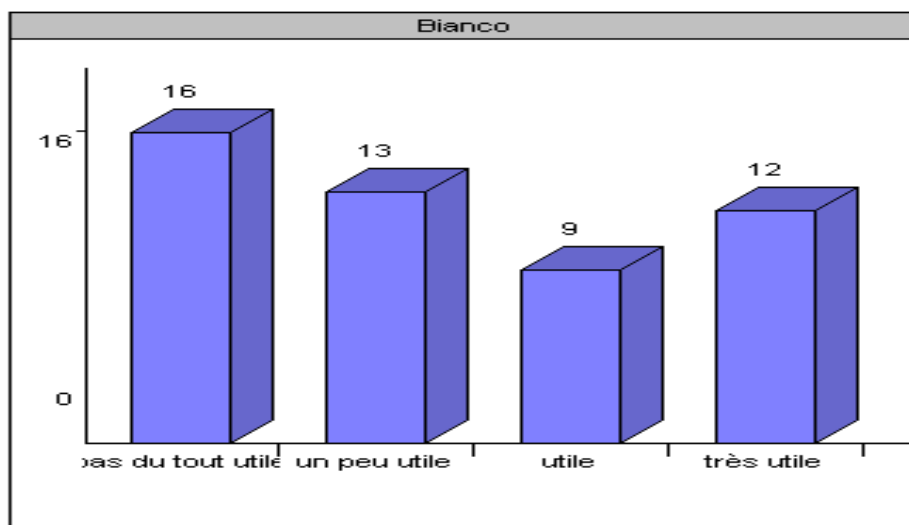
Tableau 4: Les conséquences de la corruption

cons	Nb. cit.	Fréq.
détérioration économique	14	28,0%
détérioration de l'image de l'administration publique	21	42,0%
dégradation du niveau de l'éducation	14	28,0%
dégradation du niveau des travailleurs	12	24,0%
perte de ressources naturelles	4	8,0%
Inégalité sociale	15	30,0%
oligarchie	0	0,0%
Toutes les réponses	21	42,0%
TOTAL OBS.	50	

Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples (3 au maximum).

Source : enquête personnelle, juin 2016

Ensuite, il leur a été demandé de proposer des solutions dans le cadre de cette lutte et l'on a pu voir que les jeunes misent à peu près sur l'éducation et la sensibilisation, mais également sur l'application de la loi, et une surveillance plus stricte. Par la suite, pour savoir si ces jeunes sont vraiment impliqués dans la vie et l'avenir de l'Etat, il leur a été demandé de dire s'ils étaient au courant des actions menées par le gouvernement malgache dans le cadre de cette lutte, 36 parmi les enquêtés ont répondu par la positive. Et dans ce sens, on a également demandé ce qu'ils pouvaient penser du Bianco.

Figure 2 : L'utilité du BIANCO vu par les jeunes

Source : Enquête personnelle, juin 2016

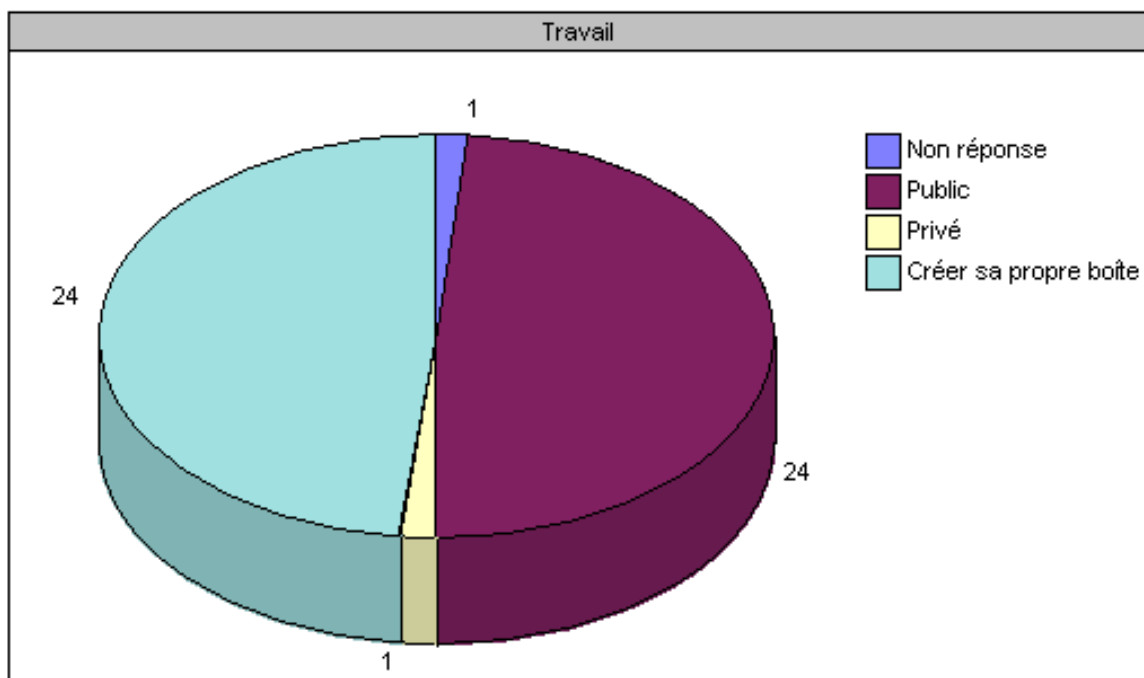
Pour ces jeunes, les activités du BIANCO se traduisent par les enquêtes sur les personnes suspectées de corruption, la sensibilisation, la lutte contre les faux diplômes, le contrôle au niveau des concours. En tout, il y a eu 23 jeunes à répondre à cette question et encore, 3 d'entre eux ont déclaré que le BIANCO luttait contre la corruption et un jeune a dit que le bureau contrôlait les résultats des élections. Par ailleurs, quand on leur a demandé s'ils connaissaient d'autres organisations luttant contre la corruption, 7 jeunes ont répondu par le « oui », en mentionnant les organisations suivantes :

- ❖ SAMIFIN
- ❖ CAJAC
- ❖ Justice et Paix

4. Les jeunes et l'emploi par rapport à la corruption

Cette dernière partie comprend, en gros, 6 questions liées globalement à l'emploi et la perception de la corruption. Dans cet ordre, il a été posé, comme première question, le secteur dans lequel le jeune aimerait travaillé tout en précisant pourquoi. Les réponses sont traduites d'après la figure suivante.

Figure 3: Secteur envisagé



Source : enquête personnelle, juin 2016

Dans la précision de leur réponse, les jeunes qui voulaient intégrer le secteur public, ont tous, ou presque, dit que c'était pour la sécurité, la stabilité, l'argent et les avantages que cela

représente. Tandis que l'autre moitié a avoué vouloir être indépendant et aider au développement du pays. La question suivante teste, en quelque sorte l'implication des jeunes dans le monde de la corruption, c'est dans ce sens qu'on leur a demandé s'il y avait besoin de corruption pour trouver du travail.

Tableau 5: Besoin en corruption

Besoin	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	2,0%
Pas du tout	27	54,0%
Un peu	10	20,0%
Oui	8	16,0%
Oui beaucoup	4	8,0%
TOTAL OBS.	50	100%

Moyenne = 1,78 Ecart-type = 1,01

La question est à réponse unique sur une échelle.

Les paramètres sont établis sur une notation de 1 (Pas du tout) à 4 (Oui beaucoup).

Les calculs sont effectués sans tenir compte des non-réponses.

Source : Enquête personnelle, juin 2016

Par la suite, on a également demandé si cela tentait ces jeunes et les résultats se traduisent comme suit :

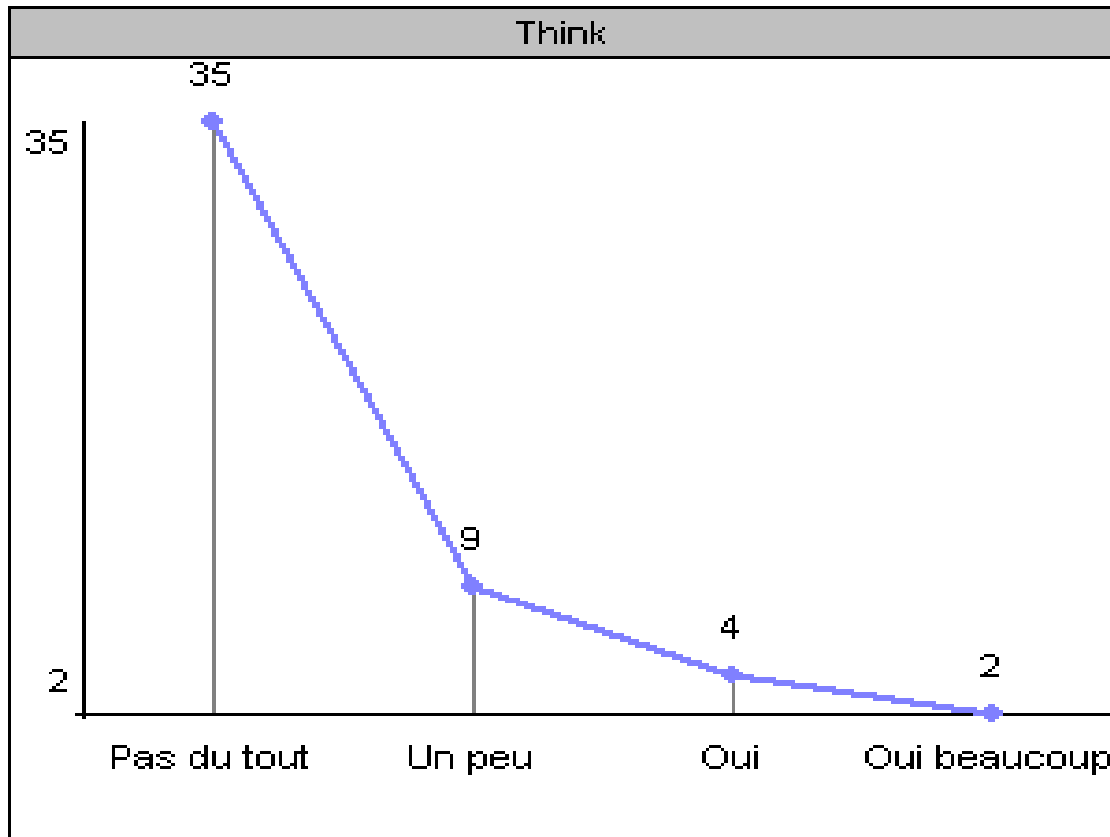
- ❖ 23 jeunes ont répondu « pas du tout »
- ❖ 17 d'entre eux ont dit « un peu »
- ❖ Quelques 7 jeunes ont choisi de dire « oui »
- ❖ Et 3 jeunes n'ont pas répondu à la question

D'autre part, on a également demandé en quelque sorte, à ces jeunes, la différence entre réseau (piston) et corruption, ceci donnant :

- ❖ 24 jeunes ont répondu « pas du tout »
- ❖ 15 d'entre eux ont dit « un peu »
- ❖ 6 jeunes ont choisi de dire « oui »
- ❖ 3 jeunes ont répondu par « oui beaucoup »
- ❖ Et enfin, 2 jeunes ont choisi de ne pas répondre

La dernière question quant à elle, se réfère à la vision de réussite des jeunes, par rapport à la corruption à Madagascar. Dans cette optique, il a été demandé si ces jeunes pensaient que la corruption puisse être le seul moyen de réussir à Madagascar, ce qui a donné :

Figure 4: La réussite et la corruption



Source : Enquête personnelle, juin 2016

Tout cela regroupé, alors les résultats globaux de l'enquête, faite sur 50 jeunes étudiants issus de la faculté DEGS.

D'autre part, en ce qui concerne les entretiens, faites auprès de cinq individus, on peut les synthétiser à travail un tableau qui regroupera les questions qui ont été posées. À savoir, les quatre (4) questions suivantes :

3.1 Comment trouvez-vous l'enseignement public par rapport à l'enseignement privé ?

3.2 Avez-vous été victime de corruption ou alors un de vos proches l'aurait été ?

3.3 Comment trouvez-vous le marché du travail par rapport aux jeunes ?

3.4 Seriez-vous prêt à payer pour avoir un travail (pour vous/ pour votre enfant) ?

Les résultats sont les suivants :

Tableau 6: Entretien individuel

Personne	Question 1	Question 2	Question 3	Question 4
Jeune 1	<ul style="list-style-type: none"> • Beaucoup d'étudiants • Infrastructure dépassée • Mal organisé • Bons diplômes • Niveau dépendant de chaque étudiant 	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Notes échangées • Désordonné 	<ul style="list-style-type: none"> • Beaucoup de concurrence • Dépend des domaines 	<ul style="list-style-type: none"> • Non, jamais
Jeune 2	<ul style="list-style-type: none"> • Mal organisé • Niveau moyen • Corruption • Bons diplômes 	<ul style="list-style-type: none"> • Oui, des amis • Notes échangées • Désordonné 	<ul style="list-style-type: none"> • Beaucoup de concurrence • Saturé • Dépend du domaine 	<ul style="list-style-type: none"> • Non, jamais de la vie
Jeune 3	<ul style="list-style-type: none"> • Mal organisé • Bien quand même • Bons diplômes • Niveau dépendant de la filière • Corruption 	<ul style="list-style-type: none"> • Oui (Triplé une année) • Toujours comme ça • Je sais ce que j'ai fait durant mes examens 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficile • Beaucoup de concurrence • Besoin de relations 	<ul style="list-style-type: none"> • Cela dépend de la somme à payer et du travail
Parent 1	<ul style="list-style-type: none"> • Bons diplômes • Mal organisé 	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Toujours comme ça 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficile • Besoin de relations 	<ul style="list-style-type: none"> • Utiliser les relations, mais ne pas payer
Parent 2	<ul style="list-style-type: none"> • Mal organisé • Tout le temps des grèves • Mieux vaut payer les privés pour étudier convenablement 	<ul style="list-style-type: none"> • Déjà entendu 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficile • Besoin de relations 	<ul style="list-style-type: none"> • Cela dépend du travail et de la somme à payer

Source : recherche personnelle, juin 2016

Tous les résultats que l'on a vu jusque là, représentent alors l'ensemble des réponses des personnes que l'on a enquêté mais aussi celles avec lesquelles on s'est entretenu. Cependant, pour mieux analyser ces résultats, il faut désormais les voir points par points.

Chapitre 5 : Promotion de l'inégalité

Une des conséquences, que l'on pourrait qualifier de nuisible, est l'inégalité que provoque la corruption au sein de la société. Il existe bon nombre de formes d'inégalités mais là on parle surtout de l'inégalité sociale que l'on dénote au niveau de la société. En effet, la corruption est déjà, en soi, un viol du principe fondamental de l'égalité entre les citoyens devant la loi. Ce qui entraîne, alors, la violation des droits civiques, économiques ou encore sociales de beaucoup de personnes alors qu'une minorité vit dans l'opulence. Cette inégalité, qui se fait de plus en plus ressentir au niveau de la société, à presque tous les niveaux, et cela dans n'importe quel secteur, commence à toucher dès le plus jeune âge. Les jeunes sont alors, de ce fait, une des principales victimes de ces différentes formes d'inégalité. Pour présenter cette inégalité et la mettre en rapport avec la corruption et les jeunes, il est utile de parler des secteurs qui sont le plus en contact avec les jeunes. A savoir : des domaines tels que l'éducation, la recherche d'emploi ou encore l'influence de la corruption sur ces derniers en général.

1. L'inégalité au niveau de l'éducation

Il est bien connu que la corruption n'affecte pas seulement le développement économique en termes d'efficacité, mais elle a aussi un impact sur la répartition des richesses. C'est de cette manière que l'oligarchie prend forme et va alors causer l'inégalité au sein de la société malgache. Tout le monde sait par exemple que le nom de politiciens et surtout les places au niveau de la politique, se transmettent de famille en famille, c'est aussi un peu la même chose avec la richesse en générale. La corruption a fait que cette tradition puisse se transmettre et ainsi empêcher la multitude, du moins la majorité à atteindre les hautes sphères de la haute bourgeoisie. Tout cela pour dire que l'inégalité prévaut au niveau de la société malgache, et cela prospère grâce à la corruption. On peut entrevoir cette inégalité au niveau de l'éducation, aussi bien que l'on parle d'écoles, de lycées ou encore d'universités mais également au niveau de tout ce qui entoure l'éducation comme la préparation de dossiers pour concours ou inscription. Bien sûr, les chances ne sont déjà pas les mêmes à la naissance pour tous les enfants mais la corruption fait en sorte d'accentuer le problème.

Dans un premier temps, il est important de parler de l'inégalité subi par les jeunes avant d'intégrer une école, une université ou encore avant d'adhérer à un concours administratif. Compte tenu du fait que les chances naturelles données à un jeune par rapport à un autre, ne sont pas les mêmes (exemple : il y a des enfants et des jeunes qui étudient dans les institutions privées payantes et d'autres au niveau public). D'ailleurs, les témoins de corruption parmi les

jeunes interrogés font état de corruption au niveau de l'éducation et de l'institution publique, relative, principalement, à la préparation de dossiers administratifs. Le moins que l'on puisse dire est que la corruption rend difficiles les chances des jeunes qui ne peuvent la pratiquer. Un jeune, issu d'une famille aisée, a nécessairement fréquenté les meilleures écoles, forcément eu de meilleurs matériels mais aussi peut-être de meilleurs professeurs du fait de sa situation. Ceci représente les facteurs naturels et cela fait déjà du jeune, en question, un candidat potentiel pour un meilleur avenir, autant il est voué à réussir au niveau des examens, des concours et aussi à l'école. Toutefois, il arrive que des jeunes moins bien nantis puissent combler le fossé qui les sépare des jeunes à situation aisée grâce aux études. Néanmoins, force est de constater que si la corruption règne en maître dans la société où ces jeunes vivent, les jeunes moins bien nantis ne pourront jamais se hisser au même niveau que leurs confrères ayant une bonne situation sociale, d'où l'inégalité accrue.

Image 1: Concours d'entrée

Concours d'entrée première année

Education | Accès à l'université | 30000 Ar

Date: 2010 , Atsimo Andrefana – Toliara I | Rapport #631

Tamin'ny taona 2010 dia nanao consours droit ka nisy tompon'andraikitra iray nitaky vola be tamiko tambiny izany ny fahafahana.

Le citoyen a demandé à ce que le rapport soit partagé avec :

- Le Bianco

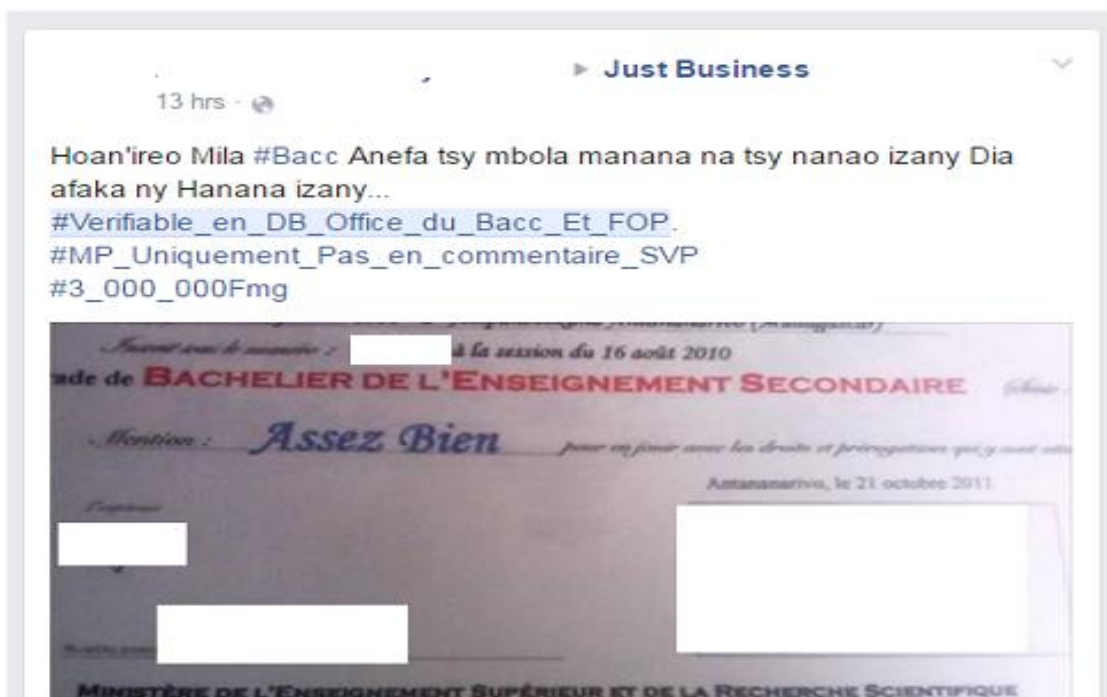
20/12/2015 | J'ai payé un pot de vin, Tous les témoignages | 0 Commentaire

Source : <http://www.tsycoolkoly.org/>, 2010

Cette image montre un plaignant disant : « En 2010, j'ai participé au concours d'entrée en première année de Droit, un responsable m'a demandé une somme colossale en échange de ma réussite. ». Ceci montre que la corruption qui se trouve liée aux jeunes, est présente à tous les niveaux même à travers un simple concours d'entrée en première année. Ce qui montre à quel point la corruption est ancrée au niveau de l'éducation. Et cette figure montre également que ce n'est pas la première fois que cela arrive, vu pareille demande. Pour dire, le plaignant

raconte qu'une personne responsable du concours d'entrée aurait demandé une énorme somme d'argent en échange de la réussite au concours. Ce qui signifie que des personnes capables de payer la somme demandée pourront réussir le concours haut la main, à l'insu des personnes qui ne peuvent pas payer cette somme. Des faits, déjà relatés, à travers les entretiens qui ont été entrepris. Pour rappel, les personnes qui ont de l'esprit peuvent également réussir le concours mais ce n'est forcément pas le cas des fois. Ceux qui ont travaillé dur, peuvent alors s'estimer biaisés par le fait que d'autres moins performants et moins intelligents réussissent comme si c'était leur égal et passent même parfois devant eux. Un second exemple de cette inégalité se traduit par la vente de faux diplômes allant du diplôme de Baccalauréat au diplôme de master. En témoigne la vente du diplôme de Baccalauréat à 600.000 AR sur le réseau social Facebook, et d'ailleurs la personne ne s'en cache pas. Ceci est en effet une insulte pour tous ceux qui ont usé leur temps, leur énergie et leur argent dans leurs études.

Image 2: Vente de diplôme de baccalauréat en ligne



Source : Facebook, 2016

Par ailleurs, durant l'inscription aux concours organisés par les douanes, le Ministère de la fonction publique a pu déceler plusieurs anomalies autour des diplômes notamment ceux provenant des universités privées. **Quatre-vingt-six(86)** faux diplômes environ sur dix-neuf mille (19.000) diplômes ont été détectés, généralement des diplômes de Maîtrise et de Baccalauréat. Cependant, cela ne prouve pas que tous les faux diplômes aient été saisis et la

question de l'inégalité persiste encore et toujours. Dans cet ordre, seuls ceux qui ont de l'argent, ont le pouvoir de changer les choses et leur sort avec. Non seulement, ils condamnent les autres à rester au même niveau où seule une minorité arrive à s'extirper de la situation dégradante ; mais ils arrivent à maintenir leur place dans une certaine classe sociale grâce à la corruption.

Des jeunes sont bien plus nantis que d'autres parce qu'ils ont eu une meilleure éducation, de meilleurs moyens, de meilleurs suivis et même ont réussi à intégrer les meilleures écoles administratives ou à obtenir les bourses. Tout ceci grâce à la corruption traduite par le trafic d'influence, le favoritisme ou bien encore le paiement de pot de vins. D'autre part, des jeunes semblent se résigner à vivre dans une situation précaire où règne la pauvreté et autres insécurités sur le plan social. L'inégalité causée par la corruption au niveau de l'éducation est alors en train de tuer à petit feu l'éducation même mais également la motivation de certains à poursuivre leurs études. Une résolution est même de mise chez certains, il n'y a pas besoin d'étudier, il faut chercher de l'argent pour mieux corrompre et de ce fait réussir dans la vie. Ceci dit, seule, une poignée de personnes peut amplement profiter de ce genre de situation. Il est évident que cette situation n'atteint pas seulement le domaine de l'éducation et c'est ce que l'on va, alors, voir par la suite.

2. L'inégalité au niveau de la recherche d'emploi

Comme il a été dit, la vie dénote déjà diverses inégalités mais ces inégalités sont amplifiées presque au centuple notamment par la corruption. Et le moins que l'on puisse dire, est que cette inégalité est aussi présente dans d'autres sphères touchant les jeunes, à l'exemple de la recherche d'emploi. Il y a nul besoin de rappeler que chercher du travail est difficile pour les nouveaux diplômés de l'université autant à l'étranger qu'à Madagascar. Néanmoins, vu la dynamique entrepreneuriale au niveau de la société malgache et le nombre de jeunes qui y cherche du travail. Il paraît évident alors qu'il est plus difficile, d'y chercher du travail, d'autant plus que le nombre de poste disponible, au sein de l'administration publique, est restreint. Toutefois, les jeunes, fraîchement diplômés, essaient de se démener afin de gagner leur place dans le gotha du monde professionnel. En principe, chaque diplômé part avec les mêmes bagages intellectuels dans la chasse au travail et ces jeunes partent de ce fait du même point de départ. Cela dit, d'autres jeunes partent avec une avance certaine de par la présence de la corruption.

Parmi les cinq (5) personnes avec lesquelles on s'est entretenu, toutes les cinq ont clamé que pour les jeunes, le marché du travail actuel peut être difficile parce qu'il y a beaucoup de concurrence et peu de postes et qui plus est, on a besoin de relations par-ci par-là pour pouvoir

obtenir un travail surtout si l'on parle d'un bon poste pour le jeune. Il arrive, en effet, qu'un jeune peut avoir un poste élevé au sein d'une entreprise donnée et des fois, même au niveau de l'administration, aux dépens des jeunes du même âge et même expérience que lui, mais aussi de certains de ses aînés (le cas de certains jeunes avec lesquels l'on a été en contact). Ceci démontre, encore une fois, l'inégalité qui domine au niveau de la société à cause de la corruption, ici une de ses formes qu'est le trafic d'influence. Ce genre d'inégalité qui prédomine au niveau de la recherche d'emploi atteint des hautes sphères lorsqu'il s'agit bien évidemment de recrutements de fonctionnaires. Cela est peut-être dû essentiellement à la pauvreté et à la précarité des conditions d'emploi au niveau du secteur privé. D'ailleurs que la fonction publique soit décriée, devenir agent de l'Etat reste encore le rêve de bien de jeunes Malgaches. Comme en témoigne le tableau suivant :

Tableau 7: Le secteur apprécié par les jeunes

Travail	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	2,0%
Public	24	48,0%
Privé	1	2,0%
Créer sa propre boîte	24	48,0%
TOTAL OBS.	50	100%

Source : Enquête personnelle, juin 2016

Ceci est, notamment, justifié par la sécurité de l'emploi, qui est pleinement garantie au sein de la fonction publique. Ensuite la sécurité sociale est satisfaisante avec une couverture sanitaire avantageuse par rapport à l'ensemble de la population et une pension de retraite atteignant voire dépassant le salaire en période d'activités. Le recrutement de fonctionnaires est désormais qualifié d'aubaine à la corruption et beaucoup se disent même que ce n'est pas très cher payé, compte tenu de tous les avantages que l'on pourra percevoir lors de la prise de poste. Qu'en est-il alors des personnes qui ne peuvent pas payer de pots de vins ? La réponse est alors toute simple, soit elles paient, soit elles se contentent de leur situation actuelle.

Image 3: Concours SEMIPI

Concours SEMIPI

Education | Autre | 6000000 Ar

Date: 2013 , Menabe – Morondava | Rapport #512

Nifaninana ny hiditra tao amin'ny SEMIPI aho na ny Sekoly Miaramilam-Pirenena tamin'ny taona 2013 efa nianatra tao amin'ny lycée aho tamin'izany taona faharoa teny. Rehefa nandeha anefa ny fifaninananadia tsapako fa misy ny kolikoly ary fanatatro satria efa re sy niparitaka tamin'izay fa izay manana vola enina tapitrisa ihany no afaka amin'io fanadianana io , nony nivalyary ilay fanadinana dia tsy menatra akory ilay namanay ny niteny hoe nanome io vola io izy ka izay no nahafahany.

Le citoyen a demandé à ce que le rapport soit partagé avec :

- *Le Bianco*
- *Le gouvernement*

19/12/2015 | J'ai refusé de payer un pot de vin, Tous les témoignages | 0 Commentaire

Source : <http://www.tsycoolkoly.org/>, 2013

L'image précédente montre une personne qui a porté plainte et dit : « J'ai concouru pour pouvoir intégrer la SEMIPI ou l'école militaire nationale durant l'année 2013. J'étais déjà en deuxième année de lycées. Durant le concours, j'ai ressenti qu'il y avait de la corruption autour parce que les rumeurs couraient que seuls ceux qui arrivaient à payer 6 millions d'AR allaient réussir haut la main. Quand les résultats étaient tombés, un de nos amis sans ressentir aucune gêne, avoua qu'il avait payer et c'est pour ça qu'il avait réussi. » Cette image montre bel et bien l'inégalité qui est de mise, puisque payer 6 millions d'ariary pour un concours n'est pas donné à tout le monde. Et il est évident que peu de personnes irait se vanter d'avoir payer une certaine somme d'argent alors qu'il aurait pu se vanter d'être intelligent. Il est bien sûr utile de mentionner que ceux qui parviennent à réussir lors d'un concours ne sont pas tous forcément des corrompus même si l'on n'a pas de pourcentage à disposition. Car il faut dire que l'on a jusqu'à maintenant que des témoignages et pas de réelles statistiques à l'appui. Pour combattre cette inégalité, il y a bien une minorité qui ne se laisse pas faire et porte plainte par la même occasion au niveau des divers responsables mais là encore les procédures ne sont pas réellement sûres d'aboutir.

Pour donner une suite à cela, l'inégalité peut même continuer jusqu'à la prise de poste et ne s'arrête donc pas qu'au recrutement, à l'exemple de ce qui est mentionné dans cette image :

Image 4 : Inégalité au niveau des maîtres FRAM

maitre FRAM manana havana ambony

Education | Autre | Ar

Date: 01-06-2014 , Menabe – Morondava | Rapport #521

Nisy fitadiavana maitre FRAM izay natao teto amin'ny faritra Menabe ka anisany voaray ity zazavavy iray ka niasa tany ambanivohitra ka ny namany anankiray dia roa volana ihany dia efa nifindra toerana any an-drenivohitra satria hono izy manana havana ao amin'ny ministera.

Le citoyen a demandé à ce que le rapport soit partagé avec :

- Le Bianco
- Les médias
- Le gouvernement

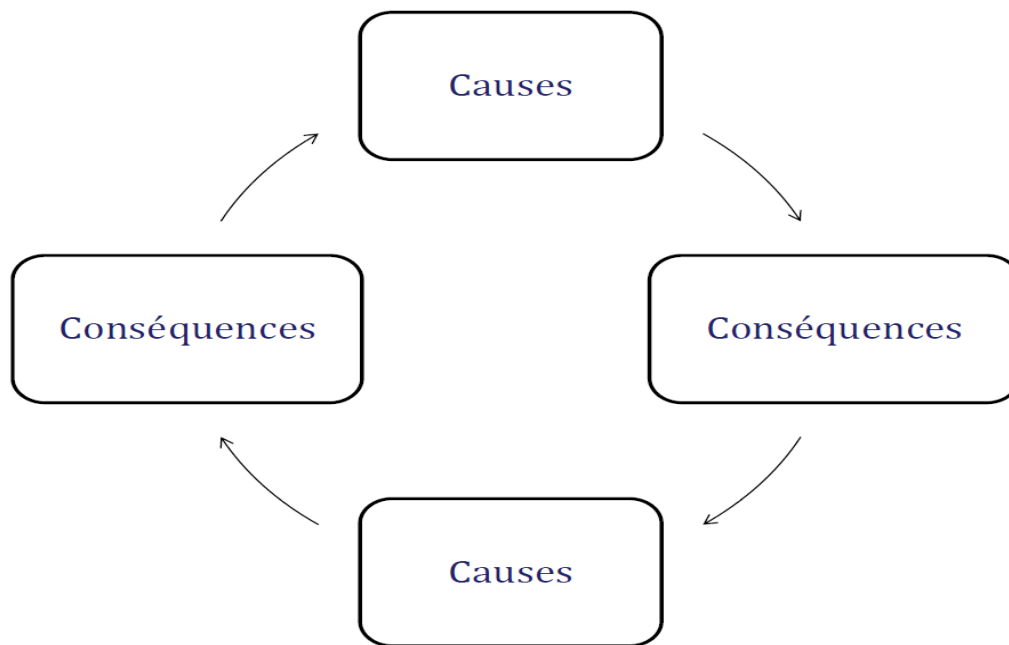
19/12/2015 | J'ai refusé de payer un pot de vin, Tous les témoignages | 0 Commentaire

Source : <http://www.tsycoolkoly.org/>, 2014

Ce plaignant divulgue que des maîtres FRAM de la même promotion ne reçoivent pas le même traitement, à savoir le même parcours puisque l'autre favorisé a de la famille haut placée au niveau du ministère. Les jeunes sont de ce fait vraiment victime des différentes formes de corruption et l'inégalité qu'elles causent, empoisonne carrément la vie et l'avenir de certains. Cette inégalité se voit même désormais presque à l'œil au niveau de la société malgache.

3. Le fossé entre riches et pauvres

Madagascar fait partie des pays les plus pauvres au monde et pourtant cette grande île dispose d'immenses ressources naturelles. Malheureusement, seule une poignée de personnes peut se targuer de profiter de cette richesse et le reste de la population se bat pour une à peine bouchée de pain. On a précédemment fait part des diverses inégalités causées par la corruption et le phénomène décrit dans ce paragraphe en fait partie puisqu'il y a, de nos jours, un appauvrissement des pauvres et un enrichissement des riches. Cela constitue une inégale répartition de la richesse qui accroît de plus en plus le fossé qui sépare les riches et les pauvres. Dans cette ordre, il faut aussi se rappeler que la corruption peut constituer un cercle vicieux qui conséquences et causes se répètent pour donner une certaine pérennité à la corruption.

Figure 5 : Le cercle vicieux de la corruption

Source : « *Corruption: définition, causes et conséquences* », Septembre 2014

Si l'on associe par exemple ce cercle vicieux à l'accroissement du fossé entre riches et pauvres, on pourrait alors dire que la corruption contribue à l'accroissement de ce fossé. Par la suite, pour tenir leur rang, les personnes riches pratiquent la corruption et cela accroît de la même manière la distance qui les sépare des pauvres. On peut effectivement le voir dans la vie de tous les jours à travers la construction de gros building où l'on alloue un énorme budget. Et pourtant, il existe encore des personnes qui n'ont pas de toits au-dessus de leurs têtes et luttent pour pouvoir manger un repas par jour ; des personnes richissimes qui conduisent des 4x4 V8 et à côté, le petit peuple qui commence à râler quant à la hausse de 100Ar du frais de « taxibe ». Il est en effet difficilement inimaginable d'entendre cela, mais pourtant c'est la réalité. En allant du côté de Tanjombato vers la zone Forelllo, il y a une grande résidence où l'on trouve des villas conçues avec la toute dernière technologie qui se situe au bout de la route goudronnée et pourtant juste à côté des murs de la résidence, on peut voir des maisonnettes en sachets plastiques qui sont placées le long du mur même ou juste en face. C'est dire le fossé entre riches et pauvres au sein de la société malgache et qui ne cesse de s'accroître d'années en années en grande partie, à cause de la corruption.

D'autre part, dans l'enquête dans laquelle ont pris part cinquante étudiants de l'université, on a également pu déceler l'importance de l'inégalité sociale au niveau des différentes

conséquences de la corruption, qui se traduit par l'élargissement de la distance séparant le riches des pauvres.

Tableau 8: Les conséquences de la corruption selon les jeunes

cons	Nb. cit.	Fréq.
détérioration économique	14	28,0%
détérioration de l'image de l'administration publique	21	42,0%
dégradation du niveau de l'éducation	14	28,0%
dégradation du niveau des travailleurs	12	24,0%
perte de ressources naturelles	4	8,0%
Inégalité sociale	15	30,0%
oligarchie	0	0,0%
Toutes les réponses	21	42,0%
TOTAL OBS.	50	

Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples (3 au maximum)

Source : Enquête personnelle, juin 2016

Comme on peut le voir à travers ce tableau, l'inégalité sociale est considérée comme une des principales conséquences de la corruption. Plus de 30% le considère en effet si l'on prend en compte également dans le lot, ceux qui ont pris en compte toutes les autres réponses. Cela représente un pourcentage assez conséquent qui prouve que les jeunes éprouvent ou ressentent de l'inégalité en plus de l'inégalité naturelle des chances, causée par la corruption.

Par ailleurs, pour prouver encore une fois que ce fossé entre riche et pauvre ne cesse d'accroître, il faut se référer à une liste qui montre l'état de pauvreté au niveau du pays mais également à une liste faisant des personnages les plus riches en Afrique qui comprend des malgaches parmi les plus riches au sein de cette société malgache.

Tableau 9 : Les pays les plus pauvres du monde avec les revenus moyens annuels par citoyens

	Country	2009	2010	2011	2012	2013 ▲	Estimates Start After
1	Congo - Kinshasa	\$311.89	\$328.87	\$348.53	\$368.91	\$394.25	1983
2	Zimbabwe	\$428.91	\$472.75	\$529.63	\$558.58	\$589.46	2008
3	Burundi	\$566.80	\$582.15	\$604.96	\$625.43	\$648.58	0
4	Liberia	\$564.75	\$582.63	\$625.74	\$672.56	\$716.04	2009
5	Eritrea	\$680.18	\$683.08	\$735.17	\$776.79	\$792.13	2006
6	Central African Republic	\$738.10	\$751.95	\$773.98	\$800.22	\$827.93	2004
7	Niger	\$674.52	\$733.68	\$742.43	\$815.35	\$853.43	2009
8	Malawi	\$782.72	\$821.35	\$850.82	\$857.67	\$893.84	2009
9	Madagascar	\$939.73	\$931.79	\$944.47	\$955.31	\$972.07	2006
10	Afghanistan	\$855.91	\$912.23	\$967.53	\$1,053.81	\$1,072.19	2007

Source : Global Finance Data, 2013

Cette liste qui est traduit par ce tableau montre les pays les plus pauvres du monde et Madagascar en fait alors partie et pourtant, le fait de trouver des personnes aussi riches que ceux dans la liste suivante constituent un énorme paradoxe. Selon cette liste, Madagascar est en effet classé en 9^{ème} position parmi les plus pauvres de la terre en faisant référence au PIB par habitant. Il est toutefois important de mentionner que ce classement ne tient pas compte des énormes disparités dans chaque pays qui sont très courantes en Afrique. De plus, le classement ignore d'autres indicateurs importants tels que l'espérance de vie, la qualité de vie des habitants ou encore le taux d'alphabétisation.

Tout cela étant, il faut également faire état de la liste de certains malgaches considérés comme étant parmi les africains les plus riches du monde. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que ces malgaches montrés dans ce classement vivent peut-être à des milliers d'années lumières de leurs convives. C'est que l'on peut voir que le fossé entre riches et pauvres est réellement grande et les années à venir pourraient encore creuser l'écart qui subsiste.

Tableau 10: Classement Forbes Afrique novembre 2015

NOM	PAYS	ACTIVITÉ PRINCIPALE	FORTUNE ESTIMÉE EN \$
1 Baba Danpullo	Cameroun	Télécom, Immobiliers	920 M
2 Fokam Kammogne	Cameroun	Banque, médias	900 M
3 Famille Rawji	RD Congo	Banque	820 M
4 George Forrest	RD Congo	Mines	800 M
5 Ylias Akbaraly	Madagascar	Conglomérat	710 M
6 Hassanein Hirdjee	Madagascar	Conglomérat	705 M
7 Abdoulaye Dialo	Sénégal	Pétrole	540 M
8 Christian Kerangall	Gabon	Industrie	520 M
9 Yérin Sow	Sénégal	Télécom, hôtellerie	510 M
10 Willy Etoke	Congo	Pétrole	500 M
11 Iqbal Rahim	Madagascar	Pétrole	419 M
12 Famille Billon	Côte d'Ivoire	Agro-Industrie	410 M
13 Samuel Foyou	Cameroun	Industrie, hôtellerie	407 M
14 Jean Kacou Diagou	Côte d'Ivoire	Bancassurance	405 M
15 Patrice Talon	Bénin	Agro-Industrie	400 M
16 Famille Mukete	Cameroun	Télécom, communication	360 M
17 Sébastien Ajavon	Bénin	Commerce	350 M
18 J.-S. Noutchonguoin	Cameroun	Immobilier	315 M
19 Nana Bouba	Cameroun	Industrie	310 M
20 Sylvestre Ngouchinghe	Cameroun	Commerce	280 M
21 Tribert Rujugiro	Rwanda	Industrie du tabac	250 M
22 Famille Sohalng	Cameroun	Hôtellerie, Immobilier	240 M
23 Famille Fraise	Madagascar	Brasserie, aviation	208 M
24 Joseph Kadji	Cameroun	Brasserie, distribution	205 M

Source : Forbes magazine, novembre 2015

D'après les deux listes qui ont été évoquées précédemment, on peut clairement dire que la pauvreté de la majorité peut constituer une véritable opportunité pour une minorité. De sorte à ce que cette dernière puisse continuer de s'enrichir à travers les années, cette inégalité peut être en effet causée par la corruption qui tue, ainsi, à petit feu la société.

Chapitre 6 : Population contrainte à pratiquer la corruption

Madagascar fait désormais, partie des pays les plus corrompus du monde, selon la Transparency international. Le pays, depuis quelques années déjà, a régressé de plusieurs places dans le classement. Tout le monde se demande alors ce qu'est devenu l'engouement concernant la lutte contre la corruption. Tout, porte maintenant à croire, que la corruption connaît une véritable généralisation à tous les niveaux dans la société malgache. Précédemment, on a vu que la corruption cause globalement une inégalité au niveau de la société, une inégalité que peu à peu beaucoup de malgaches commence à accepter puisque peu de monde s'insurge quant à la gravité de la situation. Ce qui veut simplement dire, que la société malgache, est en train d'accepter la corruption et de se conformer à celle-ci. Pour mieux voir cela, il est utile de parler de la présence incontournable de la corruption au niveau de l'éducation, la prévalence du trafic d'influence et la hausse flagrante de l'IPC.

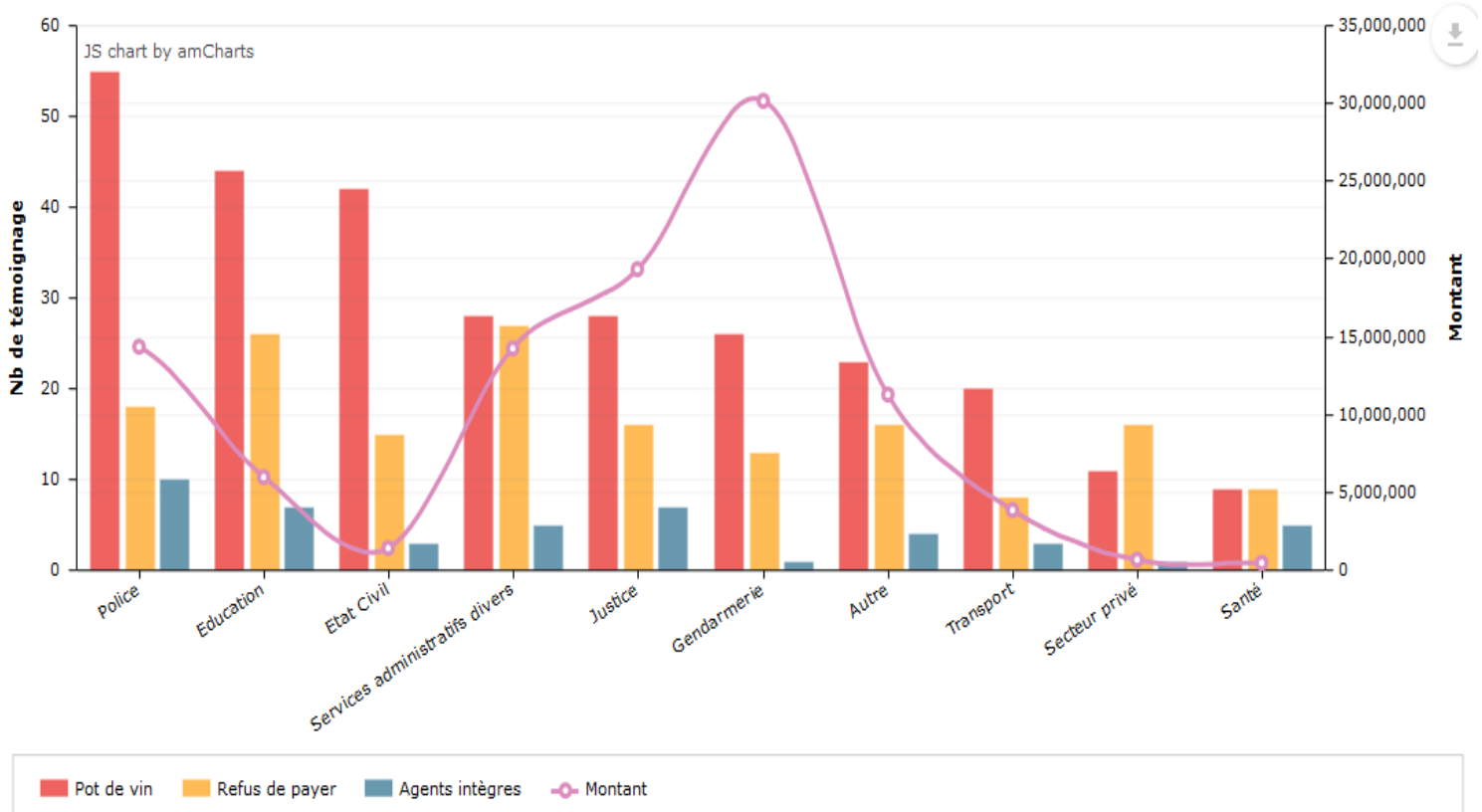
1. Présence incontournable de la corruption au niveau de l'éducation

Dans le chapitre précédent, on a fait part de l'inégalité présente au niveau de l'éducation. Une inégalité qui pourtant fait rêver plus d'un Malgache de sorte à ce que plusieurs au niveau de la société veulent être à la place des privilégiés. En effet, nombreux sont ceux qui se vantent d'avoir les moyens de payer les pots de vins réclamés, c'est comme si c'était de la fierté pour apposer sa supériorité hiérarchique et économique au sein de la société. C'est dans cet ordre que l'on peut dire que la corruption est incontournable à cette époque-ci dans l'éducation malgache. Travailler à l'arrache n'est pas évidemment du goût de tout le monde et c'est pour cela que la corruption commence nettement à primer sur le travail. Selon quelques rumeurs et précisément les dires de ceux avec lesquels l'on s'est entretenu : la corruption, au niveau de l'éducation, est présente à tous les stades de l'éducation allant du primaire jusqu'au concours administratif pour recruter les fonctionnaires. Tout ceci, couplé au fait que tout ce qui entre en relation avec l'éducation, se trouve être contaminé par ce fléau, à l'exemple de la falsification de diplômes ou encore de différents combines pour compléter les dossiers de candidatures. Autant de choses, rattachées à la corruption au niveau de l'éducation, que la population semblent vouloir accepter, par défaut. Pour illustrer cela, il est utile de présenter quelques figures qui montre que la corruption est bel et bien présente et que la population malgache des fois ne sait que faire et de ce fait semble s'être résignée à accepter son sort.

Cette figure montre par exemple, l'envergure de la corruption au niveau de l'éducation malgache, montrant ainsi que même s'il y a un refus de payer, le fait que les autres paient, rends

l'acte assez minime quant à la lutte contre la corruption et pousse les autres à suivre le mouvement.

Figure 6 : Graphique de statistique pour 10 secteurs



Source : <http://www.tsycoolkoly.org/>, 2010

On peut alors voir d'après cette figure que le nombre de pots de vin est plus élevé que le pourcentage de refus de payer. On peut toutefois noter que les sommes qui sont en jeu au niveau du secteur de l'éducation sont assez minimes. Néanmoins, ces chiffres sont tout de même impressionnants compte tenu du fait que les dépenses que les parents allouent à l'éducation de leurs enfants sont parfois faramineuses. Si l'on rajoute cela à la corruption, rien d'étonnant de voir les malgaches s'appauvrir d'années en années au gré de l'investissement non assuré dans le domaine de l'éducation.

Par ailleurs, pour montrer que plusieurs personnes au niveau de l'éducation s'adonnent à la corruption, il est utile de faire remarquer que les cinq (5) personnes avec lesquelles on s'est entretenu ont presque tous témoigner du fait qu'eux ou certains de leurs proches ont déjà subi des injustices à cause de la corruption. Pour le reste, ils connaissent des histoires de ce genre sans pour autant dire ou mentionner qu'ils avaient payé des pots de vins ou autres. Par la suite,

il faut également mentionner le fait qu'il existe plusieurs témoignages qui dénoncent la présence flagrante de la corruption au niveau de l'éducation.

Image 5 : Diplôme Universitaire



Source :<http://www.tsycoolkoly.org/>, 2013

Cette image dont le plaignant dit : « Il y a des gens qui ont des diplômes de maîtrise de ce département alors qu'ils n'y ont jamais fait d'études. Tout cela juste parce qu'ils ont de l'argent », montre l'étendue des pouvoirs que la corruption peut avoir sur l'éducation. De par cela, il peut alors être facilement imaginable que les personnes riches peuvent avoir en leur possession toutes les sortes de diplômes qu'elles veulent et tout ça sans passer par la case étude. C'est d'autant préjudiciable que les jeunes ayant mérité leurs diplômes, ne trouvent pas de places dans le monde professionnel tandis que les autres corrompus s'y font une place sans réel effort et à coup de millions.

D'autre part, parmi les individus sur lesquels on a enquêté, des chiffres intéressants ont été évoqués concernant la corruption en général ainsi que celle rattachée spécialement à l'éducation. On y voit, par exemple, que très peu de jeunes, sur les enquêtés, n'ont jamais entendu ou eu avoir à faire à la corruption. Par la suite, environ la moitié a un jour été témoin d'actes de corruption dans divers secteurs dont le public et le secteur de l'éducation qui sont les cas les plus rapportés. La corruption est, ainsi, de plus en plus ancrée dans la vie de tous les jours des citoyens malgaches, surtout au niveau de l'éducation. Et vu la dynamique du pays

quant à la lutte contre la corruption, les malgaches tolèrent cela jusqu'à conforter l'idée d'une existence de culture de la corruption dans la société.

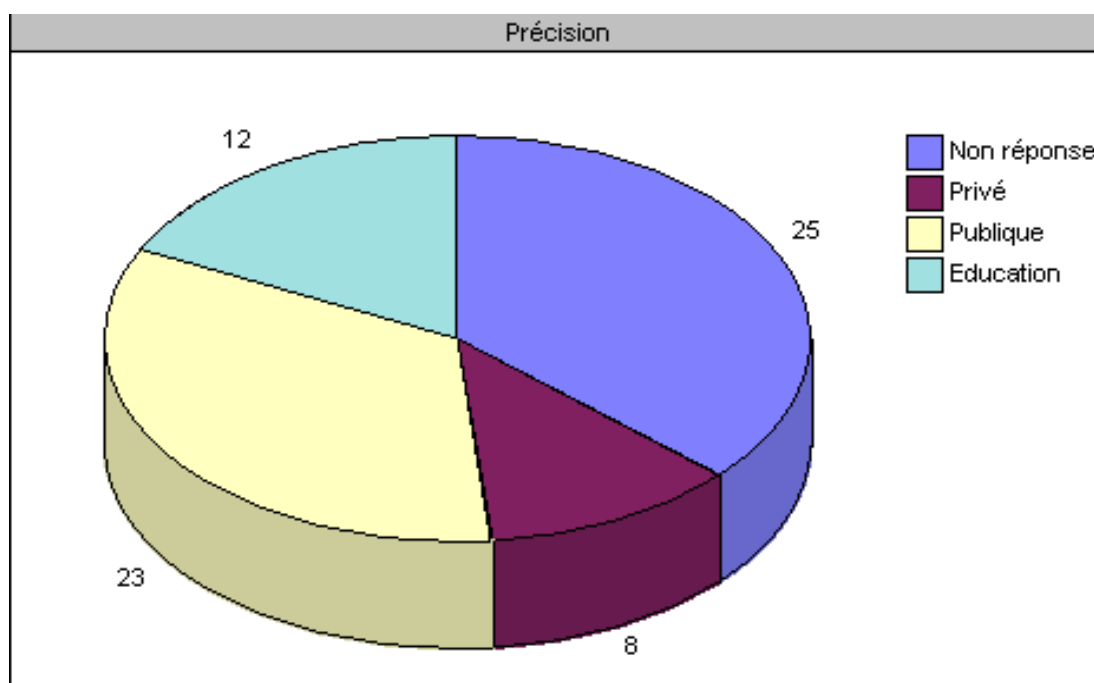
Tableau 11 : Témoin de corruption

Scene	Nb. cit.	Fréq.
oui	25	50,0%
non	25	50,0%
TOTAL OBS.	50	100%

Source : enquête personnelle, juin 2016

Ce tableau témoigne du nombre de jeunes ayant été témoin de scènes de corruption, ce qui a déjà été mentionné précédemment et qui est relié à la figure suivante.

Figure 7 : Domaine précis du témoignage



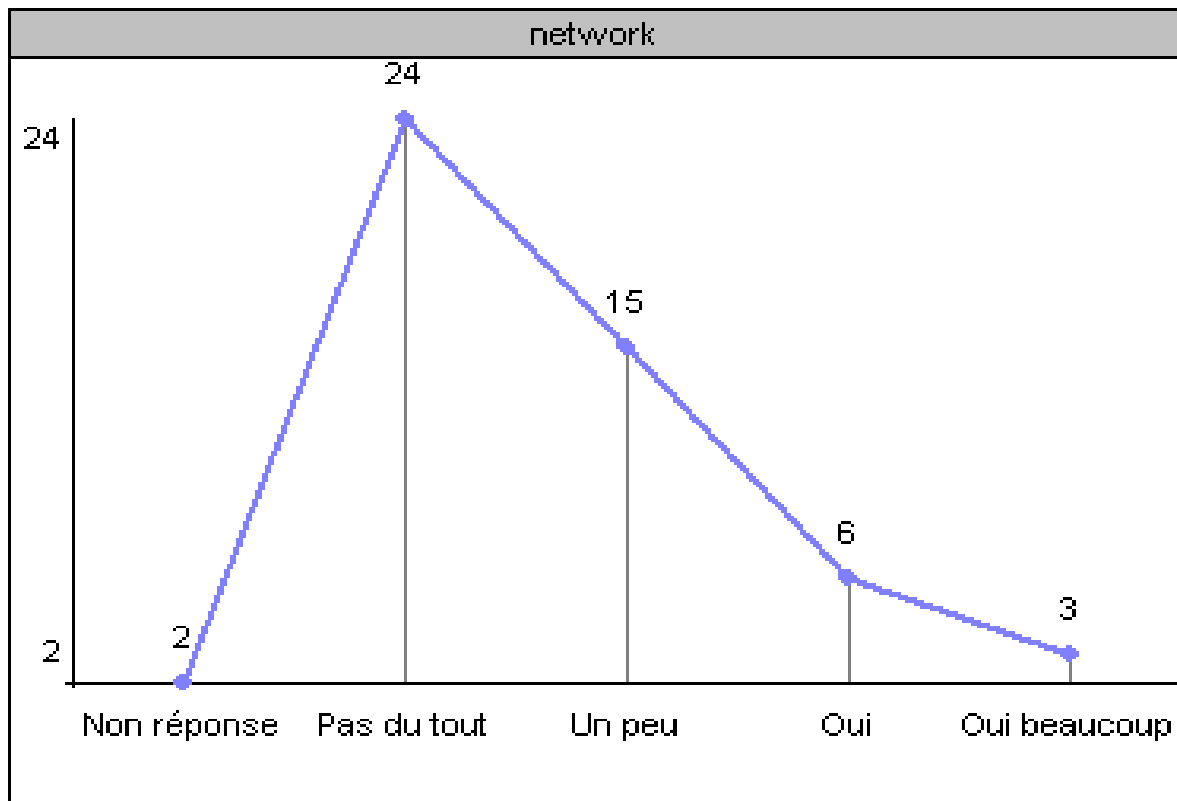
Source : enquête personnelle, juin 2016

2. La prévalence du trafic d'influence

Pour rappel, est connu comme trafic d'influence tout acte voulant quémander ou de promettre des dons ou autres avantages par une personne dans le but de soudoyer les responsables administratifs pour obtenir gain de causes en sa faveur. Les interventions en faveur de quelqu'un, de sa famille ou de ses proches peuvent être placées dans cette catégorie et pourtant ce genre de trafic est monnaie courante dans la société malgache. C'est une sorte de fierté parfois de connaître des personnes hauts placées, comme si ça faisait sentir important également. Cependant, pour toutes les personnes qui ne le savent pas encore, ceci peut parfois constituer une infraction, que ce soit fait au niveau de l'éducation, de l'infraction ou encore au niveau de l'emploi. Ce genre de corruption est présente autant dans les grandes villes qu'au fin fonds d'un petit village.

Le trafic d'influence chez les jeunes consiste parfois à faire passer ou à faire réussir quelqu'un à un examen qu'il n'a pourtant pas réussi. On peut, par exemple, citer la réussite d'un jeune à un examen, seulement parce que ces parents ont fait une intervention auprès de leurs amis, pour garantir un résultat favorable. Ceci peut-être visible, au niveau de l'éducation, autant dans le milieu public que privé mais également très fréquent à tous les niveaux. Le fait, que certains ne voient pas cela comme un crime, aide beaucoup à la perpétuation de cette pratique. Par ailleurs, le trafic d'influence peut également intervenir au niveau de l'emploi, notamment auprès de jeunes qui peuvent, par exemple, avoir des postes bien placés grâce aux relations qu'il a ou que ses parents ont alors que d'autres l'aurait mérité à sa place comme chef de service ou même directeur. Il est parfois difficile d'obtenir des preuves quant à l'existence et le pourcentage de la population et des jeunes qui pratiquent le trafic d'influence. Tout ce que l'on entend, la plupart du temps dans la société, se résume à ces quelques mots en malgache « Zanaky ny mahitahita reny e !!! », littéralement « Ce sont des gosses de riches » ou encore « Ce sont des gosses dont les parents sont hauts placés ou ont des relations ». Une expression qui résonne parfois comme un aveu d'impuissance émanant des gens qui n'ont pas cette chance, mais aussi comme une sorte de convoitise de la part de ces derniers. C'est dans ce sens que ces derniers aimeraient être à leur place, c'est-à-dire, avoir les moyens de pratiquer ce type de corruption ou la corruption elle-même, pour être mieux nantis au lieu de chercher à rétablir l'équilibre, en dénonçant ces faits d'inégalité.

Pour confirmer cela, voici une figure qui fait état de la perception des jeunes de l'utilisation de réseau dans l'optique d'une recherche d'emploi sur les 50 jeunes enquêtés.

Figure 8 : Perception du réseau par les jeunes

Source : enquête personnelle, juin 2016

Cette figure montre qu'un peu moins de la moitié des personnes sur lesquelles on a enquêté, croit que l'utilisation de réseau n'est pas une sorte de corruption. Tandis que les autres pensent que si et cela à un degré différent selon les personnes enquêtées. Deux personnes seulement ne se sont pas prononcées sur cette perception du réseau. Comme on peut le voir, les avis sont vraisemblablement partagés, probablement à cause du fait que chacun a sa propre conception de ce qu'on entend par réseau. Il faut mentionner le fait que l'utilisation peut-être défini par la confiance car c'est le fait de donner quelque chose ou un poste à quelqu'un en qui on a confiance tout en respectant la loi. Malheureusement, c'est une véritable aubaine de pouvoir utiliser ce prétexte pour exercer le trafic d'influence des fois parce que la nuance entre les deux peut paraître surfaite.

D'autre part, le trafic d'influence peut aussi être couplé à d'autres formes de corruption comme pour la corruption active et passive voit la personne payer ou demander de l'argent en échange de services. Même si la plupart du temps, ce sont des interventions pour des membres de la famille, des amis ou autres comme l'exemple d'intervention lorsque quelqu'un de l'entourage d'une personne haut placé est arrêtée. C'est généralement dans ce genre de situation

que les gens ont l'habitude de se vanter de connaître quelqu'un de hauts placés. Pour clore cela, voici un exemple de trafic d'influence couplé avec la corruption active :

Image 6 : Baccalauréat à 300 000 Ar

Baccalaureat

Education | Autre | 300000 Ar

Date: 2013 , Atsimo Andrefana – Toliara I | Rapport #636

Naka bacc aho tamin'ny 2012 ka tsy nahomby izany ka nisy olona niteny tamiko hoe mandao vola 300000ar dia afaka ianao. Dia nanamaly aho hoe aleoko mianatra mafy ihany mba hahafantarako ny fahaizako.






























Source : <http://www.tsycoolkoly.org/>, 2013

Le plaignant parle du fait que lors du Bacc en 2012, il n'a pas réussi à l'obtenir et une personne lui a dit par la suite, de payer 300 000Ar pour l'obtenir. Mais ce dernier affirme ne pas avoir accepté de payer parce qu'il est intègre et préférerait étudier pour obtenir son bacc convenablement. C'est ce genre de chose qui pollue et tue à petit feu la société malgache, c'est l'exemple auquel les jeunes malgaches ont droit. Rien d'étonnant au fait que plusieurs pensent qu'il y a un réel besoin de relations pour réussir dans la société à Madagascar. La population malgache et les jeunes, en général, sont alors contraint, d'une certaine manière, de suivre les différentes démarches, dont l'utilisation de relations ou encore l'utilisation de pistons, pour réussir. D'ailleurs, parmi les cinq (5) personnes avec lesquelles l'on s'est entretenu, quatre (4) d'entre eux pense sérieusement que vu la concurrence qui existe à ce jour dans le secteur du travail, il y a effectivement besoin d'avoir des relations pour en trouver. Une utilisation de réseau peut, alors en effet être déterminant, en mentionnant le fait, qu'il est quand même, primordial de respecter la loi. Par la suite, étant donné que la société malgache est basée sur les relations, il est évident qu'éviter ce genre de situation peut-être plus que difficile. D'autant plus que peu de gens et d'ailleurs peu de jeunes, comme l'enquête l'indique, ont réellement connaissance des différentes lois qui englobent la corruption. Il devient évident que la limite entre piston et corruption, peut paraître encore plus flou aux yeux de la population et surtout aux yeux des jeunes malgaches. Et cela, en supposant qu'il puisse évidemment y avoir une limite entre ces deux faits de société.

3. L'évolution de l'indice de corruption

Présentement, comme cela a été mentionné précédemment, Madagascar est désormais classé comme étant le 123ème pays le moins corrompu du monde et cela sur 168 pays recensés. Madagascar a alors depuis regressé dans sa lutte contre la corruption et l'indice de corruption ou indice de perception de la corruption fait montre de cela. Ceci montre à quel point la population a sombré dans la corruption. Le tableau suivant résume assez bien ce qui s'est passé dans le pays au cours de ces dix dernières années.

Tableau 12 : Indice de corruption dans le monde

Pays			Indice 2008	Indice 2010	Indice 2011	Indice 2012		Indice 2013
		Luxembourg	8.3	8,5	8,5	80		80
		Macédoine	3.6	4,1	3,9	43		44
		Madagascar	3.4	2,6	3,0	32		28
		Malaisie	5.1	4,4	4,3	49		50
		Malawi	2.8	3,4	3,0	37		37
		Maldives	2.8	-	-	-		-
		Mali	3.1	2,7	2,8	34		28
		Malte	5.8	5,6	5,6	57		56
		Maroc	3.5	3,4	3,4	37		37
		Maurice	5.5			57		52

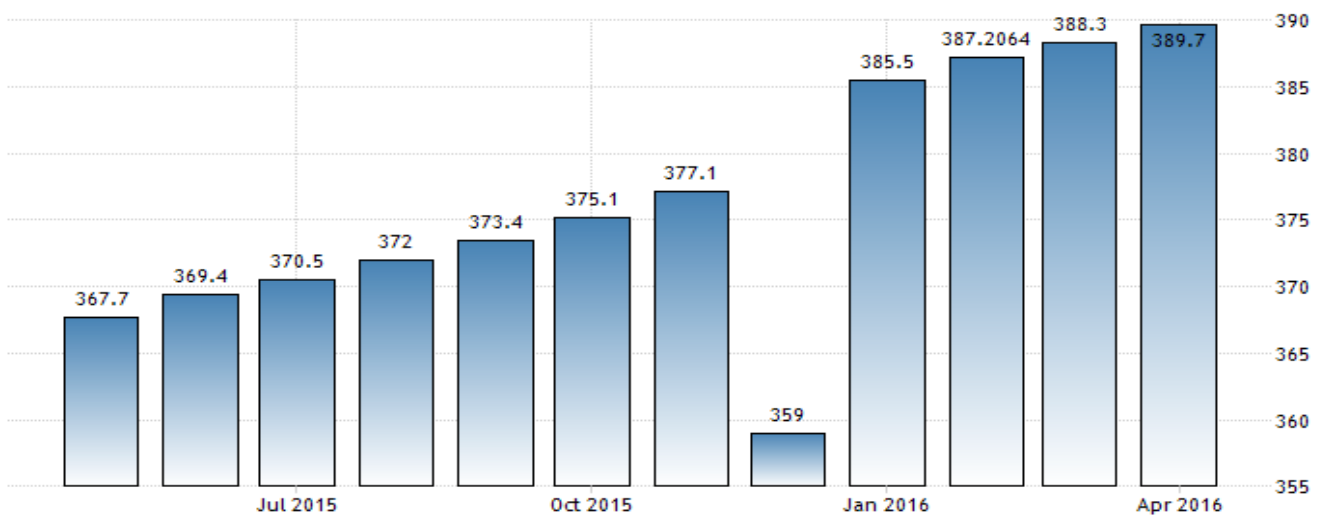
Source : http://www.statistiques-mondiales.com/indice_de_corruption.htm

A noter que la couleur des boules, à laquelle est afféré chaque pays, montre l'implication du pays en question dans la corruption. La couleur verte, montrant que le pays est dans le vert et a alors une bonne note compte tenu de son indice de corruption. La couleur rouge montre, par contre, que le pays en question est doté d'une très mauvaise note. La couleur jaune, quant elle, montre que le pays a besoin de consentir à des efforts pour améliorer la situation.

Ceci montre à quel point la société malgache n'a pas amélioré sa note auprès de la Transparency International. Il faut rappeler que chaque pays est noté de 0 à 100 et le moins que l'on puisse dire est que Madagascar fait vraiment partie des mauvais élèves. Et pour preuve, la dernière note en 2013 est toujours la note qui prévaut cette année. Pour dire ou montrer alors qu'il n'y a pas eu de réels efforts quant à l'amélioration de la situation et pire même, le travail et les sacrifices qui ont été fait, sont devenus vains. Comme preuve, plus de 50% des jeunes parmi les enquêtés, pensent vraisemblablement que le BIANCO, une entité vouée à la lutte, n'est plus vraiment utile, compte tenu de la situation que connaît actuellement le pays tout entier.

Les choses se sont envenimées, d'années en années, preuve désormais, que la population commence sérieusement à s'habituer et, pire encore, à se complaire dans la corruption. La majorité reconnaît la prédominance de la corruption, mais cette même majorité ne réagit pas ou ne sait comment réagir face à cette adversité. Le fait que les jeunes, en ce qui concerne ceux qui ont été enquêtés, ne connaissent franchement pas grand-chose concernant les différents principes qui sont essentiels, autant dans la lutte que la connaissance et les éventuelles solutions, relatifs à la corruption, prouve cette nonchalance face à la dénonciation de celle-ci. La population continue, alors la vie, comme si de rien n'était et de cette manière, est obligée de payer parfois des pots de vins ou d'adhérer à la pratique du trafic d'influence et autres faits de corruption, les jeunes étant la plupart du temps, les principales victimes. Dans cet ordre, la population continue de s'appauvrir définitivement à cause de la corruption et pourtant, le train de vies des malgaches commence peu à peu à subir une hausse.

Pour preuve, voyant l'indice des prix à la consommation à Madagascar ces dernières années.

Figure 9 : Indice des prix à la consommation à Madagascar

Actuel	Précédent	Le plus élevé	Le plus bas	Dates	Unité	Fréquence
389.70	388.30	389.70	105.69	2001 - 2016	Index-Points	Mensuellement 2000=100, NSA

Les valeurs actuelles, des données historiques, des prévisions, des statistiques, des tableaux et le calendrier économique - Madagascar - Indice des prix à la consommation IPC.

Madagascar Tarifs	Dernier	Précédent	Le plus élevé	Le plus bas	Unité
Taux d'inflation	6.20	6.00	30.33	-8.45	Pour cent
L'inflation alimentaire	6.40	6.14	50.84	-10.27	Pour cent
Indice des prix à la consommation IPC	389.70	388.30	389.70	105.69	Index-Points
CPI Transport	329.70	329.00	333.30	112.81	Index-Points
Taux d'inflation (Mensuel)	0.40	0.30	7.70	-3.70	Pour cent

Source : <http://fr.tradingeconomics.com/madagascar/consumer-price-index-cpi>

Pour comprendre cette figure, il faut mentionner tout d'abord la définition de l'indice des prix à la consommation qui est : l'instrument de mesure de l'inflation qui permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. L'inflation, quant à elle, indique la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Madagascar connaît alors, d'après la figure précédente, une énorme inflation depuis juillet 2015 et pourtant les foyers malgaches n'ont pas augmenté leur pouvoir d'achat, ce qui conduit encore un peu plus à l'appauvrissement.

Plus étonnant encore, les prix et sommes mises en avant pour la corruption monte en flèche de la même manière que les prix à la consommation. Les jeunes sont alors les principales

victimes, du fait qu'il représente plus de la moitié de la population malgache, mais la plupart sont encore sous la coupe de leurs parents. Et pourtant, leurs parents et ces jeunes ne savent pas vraiment comment réagir face au fléau que représente la corruption qui dévore la société à presque tous les niveaux. Dans cet ordre, il ne reste plus qu'à la pratiquer, puisqu'ils y sont obligés d'une certaine manière parce qu'ils ont perdu toute confiance aux entités qui sont supposés lutter contre l'inégalité incarnée par les différentes formes de corruption. Chose qui a été déjà montré à travers le fait que plusieurs jeunes ne font plus confiance au BIANCO, la seule entité que la plupart des jeunes et même des citoyens, connaît comme étant l'initiateur de la lutte contre la corruption. Ces organisations nationales ou internationales supposées menées la lutte contre la corruption, sont dénoncées par la population comme étant les plus corrompus de la société même. Et ceci, selon des dires que l'on peut entendre de la bouche de certains citoyens (notamment lors de concours administratifs auprès de compères), mais peut-être cela a-t-il un lien avec le manque d'information ou de connaissance sur la lutte contre la corruption dont dispose la majorité des citoyens malgaches.

Partie 3 :

La lutte contre la corruption

Après avoir parlé de la situation à Madagascar concernant la corruption, la relation entre les jeunes et cette même corruption, il est utile de voir comment l'Etat malgache et la société malgache réagit face ce fléau. Lors de l'année 2003, Madagascar s'est résolu à combattre fermement la corruption et par le biais du Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption lors de cette même année 2003, sa conviction s'est vu être prise au sérieux. Par la suite, la Loi 2004-030 sur la lutte contre la corruption du 09 septembre 2004, sortie dans le numéro du journal officiel spéciale N°2928/2004 du 16 septembre 2004, a été adopté au niveau du pays pour pouvoir délimiter cette lutte contre la corruption.

Et enfin en octobre 2004, le Bureau Indépendant Anti-Corruption (BIANCO) a vu le jour afin de de mettre en œuvre la stratégie nationale anti-corruption par l'application de la loi, la prévention de la corruption et l'éducation de la population. Durant ces quelques années, les entités telles que le BIANCO ou le CSLCC devenu CSI, ont fait du mieux qu'ils ont pu pour combattre la corruption avec la réussite que l'on connaît aujourd'hui. Pour ce faire, il est primordial de parler avant tout des différents dommages que pourrait causer la corruption, ceci pouvant être lié directement ou indirectement aux jeunes ou à leur avenir.

Par ailleurs, on peut légitimement se demander quel rapport il y a entre cette lutte contre la corruption et les jeunes de la société malgache. C'est dans ce sens qu'il est utile de parler, par la suite, des actions menées contre la corruption par rapport aux jeunes, de sorte à faire le bilan et d'une certaine manière, un état des lieux. Et enfin, il faudra également émettre quelques suggestions et recommandations relatifs aux problèmes émis dans l'optique de l'amélioration des conditions de lutte et de la stratégie en question.

Chapitre 7 : Les dommages engendrés par la corruption

La corruption cause plusieurs méfaits, dont certains ont déjà été mentionnés précédemment. Le principe de l'inégalité résume à peu près tous ces méfaits qui regroupent, entre autres, le fait que la corruption : rompt l'égalité des droits ; freine et mine le développement ; tue la concurrence ; accroît les coûts de transactions commerciales ; accentue la bipolarisation de la société. Ces différents méfaits ont été mentionnés par le BIANCO et on peut vraiment dire que tout cela engendre des pertes de valeurs, mais aussi des pertes économiques au niveau de l'Etat, qui par la suite, peut perdre la confiance des citoyens et sa crédibilité. Pour résumer, la corruption peut entraîner des pertes au niveau de l'Etat tant sur le plan culturel, qu'économique et même politique. Pour mieux expliquer tout cela, il est utile de parler des différentes baisses et pertes que subissent l'Etat et la société malgache. Dans cet ordre, il est utile de parler de la baisse du niveau scolaire, base de l'éducation, et des études, mais aussi de la dévalorisation de l'administration, ainsi que la perte de revenus au niveau de l'Etat.

1. La baisse du niveau de l'éducation

Du fait que la corruption est entrain de régner au niveau de l'éducation, des conséquences, que l'on peut qualifier de désastreuses, vont commencer par apparaître années après années. La corruption, au niveau de l'éducation, va du recrutement de professeurs jusqu'au étudiants ou écoliers, qui passe en payant des pots de vins. Dans ce sens, il peut y avoir des professeurs qui peuvent ne pas être à la hauteur de la tâche et pourtant sont et vont toujours rester à leurs places. Par la suite, il y aura également des étudiants ou écoliers qui vont toujours ou presque passer à un niveau supérieur alors qu'ils ne le méritent pas. Il y va de soi qu'il y aura des conséquences à moyen ou à court terme au niveau de l'éducation. Certains pourront dire que ceci ne concerne que les écoles publiques et pourtant les écoles privées sont toutes aussi concernées, parce que ce genre de pratique peut- également avoir lieu là-bas. On a longtemps, entendu diverses remarques et mêmes quelques témoignages qui prouvent que cela existe autant dans les établissements publics que privés.

Bon nombre de parents, se plaignent du niveau de certaines écoles mais doivent quand même envoyer leurs enfants à l'école. Le niveau de l'éducation dépend avant tout des bases que les professeurs de la petite école ont su inculquer à leurs élèves. Dans ce sens, il est important d'avoir des maîtres d'école, bien aguerris, qui puissent transmettre leur savoir aux enfants. Mais vu que certains ne sont pas assez qualifiés, mais pratiquent quand même la profession, rien

d'étonnant au fait que le niveau puisse baisser déjà que ces maîtres d'école ne sont pas assez motivés. D'autre part, à cause de leur manque de motivation, notamment au niveau des salaires, certains succombent à la tentation qui les voit quémander de l'argent en échange de leur réussite, comme le cite l'exemple suivant.

Image 7 : Paiement de pots de vins à l'instituteur

Mpianatra nandoa vola amin'ny mpampianatra

Education | Autre | 1500 Ar

Date: 09-09-2015, Menabe – Morondava | Rapport #524

Misy mpampianatra anankiray miasa amin'ny sekoly tsy miankina nitazona kilasy sixième ka rehefa avy ny fitsapa-pahaizana dia izay tsy mahazo moyenne dia mandoa vola.

Le citoyen a demandé à ce que le rapport soit partagé avec :

- Le Bianco
- Les médias

19/12/2015 | J'ai payé un pot de vin, Tous les témoignages | 0 Commentaire

Source : <http://www.tsycoolkoly.org/>, septembre 2015

Cette image montre un plaignant qui dit qu'un instituteur au niveau d'un établissement privé tenait une classe de sixième et lors des examens, ceux qui ne pouvait avoir la moyenne devait payer. Ce qui tend à dire que ceux qui n'ont pas étudié, n'ont pas besoin de refaire l'examen ou même refaire une année puisqu'il suffirait juste de payer une certaine somme pour passer.

Les bases, au niveau du primaire et du secondaire, sont également primordial pour une enfant et un jeune dans la mesure où c'est à partir de là que l'on adhère à des valeurs. Et si ces valeurs sont traduites et tournent autour de la corruption, on peut dire que la génération d'après sera aussi corrompu et même plus que celle de maintenant. Ainsi, si la corruption prévaut dès la petite enfance, il en sera de même dans la jeunesse et ainsi que la vie adulte. La société pourrait, alors, faire face à une baisse de niveau de l'éducation à tous les niveaux, puisque la corruption sera ininterrompue de l'école primaire jusqu'au différents concours administratifs en passant par les différents examens que sont le CEPE, le BEPC et le Baccalauréat. Pour

déterminer cela, il est important de faire part dans un premier temps des statistiques de réussite à ces examens sans mentionner les cas de corruption.

Tableau 13: Taux de réussite aux examens à Antananarivo

Examens	Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016
CEPE		90,88%	90,07%	88,97%	89,47%	74,97%	58,71%
BEPC		54,97%	41,39%	43,47%	53,54%	47,73%	
BACC		50,99%	48,17%	47,59%	39,38%	39,04 %	

Source : recherche personnelle, juin 2016

Ce tableau montre, alors globalement, que le niveau des élèves a effectivement baissé au fil des années et c'est une baisse assez constante sauf au niveau du BEPC. Il est toutefois à noter que tout ceci peut être assez relatif au nombre de participants et à d'autres facteurs. Néanmoins, on peut dire d'une certaine manière que la baisse de niveau de l'éducation coïncide avec la hausse de la corruption et pour dire qu'il y a un lien, il n'y a qu'un pas.

2. La dévalorisation de l'administration

La corruption concerne, généralement, l'administration publique, et les conséquences bonnes ou mauvaises sont surtout liées à cette dernière. Dans la société malgache, les citoyens semblent désormais ne plus avoir assez confiance à l'administration, précisément à cause de la corruption. Cependant, ces mêmes citoyens sont obligés, en même temps d'utiliser l'administration, seulement beaucoup le font par dépit. Cette confiance perdue, fait que l'administration soit dévalorisée en tout point et qui fait que les fonctionnaires et l'administration soient traités par tous les noms des fois.

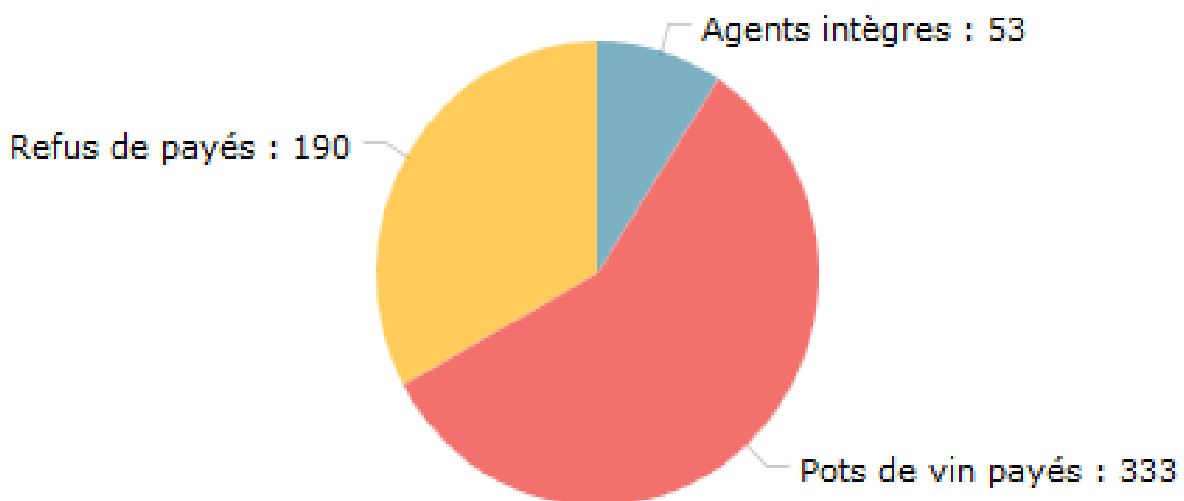
Pour situer le contexte, l'administration malgache est parfois désorganisée et preuve de cela, quand il s'agit de préparer des paperasses, les règles ne sont pas explicites. Dans le sens où la plupart du temps, les citoyens ou du moins la plupart, ne savent pas quoi faire et ne savent pas non plus combien payer. Cette ignorance ou plutôt cette « non » connaissance des règles, fait que la corruption soit propice pour certains fonctionnaires. Des gens venant de la campagne ou qui n'ont pas connu les écoles se font balader dans les bureaux administratifs quand ils s'occupent de paperasses foncières ou encore des copies de leurs enfants.

Même les personnes qui ont connu l'école, se font avoir et les fonctionnaires ne se gênent pas pour demander un petit « fahalalam-pomba » ou « un petit régime » pour ne pas dire

un pot de vin. Ceci irritant, d'une certaine manière, les citoyens qui ne peuvent pas payer et ceux qui doivent payer mais aussi les incitent également à ne plus faire confiance à l'administration et certains vont même jusqu'à ne plus y avoir recours.

Pour les malgaches, l'administration toute entière, est alors corrompue et quand il faut y avoir recours, ils se préparent à payer d'une manière ou d'une autre. Et pour preuve, il n'y a que très peu d'agents intègres pour ne pas citer les policiers ou les gendarmes de la route nationale. Les taxi-brousses, en sont d'ailleurs, les principales victimes et comme exemple, on peut citer le fait qu'un taxi-brousse peut payer plusieurs gendarmes à chaque fois, à chaque halte dans la totalité de son trajet sur une route nationale donnée.

Figure 10: Témoignages



Madagascar

Source : <http://www.tsycoolkoly.org/rapports/>

Cette figure témoigne, du fait que les malgaches sont plus enclins à payer des pots de vins et bien sûr ils croient aussi que peu d'agents sont intègres. Pour dire que la réputation de

l'administration n'est plus à faire, mais plutôt dans le mauvais sens du terme. La plupart des citoyens ne tient pas en haute estime l'administration et elle est plus que jamais associée à corrompus et corruption.

Ceci n'empêche toutefois pas les gens de vouloir intégrer l'administration et devenir des fonctionnaires, peut-être une autre manière de dire que les gens veulent adhérer à la corruption. Mais là aussi, il y a parfois des injustices qui font que certains et même la plupart ont perdu foi en l'administration.

Image 8 : Recherche d'emploi

Fampidirana hiasa

Services administratifs divers | – Choisissez le sujet – | Ar

Date: 2014 , Analamanga – Antananarivo Renivohitra | Rapport #707

Zanaka mpiasan'ny ministera retirety natao hisolo an-drainy eo amin'ny toerany ka tsy noheken'ny lehiben'ny ministera fa nosoloina hafa. Ny lalàna manko hoy ity tovolahy ity dia hoe raha misy olona retirety amin'ny asany any aminy ireny orinasam-panjakana ireny dia tokony ny zanany no mandimby azy.

Source : <http://www.tsycoolkoly.org/>, 2014

Ce plaignant raconte que les places des retraités au niveau de l'administration publique seraient vouées à leurs progénitures, dès qu'ils partent en retraite et que selon le fils d'un employé d'un ministère retraité, c'est la loi qui décide de cela . Ceci pouvant aussi être le cas durant les concours selon les différents rumeurs qui circulent et qui font état de quotas, pour certaines personnes ayant de bonnes places au niveau du gouvernement, mais également et surtout au sein de l'administration publique. Autant de raisons qui poussent alors les citoyens à ne pas avoir confiance à cette grande entité et de la dénigrer par la même occasion. A savoir, de traiter les fonctionnaires de personnes qui ne font pas bien leurs travaux et sont juste bon à dépenser l'argent des citoyens.

L'administration publique de par ces différents fonctionnaires, est entraînée de se dévaloriser par les actes de ces derniers. Le manque de confiance et le manque d'agents intègres au niveau de l'Etat contribue beaucoup à cette dévalorisation. Il y a, bien sûr des secteurs plus

touchés par la corruption que d'autres, mais le moins qu'on puisse dire, est que la population n'a que faire de cela et met alors toutes les institutions publiques dans le même panier. Ceci peut alors constituer une énorme perte au niveau de l'Etat que ce soit sur le point économique, politique ou culturelle.

3. Perte de revenus au niveau de l'Etat

Tout le monde est bel bien conscient du fait que la corruption engendre des pertes de sommes colossales à l'Etat. Il y a différents points qui constituent cela : premièrement, une grande perte quant au non paiement des taxes et impôts par la population ; deuxièmement, par le détournement faits par certains agents et après cela, la non compétence de certains agents à ne pas accomplir leurs tâches respectives. Pour montrer que cela contribue réellement à la baisse de revenus au sein de l'Etat malgache, il est utile de parler de ces différentes raisons point par point.

Pour faire fonctionner les affaires et le pays tout entier, l'Etat a besoin de renflouer ses caisses et pour ce faire, il y a besoin de prélever des impôts et des taxes. Dans le cas de Madagascar qui fait partie des pays les plus corrompus du monde, le paiement se fait, de plus en plus rare, par certains citoyens. Et pour preuve, beaucoup de personnes travaille dans le secteur informel, non seulement à cause de la pauvreté, mais aussi de par la perte de confiance envers l'Etat et l'administration qui a été évoquée précédemment. De par cela, il y a une multitude de personnes qui ne paie pas à l'Etat l'argent, pourtant destiné à améliorer la vie au sein de la communauté.

L'Etat doit pourtant continuer de faire marcher les affaires internes avec le budget qui est à disposition. Ceci constitue une énorme perte pour l'Etat, puisque sans ça il devrait y avoir plus d'argent, pour renflouer les caisses. De plus, ceux qui paient les impôts, font tout pour ne pas payer plus à savoir, ne pas déclarer des matériels ou des revenus susceptibles de faire monter le prix à payer, déjà jugé élevé. Un véritable manque qui est évidemment préjudiciable au niveau de l'Etat.

Image 9 : Paiement d'impôts

fananarao-pahefana ataon'ny ao amin'ny biraon'ny fandoavan-ketra hetra

Impôts | Autres | Ar

Date: 2012 , Analamanga – Antananarivo Renivohitra | Rapport #443

Tonga tsara tany amiko ny taratasy ny hetra 2012,ka lasa izaho nandoha ilay hetra. Tonga tany aho dia nilaza ry zareo fa mbola misy taona maaro tsy voalohanareo nefa izaho isakinâ??ny tonga ny taratinâ??ny hetra dia mandoha ara-dalàna aho ka navezivezin-dry zareo makany foana aho. Kanjo misy olona niteny tamiko fa efa voa toy io koa izy dia noteneniny hoe omena kely hono izy vao tsy alefany makany intsony fa aminy fandohavana hetra indray

Source : <http://www.tsycoolkoly.org>, 2012

Cette image montre que la population est souvent victime des agents du fisc, ce qui peut souvent être le cas lors du paiement des taxes et autres impôts. En gros, le plaignant dit qu'il a été baladé pendant un moment lorsqu'il fallait payer ses taxes alors qu'il avait suivi le règlement et apparemment il n'était pas le seul dans son cas. Ceci pouvant constituer un motif qui pousse certains à ne pas payer et l'on peut voir que beaucoup de commerçants n'ont pas de NIF-STAT par exemple. Ce qui pousse peut-être l'Etat à élever les impôts sur les revenus de ceux qui travaillent dans le privé, ceci constituant également un autre motif pour les citoyens de ne pas avoir confiance en l'administration ou encore de ne pas payer de taxes et d'impôts.

Par la suite, le fait que certains agents détournent illégalement des revenus qui doivent constituer les impôts, peut également contribuer à une énorme perte d'argent par l'Etat. En effet, quelques agents peuvent quémander des pots de vins pour que les personnes n'aient pas à payer plus d'impôts. Si l'on ajoute cela, au fait que plusieurs personnes ne paient pas déjà d'impôts, il est plus qu'évident que l'Etat ne pourra tourner à plein régime. Il n'est pas alors étonnant, de voir que certains fonctionnaires ne puissent pas des fois recevoir à temps leurs dûs. Ceci n'étant résolument pas une excuse valable mais constitue, quand même, une des principales causes.

Image 10 : Règlement à l'amiable

Hetra

Impôts | Autres | Ar

Date: 2009 , Analamanga – Antananarivo Renivohitra | Rapport #268

Tsy mitovy ny hetra alohan'ny teratany sy vahiny indrindra fa ny karàna.

Misy amin'izy ireo mahalala olona ambony dia kely ny hetra alohany , dia ny any amin'ny fadin-tseranana ihany koa mbola kely no alohany dia vita ny fampidirany entana eto

Le citoyen a demandé à ce que le rapport soit partagé avec :

- *Le Bianco*
 - *Le gouvernement*
-

Source : <http://www.tsycoolkoly.org>, 2010

Cette image montre que les impôts, taxes ou encore les droits, ne sont pas les mêmes pour tout le monde. Car, ceux qui paient des pots de vins peuvent avoir des impôts moindres par rapport à d'autres. Cela constitue un véritable manque à gagner au niveau de l'Etat puisque des sommes qui sont des fois conséquentes rentrent dans les poches des agents au lieu de renflouer les caisses de l'Etat. Pire même, dans certaines situations, des agents administratifs permettent à leurs proches de pas payer d'impôts ou payer seulement une valeur symbolique. Tout cela contribue à la perte de revenus subie par l'Etat.

Par ailleurs, on a déjà fait mention que il y a certains agents qui ont gagné leurs postes par l'intermédiaire de corruption. On ne parle pas de pistons bien évidemment même si la limite entre piston et corruption, est assez difficile à cerner. Toutefois, le fait est que certains de ses agents n'ont pas parfois le niveau requis pour occuper leurs places respectives. D'après ce qui a été dit précédemment, ceci peut handicaper sérieusement l'administration, puisque le travail peut ne pas être fait proprement, ou encore fait à l'arrache sans réelle conviction. L'Etat peut, de ce fait, déplorer un véritable manque à gagner en voulant faire refaire le travail, ou encore en payant des professionnels pour faire le travail qui aurait du être fait par les fonctionnaires.

Tous ces trois facteurs constituent alors, la perte de revenus au niveau de l'Etat. Ceci étant engendré principalement par la corruption ainsi que les différentes personnes corrompues au niveau de la société. Il est à noter, toutefois, que tout le monde est impliqué dans ce genre de situation puisque cela touche la vie quotidienne et l'avenir même de la société, mais comme toujours, l'Etat doit être le premier concerné. Et en ce qui concerne les jeunes, il est plus qu'évident qu'ils soient également touchés par cela. Etant donné que ces derniers vivent, généralement, encore sous la coupe de leurs parents.

Chapitre 8 : Les actions menées contre la corruption

Les actions menées contre la corruption, englobent toute activité ayant contribué à la lutte contre la corruption. C'est-à-dire, pour Madagascar, tout ce qui a été entrepris durant ces dix dernières années, dans le but d'éradiquer et de réduire de manière considérable la corruption. En effet, cette lutte, de longue haleine, dure maintenant depuis près de dix ans et d'après ce qui a été dit précédemment, elle tourne principalement autour de la prévention, de l'application de la loi et de l'éducation de la population. Cependant, ce qui va être mis en avant dans ce chapitre, parlera généralement des actions qui sont et ont été directement mises en relation avec les jeunes. Par ailleurs, ce chapitre consiste à faire un bilan de ces différentes actions tout en les analysant. Dans ce sens, il est important de présenter dans un premier temps, les activités d'entités comme le BIANCO qui ont été faites jusque-là, les défaillances autour de cette lutte et enfin la participation citoyenne au niveau de la société malgache.

1. Les activités du BIANCO

Les activités du BIANCO ont déjà été en quelque sorte élaborées dans un précédent chapitre. Toutefois, on est en droit de se poser la question du besoin de vouloir en parler. La réponse est telle que le BIANCO est chargé de mener la population dans le but de lutter contre la corruption. Dans cet ordre, il est important de voir quelles sont et quelles ont été les activités entreprises par le BIANCO pour mener cette lutte, en rapport avec les jeunes. En d'autres termes, tout ce qui a été fait avec les jeunes et pour les jeunes de la société malgache d'aujourd'hui. Pour ce faire, il est tout d'abord utile de rappeler la perception des jeunes enquêtés face à la corruption et ensuite de leur perception de cette lutte contre la corruption, voir l'importance du rôle que revêt le BIANCO. C'est dans cet ordre que l'on va alors faire une analyse des résultats et un bilan de tout ce qui a été fait en parallèle.

Pour commencer, d'après les données qui ont été vues à partir de la présentation des résultats, élaborée précédemment ; on peut conclure que les jeunes, même si certains veulent combattre la corruption, ne savent pas encore très bien ce qu'elle représente. Alors, comment sont-ils vraiment supposés combattre le phénomène de corruption de cette manière ? En effet, d'après ce qui a été vu, il y a seulement 17 jeunes qui connaissent plus de 4 types de corruption alors que l'on a relevé plus d'une dizaine. La plupart de ces jeunes voient alors surtout le pot de vin incarné par l'argent comme principal fait de corruption. Et pourtant, une grande majorité a déjà entendu parlé d'histoire de corruption, pour dire que le fait est déjà courant. En plus de cela, la moitié des jeunes sur lesquels on a enquêté, a déjà été témoin d'une scène de corruption.

Pour dire que le phénomène n'est pas du tout un cas à part dans la société malgache. Dans ce cas, ces jeunes sont souvent aux prises à des corruptions passives, actives ou autres concussions sans savoir vraiment les distinguer. Par la suite, contrairement à l'idée que l'on se fait de la corruption aujourd'hui, l'échantillon a montré qu'il subsiste encore une once d'espoir de par le fait qu'il existe encore une majorité qui n'a pas encore pratiqué la corruption. Toutefois, on peut également dire qu'avoir 32 % de l'échantillon qui a déjà pratiqué la corruption au moins une fois dans sa vie, peut inquiéter. Néanmoins, compte tenu du fait qu'ils l'ont faite par nécessité, on peut alors dire que la situation peut changer suivant la dynamique de la société malgache.

Ainsi, on peut dire que certains jeunes malgaches ont été pris dans la spirale infernale de la corruption vu qu'elle règne tout autour de la jeunesse, puisque l'on ne peut avancer sans entendre une ou des histoires relatant des faits de corruption. Heureusement que ce n'est la totalité des jeunes de la société qui sont dans ce cas. Il faut cependant relativiser sur le fait que l'échantillon donné est un échantillon par convenance et il faut dire que c'est à double tranchant.

D'autre part, à travers cet échantillon, on a également vu que la corruption peut parfois ne tenir qu'une place minime dans l'éducation qui est en quelque sorte un peu en contradiction avec ce qui a été vu lors des entretiens. Néanmoins, vu que l'échantillon a été fait par convenance, il y a une énorme chance que ces données puissent être erronées. Qui plus est, les jeunes enquêtés ne connaissent pour la plupart qu'un seul type de corruption mais aussi parce qu'ils ont pu confondre école publique avec le secteur public. D'ailleurs, les entretiens ont également permis de déterminer qu'il pouvait y avoir plusieurs cas de corruption au niveau de l'éducation que ce soit au niveau d'établissements privés ou publics. Les jeunes malgaches peuvent alors être en proie, depuis toujours et tout le temps, avec la corruption.

Par la suite, les jeunes sur lesquels l'enquête a été portée, sont pour la plupart convaincus des méfaits de la corruption et plusieurs (28) veulent combattre ce fléau même si un nombre conséquent est tout aussi indifférent (13) au phénomène. La preuve, nombreux parmi ces jeunes ont proposé quelques solutions dans le cadre de cette dite lutte. Et c'est là qu'intervient le BIANCO chargé par l'Etat de mener la population à lutter contre la corruption. Bien que plus de la moitié des jeunes enquêtés pense que ce dernier n'est pas vraiment utile. Il tient éventuellement un énorme rôle auprès des jeunes, et visiblement les jeunes sont très peu à savoir quel est ce rôle. Tout comme le fait qu'ils ne puissent pas connaître d'autres organisations ou entités qui luttent contre la corruption à part le BIANCO.

Pour en revenir au fait que le BIANCO est le premier concerné par la lutte, il faut voir quelle relation le bureau entretient avec les jeunes dans le cadre de cette lutte. Pour rappel, les missions de cette organisation destinée à lutter contre la corruption, se font à travers 3 volets que sont l'éducation, la prévention et l'investigation. Dans cet ordre, le BIANCO se doit de travailler activement avec les jeunes via l'éducation mais aussi la prévention parce qu'il faut rappeler que la lutte contre la corruption ne se résume pas tout simplement à la punition et à l'emprisonnement des corrompus mais aussi et surtout par le fait d'éviter d'avoir plus de corrompus au niveau de l'Etat. Comme le dit l'adage : « Mieux vaut prévenir que guérir », c'est dans ce sens que les activités du BIANCO à travers ces volets, sont d'une importance capitale.

Ainsi depuis quelques années, le volet éducation et prévention font de leur mieux pour intégrer au niveau de la jeunesse malgache et ceci par le biais de la sensibilisation à travers le RHI ou Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité. Ce projet vise à ce que les jeunes issus des lycées d'Antananarivo adhèrent à la lutte contre la corruption à travers ce réseau dont le but est de former des citoyens intègres. Les RHI de chaque lycée ayant accepté d'intégrer le réseau dans leur établissement essaient d'inculquer les valeurs de respect, d'honnêteté et d'intégrité à travers les activités de tous les jours, un peu à la manière de l'éducation civique.

Les jeunes appartenant aux RHI sont amenés à devenir des exemples dans la vie de tous les jours. Ceci correspond alors aux propositions de solution avancées par les jeunes enquêtés par rapport à la lutte contre la corruption qui est la sensibilisation dès le plus jeune âge. Les activités du BIANCO rentrent alors dans cette optique et la lutte semble être sur la bonne voie. Toutefois, vu que peu de jeunes, pour ne pas dire aucun, en tout cas parmi ceux que l'on a interrogé, a eu vent de ce genre d'activité, on pourrait dire que la sensibilisation peut manquer d'impacts au niveau des jeunes. Toujours dans le cadre de sa relation avec les jeunes, le volet éducation du BIANCO tente également d'élargir peu à peu ces RHI dans le cadre de l'université mais aussi au niveau de l'emploi. En plus de cela, il y a également différentes émissions radios sur certaines ondes telles que les émissions « Friry » dont le but est de sensibiliser la population.

Par ailleurs, les jeunes qui participent aux concours sont également protégés et surveillés par le BIANCO. Certains jeunes parmi l'échantillon pris l'avaient mentionné au niveau des actions initiées par le bureau. C'est le volet prévention qui est en charge de cela et il faut dire qu'il protège la plupart des jeunes contre la corruption, de manière à ce que tout le monde ait sa chance au niveau des concours nationaux. Le volet prévention fait en sorte d'éviter à ce que les jeunes ne puissent pas succomber à la tentation de corrompre ou être corrompus. On peut

également dire par la suite que le volet prévention du BIANCO, occupe également le rôle de sensibilisation et d'information.

Puisque, comme on l'a vu dans les précédents chapitres, l'ignorance couplée à la naïveté peuvent constituer une opportunité pour certains fonctionnaires de demander des pots de vins ou pratiquer la concussion. Ce qui conduit à dire que la prévention et l'éducation sont tout aussi important dans les activités qu'entreprend le BIANCO avec leur relation avec les jeunes. Tout cela, dans le but de préparer un avenir meilleur dénué de corruption pour les jeunes d'aujourd'hui, et ceux de demain qui constitueront l'avenir du pays tout entier. Mais cela sert également de rempart pour que les jeunes ne puissent pas avoir à faire avec la justice plus tard, c'est-à-dire le volet investigation du BIANCO qui est le dernier recours dans le cadre de la lutte contre la corruption.

2. Les défaillances autour de la lutte

Les défaillances autour de la lutte contre la corruption concernent tous les points à améliorer dans le but de rendre plus efficace cette lutte de longue durée. Le manque d'impact au niveau de la sensibilisation a déjà été évoqué précédemment mais il peut bel et bien exister d'autres failles. Des failles qui sont généralement d'origine politique, économique, matérielle et humaine ; et dont l'impact et l'envergure sur la société est telle que cela pourrait faire basculer la lutte contre la corruption d'un côté comme de l'autre. Mettre en avant ces failles, permettra de faire un bilan sur cette lutte mais aussi d'entrevoir les réalités qui disent que la jeunesse soit contre ou au contraire embrasse la philosophie et la culture incarnée par la corruption. Pour bien comprendre l'ampleur de ces manques, il est important de parler point par point des faiblesses évoquées ci-dessus.

Premièrement, il peut y avoir un manque d'engagement politique qui est le premier en charge dans la lutte contre la corruption. L'Etat, comme il a été dit dans un chapitre précédent, se doit de montrer l'exemple et de cette manière, mener la lutte. Toutefois, si l'Etat ne fait pas tout son possible pour combattre la corruption, la population ne pourrait rien faire. Dans ce sens, une stratégie ou un plan pour la lutte contre la corruption nécessite la plupart du temps l'approbation et l'appui de l'Etat. La lutte contre la corruption émane alors d'une volonté politique. D'après ce que l'on a pu voir à travers les médias, le gouvernement malgache a fait le serment de vouloir combattre la corruption et les jeunes, du moins la plupart, sont au courant de cela.

Toutefois une bonne partie (14) reste assez perplexe parce qu'elle ne voit rien de concret encore, peut-être ont-ils eu vent de la baisse de pourcentage des subventions reçues par le BIANCO, évoquée dans les journaux. Et en plus de cela, les politiciens sont considérés comme étant les premiers à baigner dans la corruption et où l'on trouve tous les gros bonnets selon l'opinion publique. D'où le scepticisme qui règne autour de cette volonté politique et peut-être également le manque d'entrain de l'Etat à vouloir s'investir totalement dans cette lutte.

Deuxièmement, les défaillances concernent également la question économique ou financière. La baisse de subventions reçues par le BIANCO a déjà été remarquée dans le précédent paragraphe, et cela est englobé dans ces manques financiers. Pour faire simple, la lutte contre la corruption peut coûter extrêmement chère pour un pays. Et vu que Madagascar est un pays pauvre, cette lutte ne peut pas dépendre de l'Etat seul. C'est pour cela qu'il y a un réel besoin de financement émanant de bailleurs de fonds. Seulement avec la crise politique connue par le pays depuis l'année 2009, les financements étrangers ne courent vraiment pas les rues. Cela couplé à la baisse de subventions ont fait que, les progrès entrepris dans la lutte contre la corruption aient pris du plomb dans l'aile et cela s'est répercuté sur d'autres moyens utiles et d'une grande importance dans cette lutte.

Il y a besoin de moyens financiers pour mobiliser des personnes chargées de mener la lutte et donc de recruter du personnel aussi bien permanent qu'à temps partiel. Par la suite, pour la sensibilisation mais également pour le matériel et les différents supports censés être utilisés dans la lutte contre la corruption, il y a aussi un besoin effectif d'argent. Et le moins que l'on puisse dire est que ce qui est proposé jusqu'à présent n'est pas du tout suffisant. De cette manière, du fait que le budget soit assez limité dans la mise en œuvre du travail pour mener à bien la lutte contre la corruption, le matériel voué à cette lutte aussi est entrain d'en pâtir.

Tant le matériel utilisé pour le quotidien des travailleurs, tant celui dédié à la sensibilisation qu'à la prévention ; mais aussi au niveau de l'investigation, au niveau du BIANCO par exemple. Les directions territoriales sont seulement présentes au niveau de 6 provinces à savoir Antananarivo, Toamasina, Antsiranana, Fianarantsoa, Toliara, Mahajanga. Ceci n'étant pas encore suffisant pour couvrir la totalité du territoire malgache. Par ailleurs, la sensibilisation n'est pas assez répartie au niveau de l'éducation à cause de ce manque de matériel. Le manque de moyen matériel peut inclure l'infrastructure, les véhicules, les différents supports médiatiques et autres. Le moins que l'on puisse dire est que vu le nombre restreint de jeunes ayant eu connaissance des activités du BIANCO, les supports ne doivent pas être assez

efficaces dans le sens où il n'y en a pas assez ou alors certains doivent être renouvelés d'une certaine manière.

Finalement, on peut aussi faire référence au manque de ressources humaines. Comme point de comparaison, nous avons l'Independent Commission Against Corruption ou (ICAC) qui est l'équivalent du BIANCO à l'île Maurice, quia un effectif de plus de 110 employés. A côté de cela, le BIANCO ne comprend même pas plus de 70 personnes dans toute l'île et cela en comptant les techniciens de surface et les chauffeurs. Si on considère la population malgache qui est selon les dernières statistiques de 2013, autour de 22,92 millions, un effectif de cette taille n'est pas vraiment approprié. Qui plus est, étant donné que le territoire est très vaste, une organisation comme le BIANCO ne pourra réussir à sensibiliser qu'une partie de la population. A côté de cela, suivre et observer tous les faits et gestes de tous les corrompus peuvent les dépasser vu qu'il y en a tellement désormais.

3. La participation citoyenne

Quand il s'agit de corruption, tout le monde, et cela même dans la société malgache, a l'air de se jeter la faute. Certains affirment que c'est la faute de l'Etat, ou encore que c'est l'administration publique qui est en cause, mais aussi que c'est à cause de la pauvreté. Toutefois, il y a erreur si l'on croit qu'il y a seulement quelques responsables car tout le monde est concerné. C'est dans ce sens que l'on parle de la participation citoyenne qui voit l'implication de toute la population dans une société quant à rendre meilleurs la société et son avenir. La participation citoyenne dans la lutte contre la corruption est très importante puisqu'elle sert tout d'abord de rappel pour les entités dans la lutte mais également de baromètre pour pouvoir faire d'une certaine manière, un bilan. De par cela, il est important d'en parler dans le but de savoir où se situent la population malgache et la jeunesse malgache dans tout cela.

Dans le cas de Madagascar, on a pu voir à travers la réalité sociale que les malgaches acceptent, en quelque sorte, la situation parce que peu de gens s'insurgent du fait que Madagascar soit parmi les pays les plus corrompus du monde. D'après l'enquête qui a été faite, on peut même voir que plusieurs jeunes veulent combattre la corruption mais en même temps, n'ont pas vraiment d'idées de comment procéder. Qui plus est, ils n'ont même pas de connaissances accrues sur la corruption et tout ce qui l'entoure, preuve qu'ils ne sont pas assez investis dans cette lutte puisque l'on ne peut combattre quelque chose que l'on ne connaît pas. En effet, aussi bien ceux qui baignent dans le monde de la corruption mais également ceux

qui les voient de l'extérieur, sont et doivent être impliqués dans la lutte. Toutefois, la société malgache et la population en son sein ne sont pas habituées à prendre les rênes, puisqu'elles sont plutôt habituées à suivre le cours des choses. De par la situation actuelle, même si beaucoup de jeunes se disent être contre la corruption, très peu prennent leur responsabilité parce que le changement commence au niveau de chaque personne. Il y a alors un réel besoin de faire comprendre aux citoyens qu'ils détiennent une énorme place dans cette lutte contre la corruption. L'éducation par les pairs est par exemple vivement souhaitée, de sorte à ce que chacun puisse comprendre qu'il faut agir et être des actifs dans la lutte parce que l'Etat et les organisations comme le BIANCO ne sont là que pour diriger la lutte.

Chapitre 9 : Recommandations

Après que l'on ait vu et analysé les résultats de la recherche, on a pu voir que même si les jeunes déclarent qu'ils ne baignent pas dans la corruption au contraire du pays qui voit la corruption se généraliser, leurs connaissances sur le phénomène sont limitées. Par ailleurs, on a également pu noter à travers cela qu'il existait en effet quelques lacunes au niveau de la lutte. Des lacunes qui contribuent à l'enracinement de la corruption dans la société et la culture malgache. De cette façon, il faut impérativement améliorer la situation et pour ce faire quelques recommandations pour rendre effective et efficace la lutte, doivent être prodiguées.

Il faut toutefois tenir compte du fait que Rome ne s'est pas faite en un jour comme on le dit et ce dicton n'a jamais été aussi vrai qu'avec la corruption. La corruption est une lutte acharnée qui risque fort probablement de durer toute une vie et l'essentiel est que l'on puisse tendre vers un résultat positif au fil des années qui passent. La détermination de la population mais aussi de l'Etat et toute entité présente au niveau du pays est de mise. Néanmoins, les impératifs qui doivent absolument connaître des changements à court ou moyen terme, tournent autour de la culture, la loi, la sensibilisation et la pérennité des programmes. Dans ce sens, il est utile d'aborder ces différentes questions une à la fois.

1. La culture

La culture malgache peut englober beaucoup de choses puisque chaque personne représente elle-même une culture. Il y a de ce fait plusieurs cultures qui forment le pays qu'est Madagascar. Toutefois, dans ce cas de figure, on parle de culture globale telle traduite à travers les traditions et les coutumes mais aussi dans la façon de vivre des malgaches d'aujourd'hui tous les jours au sein de la société. Cette culture peut-être en relation étroite avec la lutte contre la corruption et elle est bien sûr déterminante quant à la recherche d'issue positive. En effet, il est important de parler de la culture par rapport aux recommandations parce qu'il se peut que la culture ait affecté la lutte contre la corruption mais aussi parce qu'une culture même peut résulter de l'assimilation de la corruption. Ainsi, il faut voir quel impact a pu avoir la culture malgache au niveau de la lutte contre la corruption dans un premier temps et ensuite voir les conséquences de la corruption au niveau de la culture.

Un pays comme Madagascar est considéré comme une société à forte consonance communautaire. Et comme l'environnement sociologique dans lequel on se situe joue un rôle très important dans la pratique de la corruption, il est évident que la culture a une certaine influence dans la prédominance de la corruption au niveau de la société malgache. La culture

malgache se traduit généralement par le « fihavanana » qui renvoie au communautarisme, puisque ce terme désigne un lien qui couple amitié, fratrie et solidarité entre malgaches, entre membres d'une même communauté, membres d'une même famille. La société malgache de cette manière place les relations au-dessus de tout et cela contribue à renforcer les faits de corruption. On voit notamment des personnes de la même famille qui scrutent les postes politiques à travers les âges et le temps. Il peut aussi avoir des communautés venant d'un lieu précis qui s'entraide dans le milieu professionnel. L'existence de réseau à travers les groupes d'appartenance apparaît comme très importante au niveau de la société malgache et pourtant cela constitue un environnement propice à l'approbation de la corruption par la population.

Par la suite, la culture malgache renvoie également aux différents dons qui sont synonymes de coutumes lors d'événements importants aussi bien dans le bonheur que dans le malheur. Ces dons sont parfois des symboles comme le « vodiondry » lors du mariage traditionnel ou encore « le tapi-maso » pour le frère, on peut aussi citer les « lambamena » ou le substitut à cela lors de la mort de quelqu'un. Ces formes de dons sont comme une aubaine pour germer la corruption et ses différentes formes, d'autant plus que ces dons ont été substitués en argent à cette époque-ci. Autant de pratique culturelle alors qui rend plus facile la pratique de la corruption au niveau de la société contemporaine. Tout ceci pour dire alors que les malgaches doivent faire la part des choses et ne pas se servir de la culture comme une excuse puisqu'ils devraient imposer des limites.

Par ailleurs, la corruption fait partie intégrante de la société malgache d'aujourd'hui au point de voir une culture de la corruption être assimilée par la population. Il est bien juste de se demander pourquoi l'on parle là d'une culture de la corruption. Tout d'abord, parce que certains malgaches en font leur pain quotidien et voit désormais la corruption comme étant une chose tout à fait normale et faisant partie de la vie sociétale. Les malgaches voyant même la pratique de la corruption comme synonyme de réussite sociale. C'est une forme de réussite sociale qui fait rêver plein de monde mais ça permet également d'accéder à la réussite sociale. C'est un paradoxe social qui voit tout malgache soit la pratiquer volontairement ou alors la pratiquer par nécessité et obligation.

Ensuite, le fait qu'il existe plusieurs mots de sorte à former un jargon spécial dédié à la corruption, est la preuve qu'il existe cette culture de la corruption. Les malgaches ont en effet plusieurs mots qui sont synonymes de corruption, tant dans le langage soutenu que dans le langage familier ; si ce n'est que pour citer les : « Régime », « Tsolotra », « Fahalalam-pomba », « Kalaky », « Tapi-maso », « fametrahanakely » et autres. Autant de mots pour indiquer les pots

de vins, pour dire que la corruption est carrément enracinée dans la culture de la société malgache. Tout cela pour dire que les malgaches dans leur lutte contre la corruption doivent impérativement changé leur mentalité et leur point de vue quant à l'appréciation de la corruption.

Pour résumer, les malgaches aussi bien les adultes que les jeunes doivent changer d'attitude concernant leur perception de la corruption tout en ne mélangeant pas relations et lutte contre la corruption de sorte à rendre effective et efficace cette dernière. Un changement devrait être opéré à ce niveau, cependant ceci n'est résolument pas le seul changement à être opéré au niveau de la société.

2. La loi contre la corruption

La loi anti-corruption à Madagascar a été établie dans l'optique d'un renforcement de la bonne gouvernance, de l'instauration de l'Etat de droit et de la protection des Droits de l'homme. Par la suite, l'instauration de cette loi a été jugé adaptée à la société et aux contextes administratif et juridique dans le but d'obtenir un résultat réel et effectif. Une société, régie par les principes que sont l'intégrité, l'objectivité, la transparence et l'honnêteté, incarnait alors l'idéal à atteindre. C'est dans cet ordre que l'on a établi une loi comportant 39 articles, divisée en trois titres qui sont :

- Le titre premier qui s'intitule « De la prévention et de la répression de la corruption » et est composé de trois chapitres :
 - Le chapitre premier composé de 2 articles, relatif à la déclaration du patrimoine ;
 - Le chapitre II composé de 13 articles concernant les modifications apportées au Code pénal ;
 - Le chapitre III composé de 2 articles, relatif aux effets des infractions de corruption.
- Le Titre II relatif au cadre institutionnel est composé de 5 chapitres :
 - Le chapitre premier composé de 2 articles, relatif au Conseil supérieur de lutte contre la corruption et au Bureau Indépendant Anti-Corruption ;
 - Le chapitre II composé de 2 articles traite de la garantie d'indépendance et l'obligation de rendre compte Bureau Indépendant Anti-Corruption ;
 - Le chapitre III composé de 9 articles concerne la mission et les pouvoirs du Bureau Indépendant Anti-corruption ;

- Le chapitre IV composé de 1 article relatif à l'obligation de respect de la confidentialité et du secret ;
- Le chapitre V composé de 4 articles concerne la protection des dénonciateurs et des témoins ;
- Le Titre III quant à lui comporte 4 articles et est relatif aux dispositions finales.

Cette loi semble alors bien définie et bien en place pour mener à bien la lutte contre la corruption mais toute disposition possède ses limites. La loi n'est pas à critiquer en tout point mais il peut quand même y avoir quelques failles que certains ont réussi à exploiter. Il faut dire que même si elle est jugée adaptée à la société et au contexte lors de sa promulgation, la société évolue et les diverses infractions évoluent avec elle. Une des failles exploitables se situe dans le chapitre relatif aux missions et pouvoirs du BIANCO et cela dès la première fonction qui dit : « **Art.22- Le Bureau Indépendant Anti-Corruption a pour mission de : 1'exploiter les informations et enquêter sur les doléances ou plaintes relatives aux faits soupçonnés de corruption et infractions assimilées dont il est saisi...** » . Or, il faut savoir que les malgaches ne sont pas de nature à vouloir porter plainte officiellement, parce qu'il préfère le faire officieusement.

En effet, on a souvent l'habitude d'entendre autour de nous dans la vie de tous les jours « Celui-là a fait ceci et pourtant, rien n'est fait. ». Alors, on pourrait se demander pourquoi ils n'apportent pas de plaintes au niveau du BIANCO. Ceci, pour la simple bonne raison que cela ne fait pas encore partie de leur culture pour certains ou simplement par peur pour d'autres. Evidemment que la loi prévaut la protection des témoins mais plusieurs personnes sont convaincues que les corrompus qui ont quelques relations, pourront s'en sortir indemne et s'en prendre par la suite à eux et à leurs familles. Le BIANCO ne pourra assurément pas assurer leur protection selon certains. Il est de par cela nécessaire d'apporter quelques changements à ce niveau, et ce même si certains se disent qu'il faut juste sensibiliser ou encourager les malgaches à le faire. Ainsi, il faut enquêter et investiguer sans attendre qu'une personne n'aille porter plainte ou amener des doléances à la moindre suspicion de fraude ou de par les rumeurs.

D'autre part, un autre gros problème relié à la lutte contre la corruption subsiste également à travers cette loi. Le BIANCO est tenu de tenir les investigations, rassembler les preuves, rechercher les auteurs et le cas échéant à procéder à une arrestation. Toutefois, elle laisse après au tribunal le choix de juger les accusés dans l'affaire. Le tribunal est pourtant connu comme l'une des institutions publiques les plus corrompus de Madagascar. Rien d'étonnant alors que certains exportateurs illicites de bois de rose aient été relâchés, d'après ce qui a été dit dans les

médias. Et pourtant, les citoyens malgaches n'ont que faire puisque c'est toujours le BIANCO qui en prend pour son grade. Il est alors important de remédier à cela et de trouver une solution efficace, qui serait peut-être de trouver un tribunal indépendant se chargeant juste des affaires de corruption. Il y a bien sûr d'autres détails qu'il faille arranger dans la loi anti-corruption de Madagascar mais les deux points cités précédemment sont les points sur lesquelles on se doit de se focaliser en premier pour la bonne marche de la lutte.

3. La sensibilisation et l'éducation

La sensibilisation et l'éducation qui d'ailleurs fait partie des missions du BIANCO est un élément essentiel dans la lutte de longue durée entamée pour éradiquer la corruption. Mais c'est également une des tâches les plus difficiles et parfois ingrates parce que l'on en voit le résultat que sur la durée. Et pourtant, il est important d'inclure cela dans le programme de lutte contre la corruption parce que sans cela, les gens continueraient de pratiquer la corruption en essayant de trouver des moyens de contourner la loi alors que ce n'est pas le principal objectif. Cette sensibilisation et éducation de la population est d'autant plus importante dans un pays qui est malmené par la corruption comme Madagascar qui voit la corruption s'imprimer au niveau de la corruption. La sensibilisation dans le cadre du programme anti-corruption à Madagascar englobe des tas de domaines puisqu'elle part de l'administration jusqu'à arriver au niveau de l'éducation. Cela nécessite de ce fait un énorme travail autour d'un grand champ d'action.

La sensibilisation pour le combat contre la corruption peut-être multiple mais elle se fait surtout par le BIANCO qui mène le combat. On peut citer l'exemple des jeunes Tsy coolkoly qui sont en partenariat avec le BIANCO ou encore des jeunes universitaires de l'université ESTIIM au niveau du mouvement RHI entonné par le BIANCO. Mais le BIANCO mène également de son côté une campagne de sensibilisation au niveau d'un vaste champ d'action.

Toutefois, à part le fait que toute campagne sur Madagascar manque cruellement de financement et d'appui, il y a également le problème de manque de coopération des citoyens. Pour ne citer le fait que certaines entités ne veulent pas coopérer avec le BIANCO dans le cadre de la sensibilisation/éducation parce qu'il faut le dire, le BIANCO ne sollicite que les organisations ou entreprises tant au niveau du secteur public et privé qui veulent bien travailler avec mieux et ont sollicité leur aide. Un peu à la manière d'un psychologue qui n'aide que ceux qui sollicitent leur prestation, toutefois le fait est que le pays a vraiment besoin d'être forcé à assimiler des valeurs d'honnêteté, d'intégrité et autres.

Où alors devrions-nous voir Madagascar se noyer peu à peu dans sa folie sans faire quelque chose ? Tout cela pour dire que parfois, il faut forcer les choses et descendre sensibiliser la population à la racine. Etant donné que beaucoup de personnes ne savent encore ce qu'est vraiment la corruption et ce qui l'entoure. Mais aussi pour dire qu'il faut que tout le monde soit coopératif pour vaincre la corruption.

Par la suite, toujours dans le cadre de ce manque de coopération, il faudra également que le gouvernement force un peu la main dans certains domaines. Parce qu'il faut le dire, l'instauration de groupe tel le Réseau d'Honnêteté et d'Intégrité ou RHI, fait encore beaucoup de sceptique puisqu'ils ne sont en tout qu'une dizaine de lycées et un institut universitaire à avoir embrassé cette optique. Tout cela parce qu'il faut l'approbation du chef d'établissement avant de pouvoir intégrer ce programme au niveau des écoles. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que des établissements pour ne pas dire beaucoup sont moins coopératifs que d'autres. Et pourtant, l'éducation civique ayant été perdu des radars du programme national de l'éducation, l'instauration de ce groupe semble être une belle alternative.

Dans ce sens, l'Education Nationale et même l'Etat devrait faire un effort quant à l'approbation de ce projet et pourquoi pas l'amélioration même de celle-ci à travers des dialogues et des critiques constructives. Dans cette optique, éduquer dès le plus jeune âge à refuser toute forme de corruption serait dans l'idéal comme le disent si bien les jeunes qui ont été enquêtés dans le cadre de ce travail de recherche.

Ceci étant dit, les efforts doivent être faits d'un côté comme de l'autre, c'est-à-dire que si la campagne de sensibilisation, n'a pas encore eu les effets escomptés, c'est qu'il peut y avoir une faille ou plusieurs même. Dans la manière de sensibiliser autant les jeunes que les adultes, il faudra adopter un système adapté à chacun qui pourra inciter à repousser et refuser la corruption. Une stratégie agressive pour dénoncer les faits de corruption et énoncer les peines encourues si jamais la personne est inculpée ou alors une stratégie plus soft pour gagner la confiance du peuple, cela peut dépendre du domaine dans lequel on intervient.

Dans cet ordre, il faut varier les méthodes et la façon de faire pour un meilleur impact sur la population cible. Parce que l'approche peut-être différent au niveau du secteur public et du privé mais aussi au niveau de l'éducation ; et même entre secteur public, cela peut être différent. Cela ne signifie pas que la diversification des méthodes n'a pas été pratiquée jusqu'à présent mais peut-être faut-il la pousser un peu plus en profondeur pour rendre la lutte effective. Savoir et connaître les besoins et ce qui peuvent les contrarier, seraient un grand pas dans cette

direction. Et si cela été déjà fait, il faudra alors continuer dans ce sens et seulement trouver les quelques points à améliorer.

Par ailleurs, le RHI peut parfois paraître surfait pour certaines personnes, tant pour les étudiants que pour les professeurs et divers éducateurs. Ils se demandent vraiment quel pourrait être le rôle de ce réseau au niveau de l'école et de la société elle-même. En effet, bien que le nom soit évocateur, bien de personnes ne savent pas comment appréhender ce réseau. Ceci, sans doute, dû au fait que les activités et les missions de chaque RHI ne sont pas établis au préalable et alors on laisse le choix aux jeunes de choisir leur activités et leurs missions mais l'on doit toutefois se conformer à l'objectif de combattre la corruption. Dans cette optique, il est bien difficile pour les jeunes de comprendre vraiment l'ampleur du message qu'ils doivent faire passer. Parce que premièrement, un malgache n'est pas habitué dès le plus jeune âge à prendre des responsabilités et ensuite parce que certains encadreurs en mal de formation n'ont pas non plus intériorisé les véritables principes de la lutte contre la corruption.

En effet, c'est bien beau de dire que la corruption c'est mal et qu'il faut être intègre, mais qu'est-ce que ça implique vraiment ? Bien sûr, ce n'est aux jeunes de voir cela mais bien ceux qui sensibilise, voir comment faire passer le message pour un réel impact. Ainsi, avant de sensibiliser les jeunes malgaches, il faut dans un premier temps les guider dans l'instauration de leurs activités et leur faire comprendre leur place dans la lutte contre la corruption avant de les responsabiliser. Parce que la responsabilisation de ces jeunes peut-être un véritable tournant dans cette lutte puisque la majorité de la population malgache a souvent tendance à dénigrer les autres et à les accuser de leurs échecs. En effet, il faut le dire, il n'y a que les malgaches qui puissent sortir le pays de la corruption parce que si ces derniers ne disent rien ou ne font rien vis-à-vis de la situation actuelle, c'est qu'ils sont complices et tout aussi corrompus.

Tout ce qui a été dit, englobe alors les points à améliorer sur la sensibilisation et l'éducation. En gros, il y a besoin d'une coopération entre la population cible et l'organisme chargé de mener la lutte contre la corruption, une diversification des approches et une responsabilisation de chacun. D'autre part, même si chaque membre de la société prend conscience du fait qu'il est responsable, il est utile toutefois de noter que la sensibilisation de par le matériel qu'il faudra utiliser mais aussi les ressources humaines qu'il faudra mobiliser, nécessitera forcément du temps et de l'argent.

4. L'évolution de la société

Il faut faire remarquer que toute société doit évoluer sans ça, elle ne serait plus une société et fera, par la même occasion, partie de l'histoire. De ce fait, le programme de lutte anti-corruption, ainsi que les projets qui y sont rattachés doivent évoluer avec pour que la lutte de longue haleine menée contre la corruption soit efficace. Un peu à la manière d'un ordinateur dont quelques pièces doivent être mise à jour tous les 3 ans. Compte tenu du fait que la société évolue, la loi, la manière de sensibiliser, les différentes méthodes de prévention doivent également suivre leur temps. Le langage, les centres d'intérêts, les valeurs et même la perception peut changer d'une génération à une autre et pourtant, la corruption persiste depuis on ne sait combien d'années déjà. Toutefois, il faut toujours améliorer et mettre à jour les moyens ainsi que les différentes méthodes pour mettre à mal le phénomène de corruption. Pour mieux comprendre cela, il est utile de parler des différents changements au niveau de la société qui pourrait être susceptible d'influencer la lutte contre la corruption autant dans le mauvais sens que le bon sens du terme.

Premièrement, la loi a besoin de progresser et de changer dans le bon sens du terme au fil des années qui passent. Comme il a été dit précédemment, les corrupteurs et les corrompus peuvent toujours chercher des parades à la loi et aux différentes dispositions qui ont été établies. Et plus on tarde à s'aligner sur les changements et l'évolution de la société, plus la corruption va progresser dans son élan. Pour citer un exemple, les diplômes auparavant ne nécessitaient pas une équivalence au niveau de la fonction publique et cela a permis de débusquer plusieurs faux diplômes, toutefois, les corrupteurs ont semblé-ils déjà trouvé une réplique à cela. C'est pour cela qu'il faut toujours évoluer à travers le temps et ne plus se reposer sur ses lauriers.

Deuxièmement, la manière de sensibiliser les gens surtout quand il s'agit de jeunes, doit également suivre son temps. Ceci peut paraître anodin mais essentiellement important dans un pays comme Madagascar où les gens peuvent par exemple, changer de foi en tout temps. Car il faut parfois marteler le message ou les messages pour imbriquer la culture anti-corruption au niveau des citoyens malgaches. Du fait que peu de gens soient responsables au niveau de la société et se rendent vraiment compte par eux, il faut vraiment se forcer et même obliger les gens à éviter la corruption. Vu l'importance que ça revêt, il faut sans cesse renouveler et redoubler d'effort à chaque instant, surtout au niveau des jeunes qui s'intéressent toujours à de nouvelles choses. Et ceci, encore plus, dans le sens où les jeunes doivent être les premières cibles dans le cadre d'une sensibilisation parce qu'ils représentent l'avenir mais aussi parce

qu'ils représentent un énorme défis dont l'optique où les adultes et leurs entourages sont peut-être majoritairement corrompus.

Par la suite, les méthodes de prévention doivent également être renouvelées en tout temps pour émettre plus d'impact. Les méthodes de prévention se traduisent par fois par la pose d'affiches ou l'instauration de quelques règles au niveau de l'administration comme une rotation au niveau des caisses ou autres. Toutefois ces méthodes peuvent ne pas être efficaces et dans le même temps, être usées par le temps. De ce fait, un changement est toujours le bienvenu, il est toutefois à noter que le changement peut se faire graduellement et même par parcimonie puisqu'un changement total pourrait chambouler les acquis. Ainsi, on peut, par exemple, supposer que mettre des affiches serait bien mais il faudrait également changer la disposition et la présentation de ces affiches. La mise en place de machines à tickets peut aussi aller dans ce sens et être associée à d'autres mesures à travers le temps pour s'aligner sur les changements opérés par les fraudeurs.

Les recommandations liées à l'évolution de la société, de par tout ce qui a été dit, sont donc reliées principalement aux différents changements qui devront être faites à intervalles de temps définies. Cela se traduit généralement à travers les changements au niveau de la loi, des méthodes utilisées tant dans la sensibilisation que la prévention et cela en tenant compte du secteur et du niveau dans lequel on intervient. Il faut mentionner que ces changements doivent également se faire en notant les différents facteurs reliés à l'homme qui pourront influencer dans la bonne marche de la lutte.

Conclusion Générale

Ainsi, il a été vu à travers ce travail de recherche que Madagascar fait désormais partie des pays les plus corrompus du monde et la corruption s'est généralisée à tous les niveaux et les secteurs clés du développement jusqu'à empoisonner petit à petit l'avenir du pays. Par ailleurs, cette corruption au niveau de la société malgache peut se traduire par plusieurs formes selon différentes approches sociologiques, on y voit notamment la corruption marchande mais aussi la corruption de proximité à travers ce qu'appellent les spécialistes par retard culturel. C'est à un environnement submergé par toutes les différentes formes de corruption auquel les jeunes, qui sont sensés incarner l'avenir, font alors face. C'est dans ce sens que la question portant sur le lien entretenu entre jeunes et la corruption, a été posée dans l'introduction pour voir à quel point la jeunesse est malmenée ou par contre, a adopté la corruption dans leur quotidien.

C'est dans cette optique que le présent travail de recherche a alors été entrepris. Par ailleurs, les faits au niveau de la société montrent que les jeunes peuvent être les principales victimes de la corruption de par l'inégalité qu'elle provoque mais aussi par le fait que plusieurs citoyens sont obligés de la pratiquer. Ceci causant d'énormes pertes en tout genre tant au niveau de la personne, mais aussi au niveau de la société et surtout au niveau de l'Etat. Toutefois, les enquêtes et les recherches qui ont été faites, ont prouvé en quelque sorte que la majorité des jeunes se targuaient de ne pas pratiquer la corruption et vouloir de ce fait combattre cette dernière. Néanmoins, leurs connaissances sur ce point sont assez limitées et ils n'ont pas encore une image assez nette des moyens pour y parvenir. Des moyens sous toute forme qui manquent également dans le cadre de cette lutte. Preuve que peu de personnes se sentent réellement investis dans cette lutte de longue haleine contre la corruption.

Ainsi, pour répondre à la question précédemment citée dans laquelle on veut réellement savoir la portée et l'envergure de la corruption au niveau des jeunes étudiants, il peut-être dit que la corruption n'est pas incontournable au niveau des jeunes étudiants malgaches mais cela ne signifie pas qu'elle n'existe pas. Les jeunes, du moins une majorité, ne suivent pas l'exemple de leurs aînés mais il faut également dire que la corruption profite généralement à une minorité. C'est cette minorité qui fait perpétuer la corruption à tous les niveaux. Heureusement que la plupart des jeunes n'entrent alors pas dans ce registre, néanmoins, ils ne font également rien pour améliorer leurs situations et ils suivent de ce fait la course des choses. Une poignée seulement ose se dresser contre l'inégalité représentée par ce fléau qui est selon plusieurs

sources la cause de bien de maux pour les jeunes, tels que la difficulté au niveau des études, au niveau des concours mais également dans le cadre de la recherche d'emploi.

Par ailleurs, ce travail de recherche a également permis de connaître l'idée que se font les jeunes de la corruption, la connaissance des jeunes de la lutte et de ce qui entoure la corruption. Il a aussi permis de savoir si les jeunes vivent vraiment autour de la corruption et de cette manière s'ils l'ont déjà pratiqué. A partir de cela, il a été vu que les jeunes vivaient dans un environnement fortement corrompu mais ils ne pratiquent pas forcément la corruption. Toutefois, il faut noter que les connaissances sur la corruption de ces jeunes ne sont véritablement pas accrues. De plus, beaucoup ne font pas de réelles différences entre piston et corruption par exemple. Tout cela pour dire que certains peuvent pratiquer la corruption sans réellement le savoir. Loin de là l'idée de dire que le piston peut alors faire partie de la corruption. Ceci étant normalement un fait social normal au niveau de toute société. Cependant, dans un pays à vocation communautaire comme Madagascar, des fois le piston peut être assimilé au favoritisme qui est une forme de corruption aux yeux de la loi. Dans cet ordre, une question se pose : le piston qui semble être synonyme à la culture malgache devrait être réellement associé à la corruption qui gangrène le pays tout entier ?

Bibliographie

Ouvrages généraux :

- 1) **GAUTIER (T.)** : *Les Roués innocents*, (Desessart en 1847)
- 2) **HAMON (L.)** : *Les référentiels de la lutte contre la corruption*. [Transparence en matière de lutte anti-corruption –Etude Novethic / SCPC – Septembre 2006]
- 3) **RAKOTOMAMONJY (J.), RAZAFIMAMONJY (L.), RAZAFINDRAKOTO (M.), RAZAFINDRAZAKA (D.), ROUBAUD (F.), et WACHSBERGER (J.M.)**: *Gouvernance, corruption et confiance à l'égard des institutions à Madagascar : Expérience, perception et attentes de la population*. (AFROBAROMETER Let the people have say, Mars 2014)
- 4) **ROGERS (C.)**, *The non-directive method as a technique for social research*, (Amer. J. Social., 1945, 50)
- 5) **SELIGSON (M. A.)**: *Étude de cas comparative sur la mesure de la corruption : un modèle pour Madagascar*. (Casals & Associates, Inc. Janvier 2005)
- 6) **KALNINS (V.)** : *Corruption: définition, causes et conséquences*, (Tunisie, septembre 2014)
- 7) **ZAGAINOVA (A.)** : *La corruption institutionnalisée : un nouveau concept issu de l'analyse du monde émergent*, (août 2006)

Ouvrages spécifiques :

- 1) **EL MESBAHI (K.)**: *La corruption : un fait social total (Rapport du social, 2002)*
- 2) **LASCOUMES (P.)**: *Favoritisme et corruption à la française. Petits arrangements avec la probité* (Paris, Presses de Sciences Po, 2010, 283 p)
- 3) **LASCOUMES (P.) et NAGELS (C.)** : *Sociologie des élites délinquantes. De la criminalité en col blanc à la corruption politique*. (U collection, Armand Collin, septembre 2014)

Revues, magazines, articles :

- 1) **AFRIQUE CONTEMPORAINE** : Gouvernance, démocratie et opinion publique en Afrique. [De Boeck Supérieur, Avril 2006 (n°220)]
- 2) **DOMINIQUE (R.)** : Corruption de haut niveau à Madagascar : Pas d'arrestation de gros bonnets, selon l'ambassadeur américain. (MidiMadagasikara, janvier 2016)
- 3) **DORISMOND (M.)**: Quand la corruption déstabilise une nation – (Haiti connexion culture, Avril 2016)
- 4) **DOUCLIN (M.)** : La corruption, atteinte aux droits de l'Homme, l'Afrique incertaine ; (Irenees.net, mars 2005)
- 5) **DOUGUELI (G.)** : Lutte contre la corruption : les pays africains sont-ils à la hauteur de leurs engagements ? ; (JeuneAfrique, février 2016)
- 6) **FINANCE & BIEN COMMUN** : L'Afrique entre tradition éthique et attrait de la finance. [De Boeck Supérieur, Mars 2007 (N° 28-29)]
- 7) **GUEYE (C. M.)** : Les réalités sociologiques de l'Afrique: un terrain fertile pour la corruption ? [Finance & Bien Commun Mars 2007 (N° 28-29)]
- 8) **KOUZOUKOA (M.)** : Approche sociologique du phénomène de la corruption ; (Centrafricmatin, juillet 2011)
- 9) **LATTIER (A.)** : M. Mbodj: «Il faut préserver les jeunes du phénomène de la corruption» ; (RFI, Invité Afrique ; décembre 2015)
- 10) **LAVALLEE (E.)** : Corruption et confiance dans les institutions politiques: test des théories fonctionnalistes dans les démocraties africaines. [Afrique contemporaine, Avril 2006 (n° 220)]
- 11) **LUCCHINI (R.)** : Entre relativisme et universalisme. Réflexions sociologiques sur la corruption. (Déviance et Société, Année 1995, Volume 19, Numéro 3, pp. 219-236)
- 12) **OLAKOUNLE YABI (G.)** : Lutte contre la corruption : WATHI, un think tank citoyen, donne la parole ; (JeuneAfrique, Février 2016)
- 13) **RALITERA (M.)** : Fonction publique – Des faux diplômes découverts ; (L'express de Madagascar, juin 2016)
- 14) **RAMAROLAHINGONIRINA (A.)** : Corruption à Madagascar : à aborder autrement. (Tribune Madagascar, mai 2010)
- 15) **RASOANAIVO (A.)** : ONG Tolotsoa : Le projet Tsycoolkoly pour lutter contre la corruption ; (MidiMadagasikara, novembre 2014)

16) TRANSPARENCY INTERNATIONAL : L'IMPACT DE LA CORRUPTION SUR LA CROISSANCE ET LES INEGALITES ; (Anti-Corruption Helpdesk)

Webographie :

- 1) <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/96942/La-corruption-un-probleme-public-mal-construit-Regards-sociologiques> : *La corruption un problème public mal construit. Regards sociologiques.* (Le nouveliste, **SEPTEMBRE 2011**)
- 2) <http://www.bi.undp.org/content/burundi/fr/home/ourwork/democraticgovernance/successstories/youthkamenge.html>: *Les volontaires et les jeunes s'unissent contre la corruption,* (2012)
- 3) <https://blogs.worldbank.org/youthink/fr/les-jeunes-en-premi%C3%A8re-ligne-du-mouvement-anti-corruption>: *Les jeunes en première ligne du mouvement anti-corruption,* (DECEMBRE 2012)
- 4) <http://www.hayzara.org/eng/BANQUE-DE-CONNAISSANCES/Gouvernance/Centre-d-Assistance-Juridique-et-d-Action-Citoyenne-MADAGASCAR-aout-2010-juillet-2013-TI-IM>: *CENTRE D'ASSISTANCE JURIDIQUE ET D'ACTION CITOYENNE MADAGASCAR, AOÛT 2010 – JUILLET 2013 (TI-IM)*
- 5) [http://www.transparency.org/news/pressrelease/corruption dans les ecoles et les universites un frein a leducation de nos](http://www.transparency.org/news/pressrelease/corruption%20dans%20les%20ecoles%20et%20les%20univ), (Transparency International Secretariat) *Corruption dans les écoles et les universités : un frein à l'éducation de nos enfants* (OCTOBRE 2013)
- 6) <http://www.mg.undp.org/content/madagascar/fr/home/presscenter/pressreleases/2014/12/09/les-etudiants-malgaches-se-mobilisent-contre-la-corruption.html>: *Les étudiants malgaches se mobilisent contre la corruption,* (DECEMBRE 2014)
- 7) <http://www.afrik.com/madagascar-sombre-dans-la-corruption>: *Madagascar sombre dans la corruption.* (AFRIK.COM, DECEMBRE 2014)
- 8) <http://www.rfi.fr/afrique/20150915-madagascar-corruption-gagne-terrain>: *A Madagascar, la corruption gagne du terrain.* (RFI AFRIQUE, **SEPTEMBRE 2015**)
- 9) <http://gasytia.mondoblog.org/2015/10/06/a-madagascar-la-corruption-cest-le-pain-quotidien/>: Sophie : *A Madagascar, la corruption c'est le pain quotidien* (OCTOBRE 2015)
- 10) <http://transparency.mg/article/-quelle-place-pour-le-secteur-prive-dans-la-lutte-contre-la-corruption-----cocktail-debat---9-decembre-2015-a-l-hotel-ibis-d-antananarivo->: *«Quelle*

*place pour le secteur privé dans la lutte contre la corruption ?» - Cocktail-débat - 9
DECEMBRE 2015 à l'Hôtel Ibis d'Antananarivo*

- 11) <http://www.orange.mg/actualite/corruption-coupable-degradation-leconomie-et-developpement-social> : *La corruption coupable de la dégradation de l'économie et du développement social (DECEMBRE 2015)*
- 12) <https://actualite.housseniawriting.com/madagascar/2016/03/17/madagascar-fmi-lunion-europeenne-attendent-resultat-de-lutte-contre-corruption/14697/>: Liantsoa : *Madagascar : La FMI et L'Union Européenne attendent le résultat de la lutte contre la corruption. (MARS 2016)*
- 13) <http://www.un.org/fr/events/anticorruptionday/yournocounts.shtml>: *Lutter contre la corruption*, (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime)
- 14) <http://www.ccdh.org.ma/fr/actualites/lutte-contre-la-corruption-la-parole-aux-jeunes>: *LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : LA PAROLE AUX JEUNES*
- 15) <http://www.un.org/fr/events/anticorruptionday/>: *Thème 2015 : Rompez la chaîne de la corruption*
- 16) <http://www.csi.gov.mg/>
- 17) <https://www.facebook.com/IACA.Laxenburg>
- 18) <http://www.tsycoolkoly.org/>
- 19) <http://www.transparency.mg/>

Autres documents :

- 1) **Le BUREAU INDEPENDANT ANTI-CORRUPTION** : *Un instrument spécialement dévolu à la lutte contre la corruption*, (Décembre 2004)
- 2) **OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME** : *CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CORRUPTION*. [Printed in Austria V.04-56161—November 2004—1,400]
- 3) **Transparency International, HADJADJ (Djillali), GUEYE (MameAdama)** : *Combattre la corruption : Enjeux et perspectives*. (Karthala, septembre 2002)
- 4) *Cadre institutionnel de la lutte contre la corruption*-Madagascar Authorities
- 5) *Charte des jeunes pour la lutte contre la corruption*. Office Of The Minister Of State For Administrative Reform / UNITED NATIONS Office On Drugs and Crime.
- 6) *Corruption et développement*. Rompez La chaine de corruption
- 7) *Evaluation de la lutte contre la corruption*. (Casals & Associates, Mars 2006)
- 8) *Loi 2004-030 du 09Septembre 2004 sur la lutte contre la corruption*, (Septembre 2004)

- 9) **PNUD** : EVALUATION DE L'ETAT DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION A MADAGASCAR- (Octobre 2014)
- 10) STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, (Août 2015)
- 11) **TRANSPARENCY INTERNATIONAL INITIATIVE MADGASCAR** : CORRUPTION DANS LES SERVICES PUBLIQUES D'ANTANANARIVO-Résultats des enquêtes d'entreprise.

Table des matières:

REMERCIEMENTS

ABSTRACT

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

INTRODUCTION GENERALE **1**

PARTIE 1 : LA CORRUPTION A MADAGASCAR

Chapitre 1 : La situation actuelle vis-à-vis de la corruption **11**

- | | | |
|----|--|-----------|
| 1. | La corruption et le secteur public | 11 |
| 2. | La corruption et le secteur privé | 13 |
| 3. | La corruption et le système éducatif | 15 |
| 4. | Les conséquences néfastes de la corruption | 17 |

Chapitre 2 : La pratique de la corruption **21**

- | | | |
|----|---|-----------|
| 1. | Définitions | 21 |
| 2. | La corruption et la sociologie | 24 |
| 3. | La corruption et les jeunes | 28 |
| 4. | Les organismes impliqués dans la lutte contre la corruption | 30 |

Chapitre 3 : Méthodologie de recherche **35**

- | | | |
|----|-----------------------------|-----------|
| 1. | La démarche en générale | 35 |
| 2. | Les outils | 37 |
| 3. | Les techniques | 40 |
| 4. | Les tests incluant les NTIC | 43 |

PARTIE 2 : LA CORRUPTION ET LES JEUNES ETUDIANTS

Chapitre 4 : La présentation des résultats **46**

- | | | |
|----|---|-----------|
| 1. | Les jeunes interrogés | 46 |
| 2. | La corruption à Madagascar et les jeunes | 47 |
| 3. | La lutte contre la corruption et les jeunes | 48 |

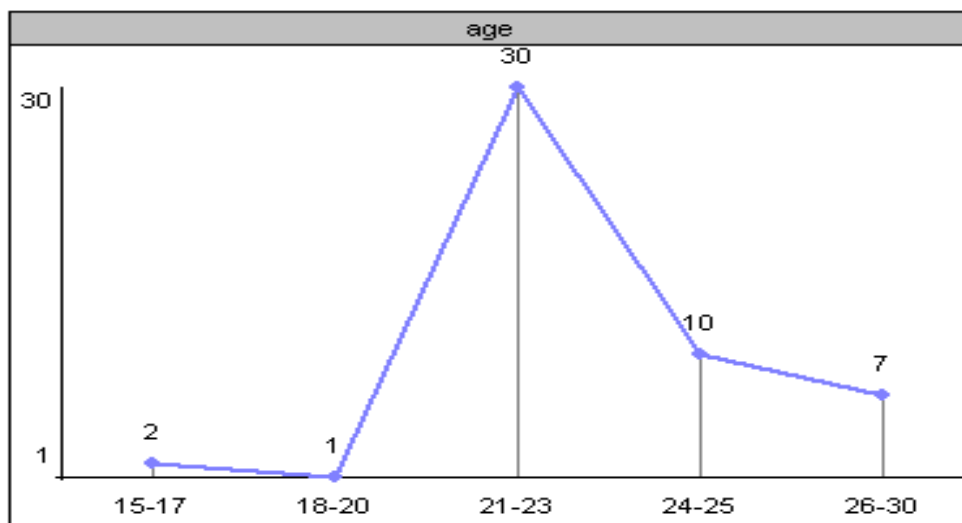
4. Les jeunes et l'emploi par rapport à la corruption	50
<u>Chapitre 5 : Promotion de l'inégalité</u>	54
1. L'inégalité au niveau de l'éducation	54
2. L'inégalité au niveau de la recherche d'emploi	57
3. Le fossé entre riches et pauvres	60
<u>Chapitre 6 : Population contrainte à pratiquer la corruption</u>	65
1. Présence incontournable à la corruption au niveau de l'éducation	65
2. La prévalence du trafic d'influence	69
3. L'évolution de l'indice de corruption	72
<u>PARTIE 3 : LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</u>	
<u>Chapitre 7 : Les dommages engendrés par la corruption</u>	77
1. La baisse du niveau de l'éducation	77
2. La dévalorisation de l'administration	79
3. Perte de revenus au niveau de l'Etat	82
<u>Chapitre 8 : Les actions menées contre la corruption</u>	86
1. Les activités du BIANCO	86
2. Les défaillances autour de la lutte	89
3. La participation citoyenne	91
<u>Chapitre 9 : Recommandations</u>	93
1. La culture	93
2. La loi contre la corruption	95
3. La sensibilisation et l'éducation	97
4. L'évolution de la société	100
CONCLUSION GENERALE	102
BIBLIOGRAPHIE	104
TABLE DES MATIERES	109
ANNEXES	
RESUME	

Annexes

Cette partie sera composé en grande partie de tableaux qui n'ont pas été présenté dans la partie « Rédaction », mais aussi par le questionnaire d'enquête, les réponses selon les 50 personnes interrogés et aussi quelques figures y afférent.

La première section du questionnaire s'apparente à l'identité de la personne interrogé et comprends alors 5 questions.

1) Quel âge avez-vous ?



Source : Enquête personnelle, juin 2016

2) Le sexe :

Gender	Nb. cit.	Fréq.
Un garçon	19	38,0%
Une fille	31	62,0%
TOTAL OBS.	50	100%

Source : Enquête personnelle, juin 2016

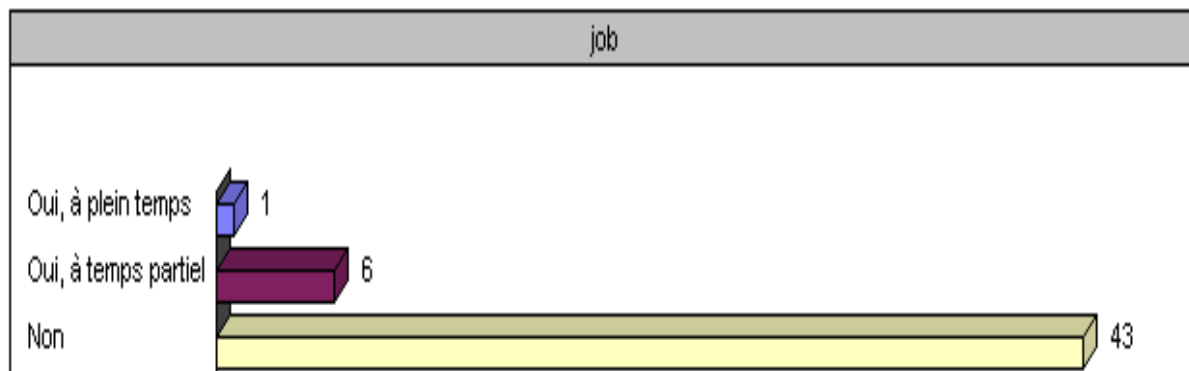
3) La nationalité des enquêtés : « Malgaches »

4) Quel est votre niveau d'études actuel ?

EDUCATION	Nb. cit.	Fréq.
Bac	0	0,0%
Bac+1	0	0,0%
Bac+2	0	0,0%
Bac+3	32	64,0%
Bac+4	18	36,0%
Bac+5 et plus	0	0,0%
TOTAL OBS.	50	100%

Source : Enquête personnelle, juin 2016

5) Avez-vous un emploi ?



Source : Enquête personnelle, juin 2016

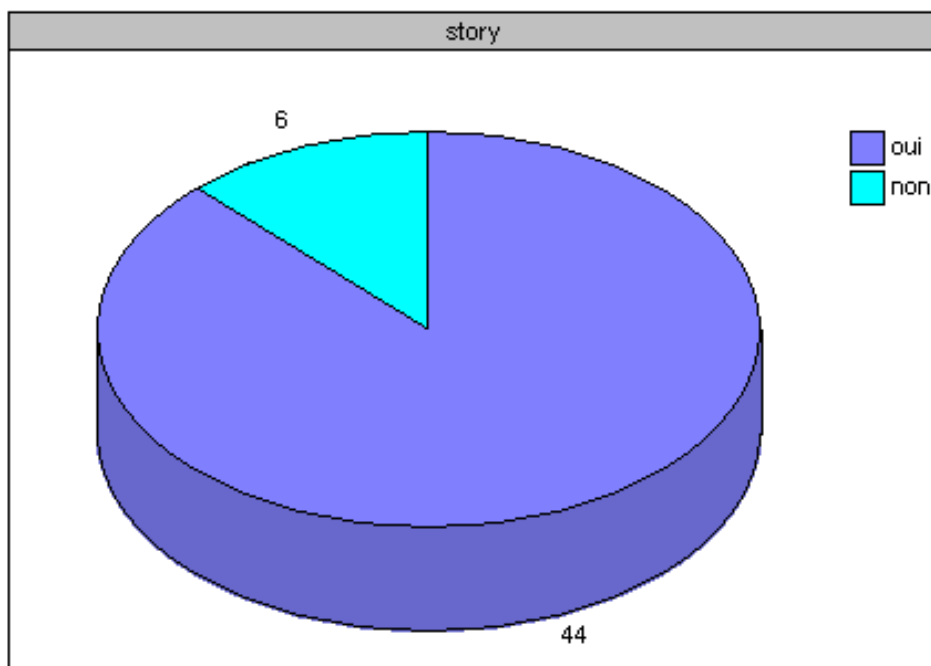
La section suivante parle quant à elle de la corruption à Madagascar :

6) Combien de types de corruption connaissez-vous ?

type	Nb. cit.	Fréq.
1	24	48,0%
2	4	8,0%
3	1	2,0%
4	4	8,0%
plus de 4	17	34,0%
TOTAL OBS.	50	100%

Source : Enquête personnelle, juin 2016

7) Avez-vous déjà entendu parlez d’histoires de corruption ?



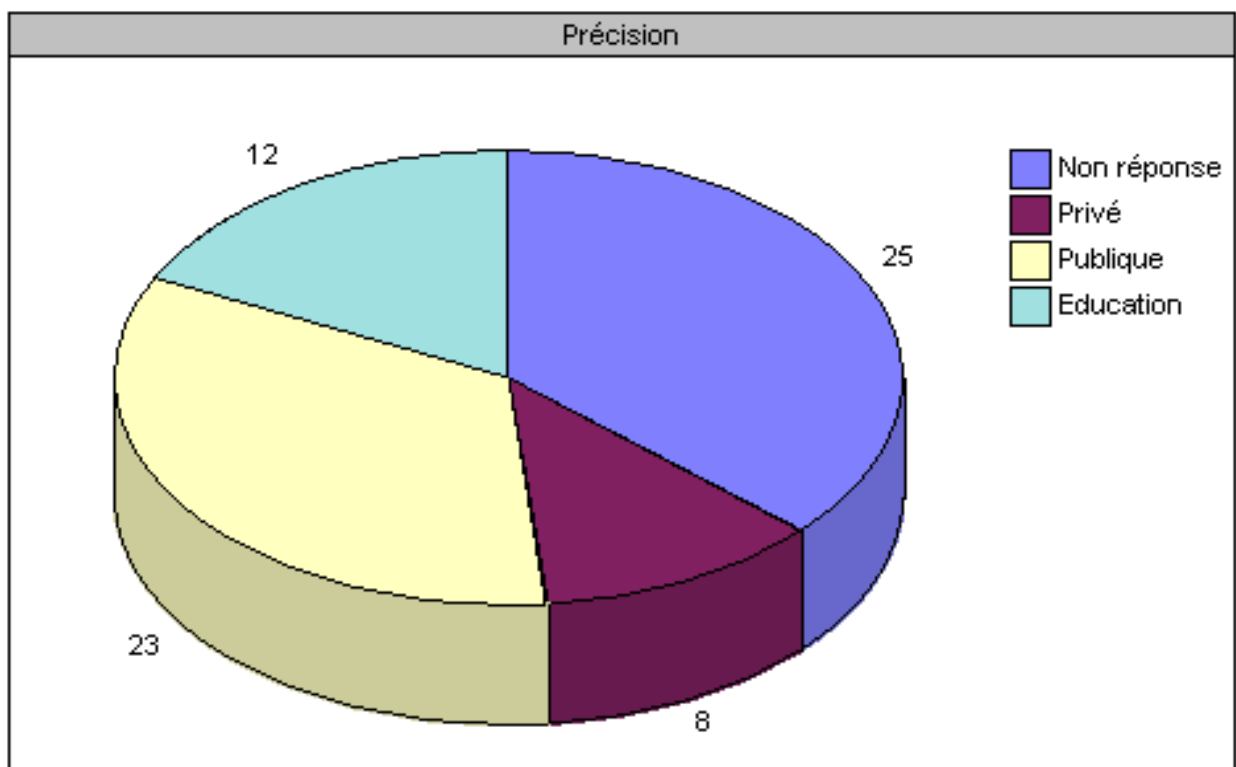
Source : Enquête personnelle, juin 2016

8) Avez-vous déjà été témoin d'une scène de corruption ?

Scene	Nb. cit.	Fréq.
oui	25	50,0%
non	25	50,0%
TOTAL OBS.	50	100%

Source : Enquête personnelle, juin 2016

9) Dans quel domaine précisément ?



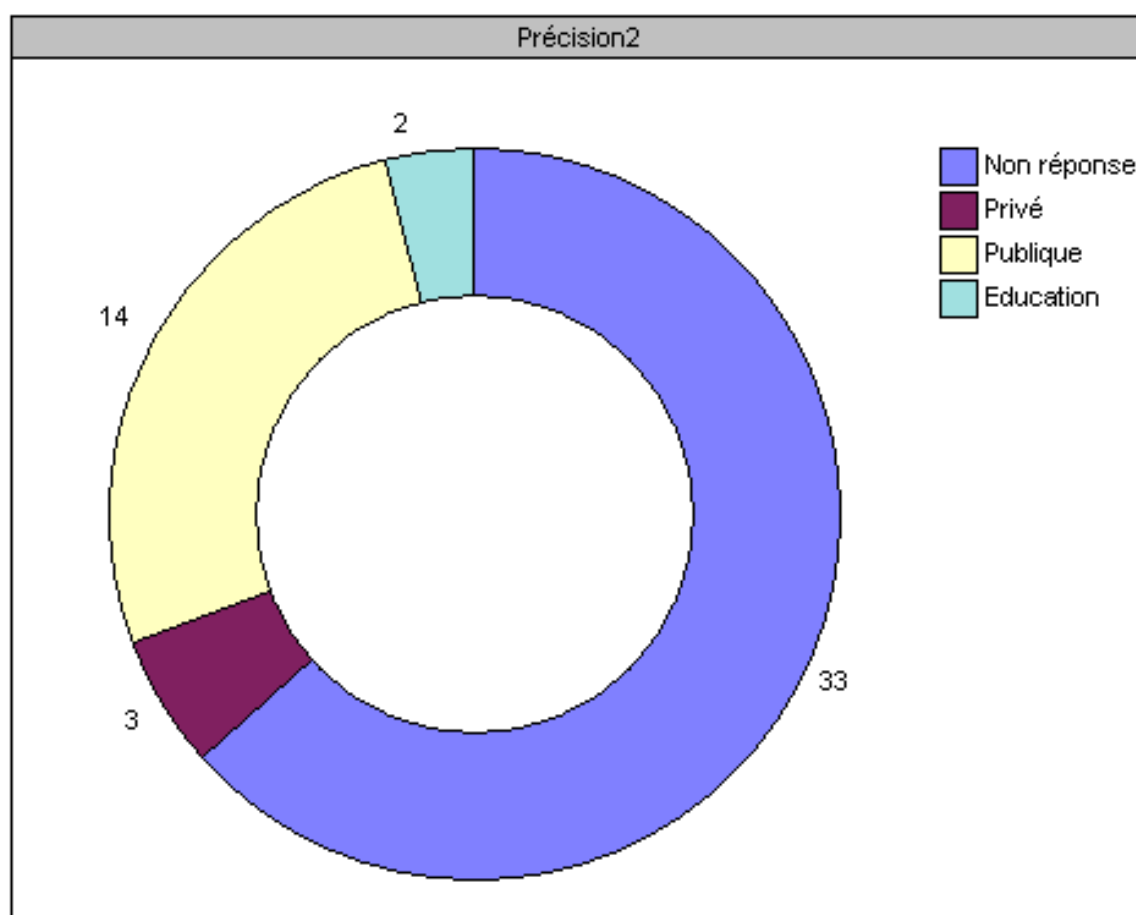
Source : Enquête personnelle, juin 2016

10) Avez-vous déjà pratiqué la corruption ?

Pratique	Nb. cit.	Fréq.
oui	16	32,0%
non	34	68,0%
TOTAL OBS.	50	100%

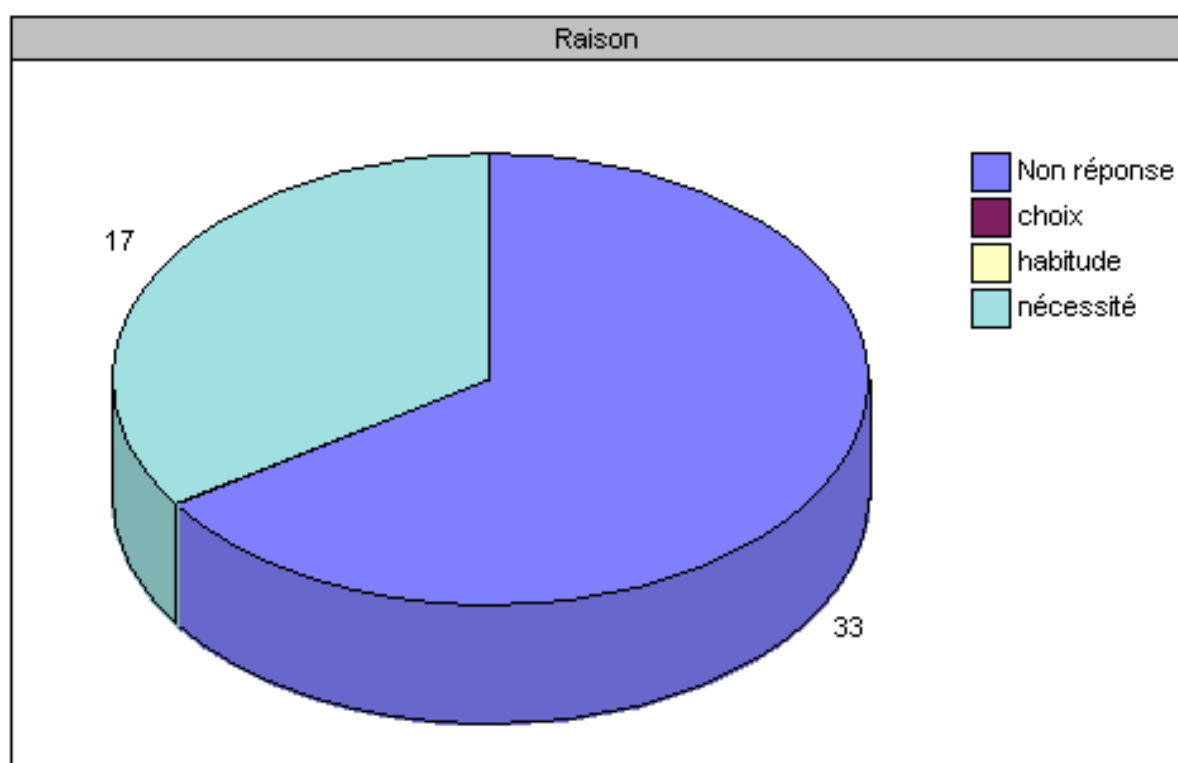
Source : Enquête personnelle, juin 2016

11) Dans quel domaine précisément ?



Source : Enquête personnelle, juin 2016

12) Pourquoi l'avoir fait ?



Source : Enquête personnelle, juin 2016

Suite à ces questions posées précédemment, il est utile de voir les mouvements entamés dans le cadre de la lutte contre la corruption.

13) Quelle attitude adoptez-vous envers la corruption ?

attitude	Nb. cit.	Fréq.
indifférent	13	26,0%
résigné à la pratiquer	4	8,0%
indécis	5	10,0%
résolu à se battre contre la corruption	28	56,0%
TOTAL OBS.	50	100%

Source : Enquête personnelle, juin 2016

14) Selon vous, quelles sont les conséquences de la corruption ?

cons	Nb. cit.	Fréq.
détérioration économique	14	28,0%
détérioration de l'image de l'administration publique	21	42,0%
dégradation du niveau de l'éducation	14	28,0%
dégradation du niveau des travailleurs	12	24,0%
perte de ressources naturelles	4	8,0%
Inégalité sociale	15	30,0%
oligarchie	0	0,0%
Toutes les réponses	21	42,0%
TOTAL OBS.	50	

Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples (3 au maximum).

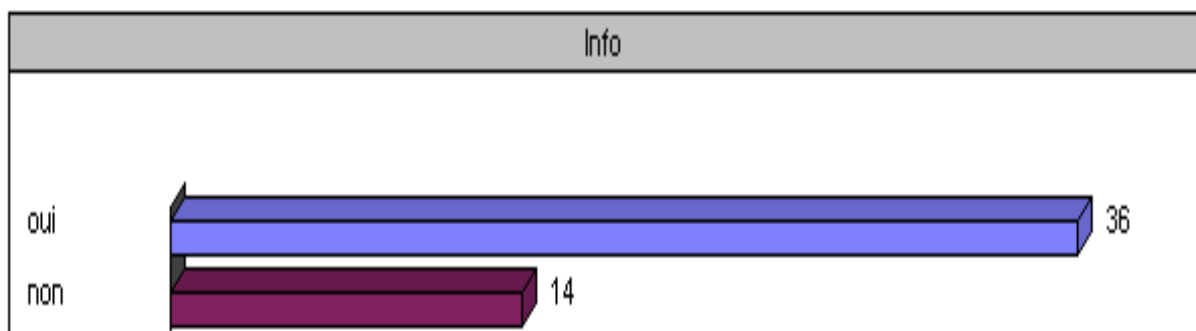
Source : Enquête personnelle, juin 2016

15) Quelles solutions proposeriez-vous dans le cadre de cette lutte ?

- L'éducation de la société
- Les frais pour les activités administratives ne devraient pas être exorbitants
- L'éducation depuis le plus jeune âge
- Rendre la justice indépendante et punir les gros bonnets
- Création de plusieurs organismes pour combattre la corruption
- Adopter un bureau permanent et indépendant pour lutter contre la corruption
- Former la mentalité dès le plus jeune âge
- Inciter les personnes dès leur plus jeune âge à combattre la corruption
- Pénaliser les corrompus
- Surveillance stricte de la part des organisations chargées de la lutte
- Pénaliser les corrompus
- Passer plusieurs contrôles
- Appliquer la loi
- Initier les enfants à être correcte dès leur plus jeune âge
- Renforcer la transparence dans les activités publiques
- Initier les jeunes à vivre dans la transparence
- Mettre en place une administration pour faire des inspections et appliquer les règles en vigueur

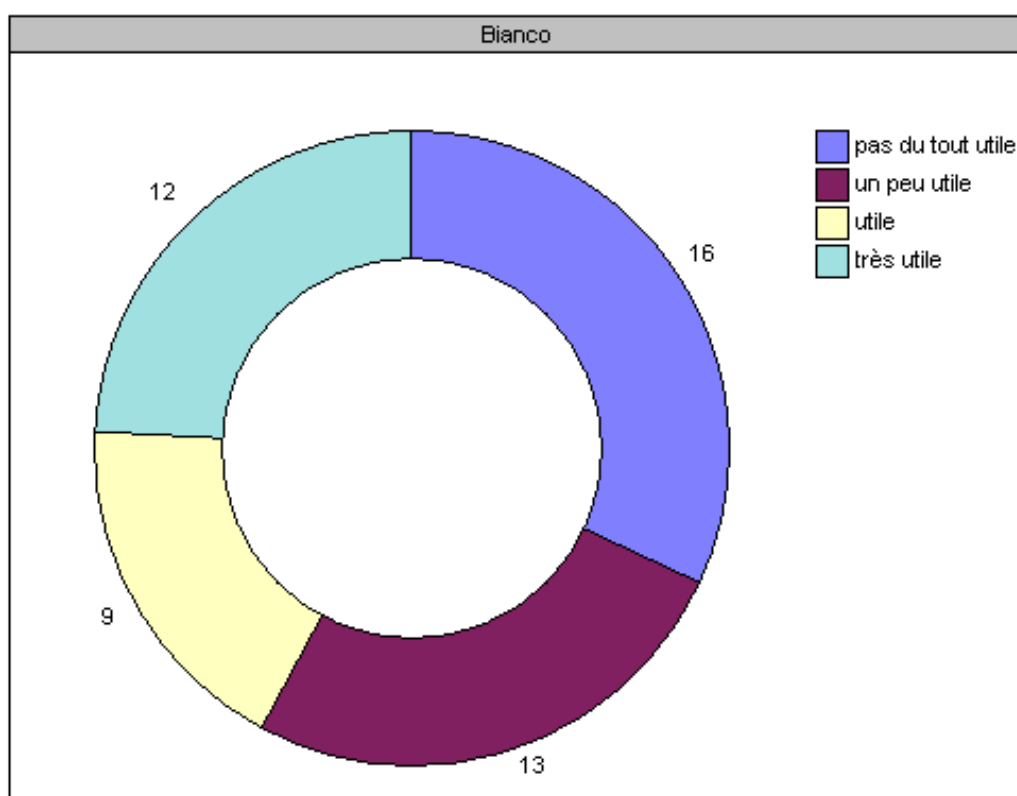
- Appliquer la loi et être stricte
- Abôlir la corruption
- Transparence et mise en place de mesures strictes
- Tout contrôler
- Changer la mentalité des dirigeants
- La lutte commence à partir de chacun
- Renforcer les pouvoirs du BIANCO
- Moyens sévères pour lutter contre la corruption
- Embaucher les bonnes personnes et licencier les mauvaises
- Instaurer un environnement social nouveau
- Renforcer les contrôles, sensibilisation
- Respect des consignes et règlements, résister aux pots de vin
- Elargir le plus possible l'activité et le lieu de travail du BIANCO
- Mise en place d'un comité indépendant pour contrôler dans tous les domaines publics
- Le gouvernement doit prendre des mesures strictes
- Cela dépend de chacun
- Sensibilisation
- L'éducation civique

16) Etes-vous au courant des actions menées par le gouvernement malgache pour lutter contre la corruption ?



Source : Enquête personnelle, juin 2016

17) Que pensez-vous du BIANCO quant à cette lutte ?



Source : Enquête personnelle, juin 2016

18) Pouvez-vous citer une ou deux actions initiées par le BIANCO ?

- Enquête sur des faits de corruption et sensibilisation
- Faire des enquêtes auprès de personnes suspectées de corruption
- Enquêter sur les personnes suspects et apporter les preuves à la justice
- Faire un contrôle auprès du ministère de la justice
- Contrôle lors des concours administratifs
- Lutte contre la corruption dans le domaine public, tribunaux, élections
- Contrôler des résultats d'élection
- Contrôler les concours administratifs
- Rien
- Lutte contre la corruption des examens et lutte contre les faux diplômes
- Lutte contre les faux diplômes
- Lutte contre les faux diplômes
- Lutte contre la corruption et suivi des examens nationaux

- Lutte contre la corruption et suivi du déroulement des examens
- Intervention dans les actions de détournements de fonds
- Suivi du déroulement des votes et suivi des concours administratifs
- Mise en place d'un guichet unique
- Assainissement au niveau des établissements publics
- Suivi de concours national
- Lutte contre la corruption
- Soutenir les personnes qui ont assisté à une scène de corruption
- Lutte contre la corruption
- Suivi de concours administratif et enquête sur l'affaire de bois de rose
- Lutte contre la corruption

19) Connaissez-vous d'autres organisations ou entités qui luttent contre la corruption ?

Connaissance	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	2	4,0%
oui	7	14,0%
non	41	82,0%
TOTAL OBS.	50	100%

Source : Enquête personnelle, juin 2016

20) Les quelles ?

- SAMIFIN
- SAMIFIN
- CAJAK
- Justice et Paix
- CAJAC
- CAJAC
- SAMIFIN

La dernière section portera sur la question des jeunes et de l'emploi.

21) Dans quel secteur aimeriez-vous travaillé ?

Travail	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	2,0%
Public	24	48,0%
Privé	1	2,0%
Créer sa propre boîte	24	48,0%
TOTAL OBS.	50	100%

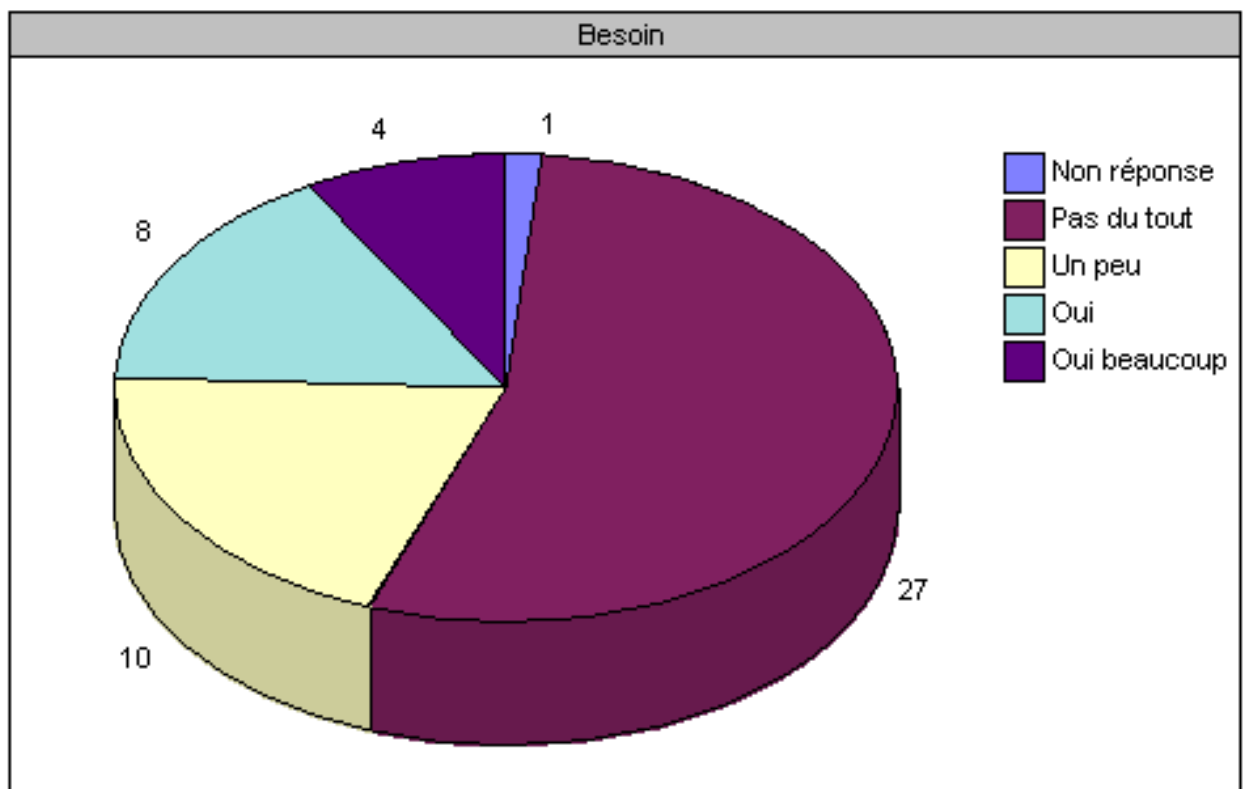
Source : Enquête personnelle, juin 2016

22) Pourquoi ?

- Je veux être mon propre chef
- Faible risque de renvoi
- Pour créer des emplois et aider autour
- Pour favoriser l'économie malgache
- Pour assurer l'avenir
- Cela permet une croissance économique rapide grâce à la création d'emploi
- Parce qu'on gagne beaucoup
- Pour être indépendant
- Pour la fierté personnelle
- Etre indépendant
- Pour l'argent
- C'est avantageux
- Pour la pension après la retraite
- Il est difficile de trouver un poste bien placé de nos jours
- Indépendante finacièrement
- Etre indépendant et participer au développement du pays
- Avantageux
- Pour pouvoir suivre tous les mouvements dans la boîte

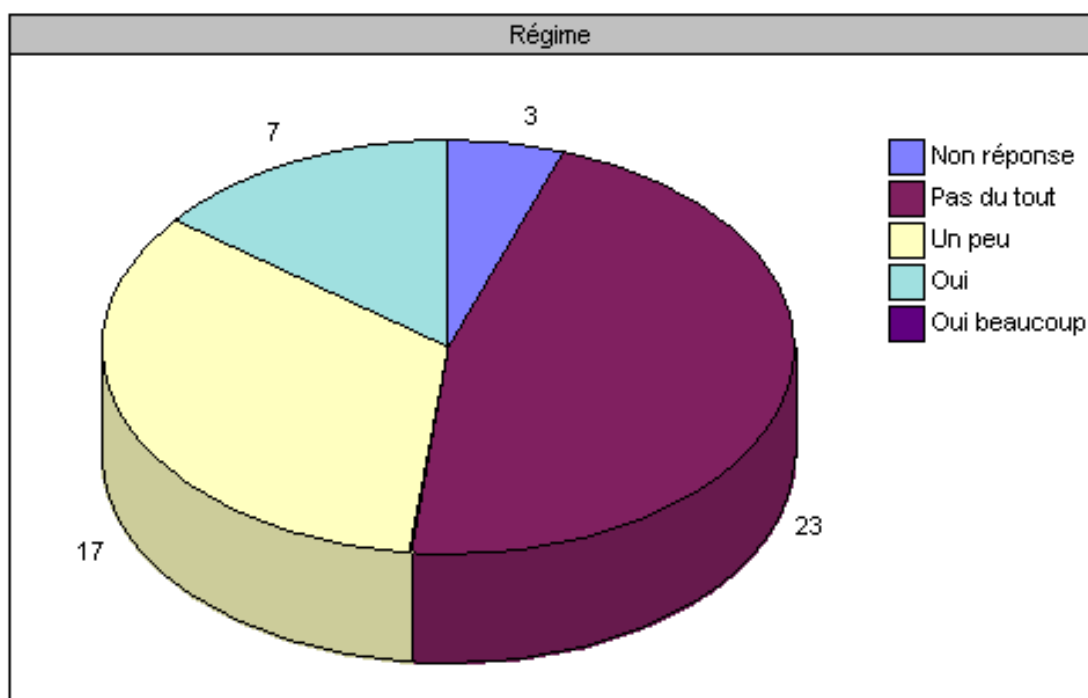
- Avantageux
- Argent et image sociale
- Le marché du travail est saturé
- On peut gagner beaucoup
- Stabilité
- Pour servir madagascar
- Etre indépendant
- Etre indépendant
- Aider au développement du pays
- Pas de risque de licenciement
- Assure son avenir
- Pour assurer la retraite
- Pour favoriser le milieu du travail

23) Pensez-vous qu'il y ait besoin de pots de vins pour trouver du travail ?



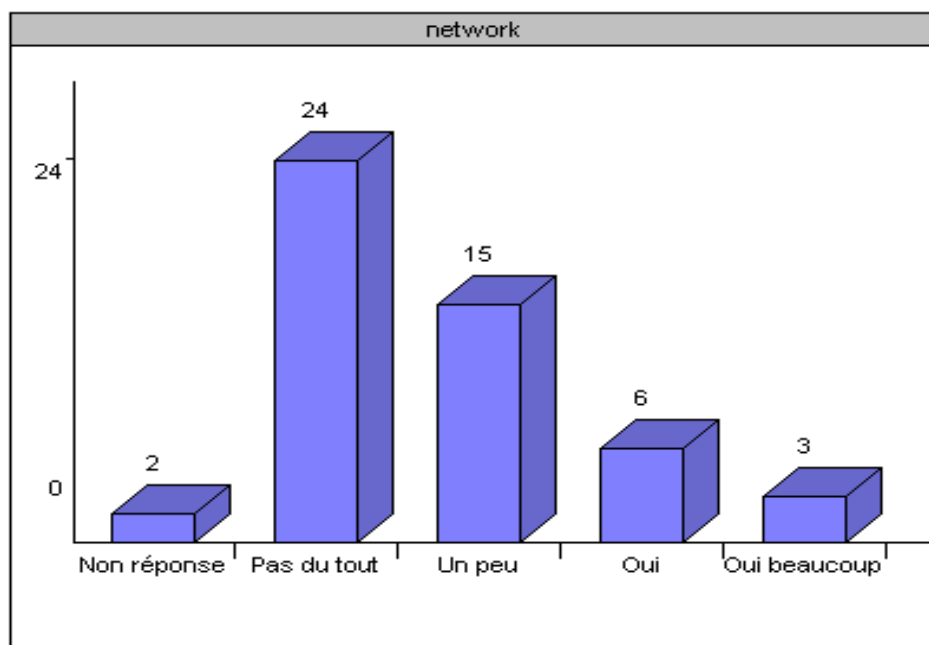
Source : Enquête personnelle, juin 2016

24) Face à la tendance, envisageriez-vous de donner un petit « régime » ?

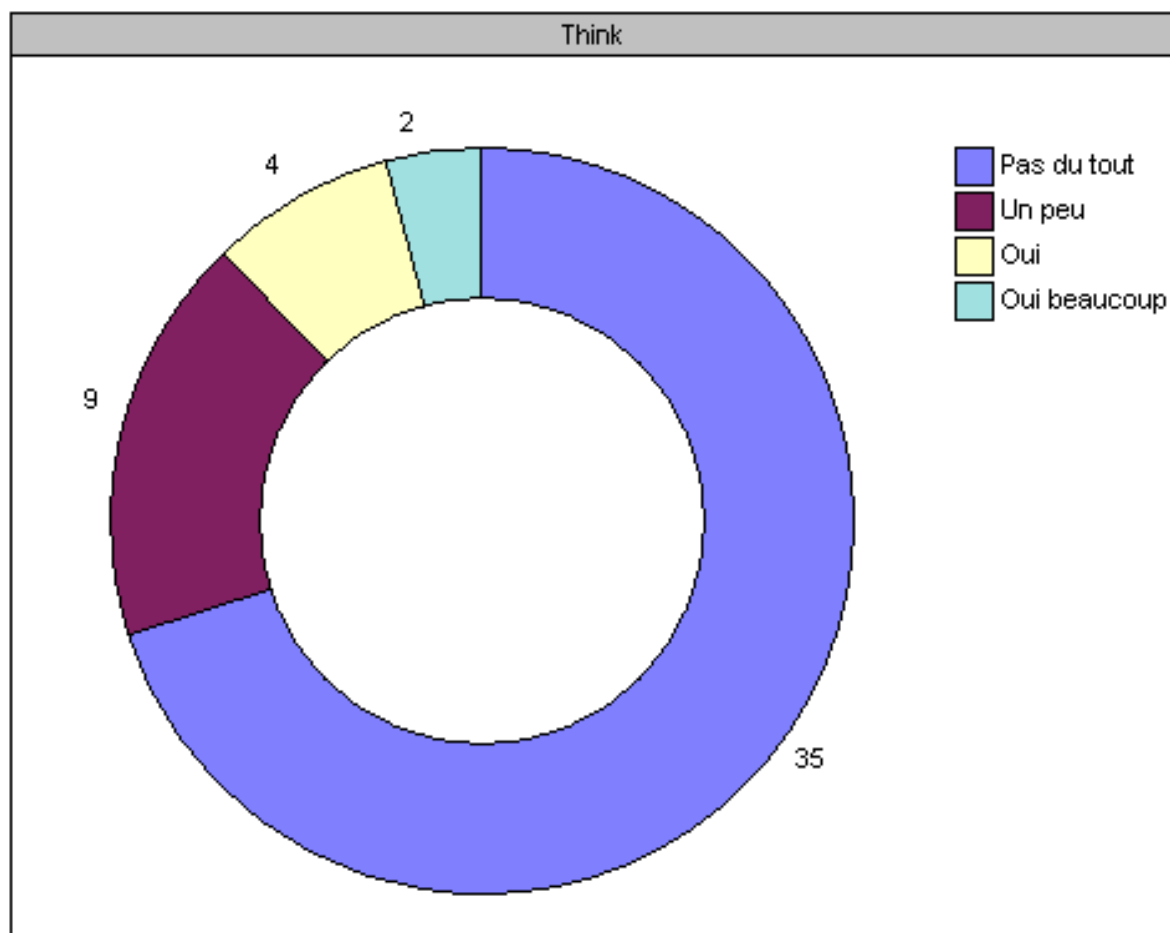


Source : Enquête personnelle, juin 2016

25) L'utilisation de réseau est-elle une sorte de corruption ?



Source : Enquête personnelle, juin 2016

26) Pensez-vous que la corruption soit le seul moyen de bien réussir à Madagascar ?

Source : Enquête personnelle, juin 2016

Les jeunes et la corruption

Votre identité

1. Quel âge avez-vous?

- ☐ 1. 15-17 ☐ 2. 18-20 ☐ 3. 21-23
☐ 4. 24-25 ☐ 5. 26-30

2. Vous êtes:

- ☐ 1. Un garçon ☐ 2. Une fille

3. Quelle est votre nationalité ?

4. Quel est votre niveau d'études actuel?

- ☐ 1. Bac ☐ 2. Bac+1
☐ 3. Bac+2 ☐ 4. Bac+3
☐ 5. Bac+4 ☐ 6. Bac+5 et plus

5. Avez-vous un emploi ?

- ☐ 1. Oui, à plein temps
☐ 2. Oui, à temps partiel
☐ 3. Non

La corruption à Madagascar

6. Combien de types de corruption connaissez-vous?

- ☐ 1. 1 ☐ 2. 2 ☐ 3. 3
☐ 4. 4 ☐ 5. plus de 4

7. Avez-vous déjà entendu parler d'histoire de corruption?

- ☐ 1. oui ☐ 2. non

8. Avez-vous déjà été témoin d'une scène de corruption?

- ☐ 1. oui ☐ 2. non

9. Dans quel domaine précisément?

- ☐ 1. Privé ☐ 2. Publique ☐ 3. Education

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

La question n'est pertinente que si Scene = "oui"

10. Avez-vous déjà pratiqué la corruption?

- ☐ 1. oui ☐ 2. non

11. Dans quel domaine précisément?

- ☐ 1. Privé ☐ 2. Publique ☐ 3. Education

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

12. Pourquoi l'avoir fait?

- ☐ 1. choix ☐ 2. habitude ☐ 3. nécessité

La question n'est pertinente que si Pratique = "oui"

La lutte contre la corruption

13. Quelle attitude adoptez-vous envers la corruption?

- ☐ 1. indifférent
☐ 2. résigné à la pratiquer
☐ 3. indécis
☐ 4. résolu à se battre contre la corruption

14. Selon vous, quelles sont les conséquences de la corruption?

- ☐ 1. détérioration économique
☐ 2. détérioration de l'image de l'administration publique
☐ 3. dégradation du niveau de l'éducation
☐ 4. dégradation du niveau des travailleurs
☐ 5. perte de ressources naturelles
☐ 6. Inégalité sociale
☐ 7. oligarchie
☐ 8. Toutes les réponses

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

15. Quelles solutions proposez-vous dans le cadre de cette lutte?

16. Etes-vous au courant des actions menées par le gouvernement malgache pour lutter contre la
corruption?

- ☐ 1. oui ☐ 2. non

17. Que pensez-vous du BIANCO quant à cette lutte?

- ☐ 1. pas du tout utile ☐ 2. un peu utile
☐ 3. utile ☐ 4. très utile

18. Pouvez-vous citer une ou deux actions initiées par celui-ci(BIANCO)?

19. Connaissez-vous d'autres organisations ou entités qui luttent contre la corruption?

- ☐ 1. oui ☐ 2. non

20. Les quelles?

La question n'est pertinente que si Connaissance = "oui"

Les jeunes et l'emploi

21. Dans quel secteur aimeriez-vous travaillé?

- ☐ 1. Public ☐ 2. Privé
☐ 3. Créer sa propre boîte

22. Pourquoi?

23. Pensez-vous qu'il y ait besoin de pots de vins pour trouver du travail?

- ☐ 1. Pas du tout ☐ 2. Un peu
☐ 3. Oui ☐ 4. Oui beaucoup

24. Face à la tendance, envisageriez-vous de donner un petit "régime"?

- ☐ 1. Pas du tout ☐ 2. Un peu
☐ 3. Oui ☐ 4. Oui beaucoup

25. L'utilisation de réseau est-elle une sorte de corruption?

- ☐ 1. Pas du tout ☐ 2. Un peu
☐ 3. Oui ☐ 4. Oui beaucoup

26. Pensez-vous que la corruption soit le seul moyen de bien réussir à Madagascar?

- ☐ 1. Pas du tout ☐ 2. Un peu
☐ 3. Oui ☐ 4. Oui beaucoup

Ny tanora sy ny kolikoly

Ny mombamomba

1. Firy taona ianao?

- ☐ 1. 15-17 ☐ 2. 18-20 ☐ 3. 21-23
☐ 4. 24-25 ☐ 5. 26-30

2. Ianao dia

- ☐ 1. Lahy ☐ 2. Vavy

3. Inona no zom-pirenena zakainao?

4. Inona no diplaoma hanaananao?

- ☐ 1. Bac ☐ 2. Bac+1
☐ 3. Bac+2 ☐ 4. Bac+3
☐ 5. Bac+4 ☐ 6. Bac+5 mihoatra

5. Manna asa ve ianao?

- ☐ 1. Eny, miasa isan'andro
☐ 2. Eny, miasa tsindraindary
☐ 3. Tsia

Ny kolikoly eto Madagasikara

6. Mahalala karazana kolikoly firy ianao?

- ☐ 1. 1 ☐ 2. 2
☐ 3. 3 ☐ 4. 4
☐ 5. mihoatra ny 4

7. Efa naheno tantara marina momban'ny kolikoly ve ianao?

- ☐ 1. Eny ☐ 2. Tsia

8. Efa nanatrika nivantana tranga mifandray amin'ny kolikoly ve ianao?

- ☐ 1. Eny ☐ 2. Tsia

9. Teo amin'ny sehatra inona?

- ☐ 1. Tsy miankina
☐ 2. Miankina amin'ny fanjakana
☐ 3. Fanabeazana

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

La question n'est pertinente que si Scene = "Eny"

10. Efa nanao kolikoly ve ianao?

- ☐ 1. Eny ☐ 2. Tsia

11. Teo main'ny sehatra inona?

- ☐ 1. Tsy miankina
☐ 2. Miankina amin'ny fanjakana
☐ 3. Fanabeazana

Vous pouvez cocher plusieurs cases.

12. Inona no antony nanaovanao an'izany?

- ☐ 1. Safidy ☐ 2. Fahazarana
☐ 3. satria tena nilaina

La question n'est pertinente que si Pratique = "Eny"

Ny ady amin'ny kolikoly

13. Inona no toetoeatra raisinao manoloana ny kolikoly?

- ☐ 1. Tsy miraharaha
☐ 2. voatery manao azy
☐ 3. tsy tapa-kevitra
☐ 4. resy lahatra fa hiady aminy

14. Araky ny hevitrao dia inona no mety ho voka-dratsin'ny kolikoly?

- ☐ 1. olona ara-bola
☐ 2. faharatsian'ny endriky ny asam-panjakana
☐ 3. fihenana'ny fahaizan'ny ankizy
☐ 4. fihenana'ny fahaizan'ny mpiasam-panjakana
☐ 5. fahaverezana'ny harena-kibon'ny tany
☐ 6. Tsy fitovizana ara-tsosialy
☐ 7. fanjakan'olom-bitsy
☐ 8. Ireo vali-teny rehetra ireo

Vous pouvez cocher plusieurs cases (3 au maximum).

15. Inona no vahaolana mety harosonao?

16. Fantatrao ve ny hetsika tarisin'ny governemantanomomba ny ady amin'ny kolikoly ?

- ☐ 1. Eny ☐ 2. Tsia

17. Ahoana ny fahitanao ny BIANCO manoloana ny fiadivana amin'ny kolikoly?

- ☐ 1. Tsy ilaina mintsy ☐ 2. ilaina ihany
☐ 3. ilaina ☐ 4. tena ilaina

18. Mety afaka mitanisa zavatra ataon'ny BIANCO ve ianao?

19. Mahalala hetsika na vondrona hafa miady ami'ny kolikoly ve ianao?

- ☐ 1. Eny ☐ 2. Tsia

20. Iza avy izany?

La question n'est pertinente que si Connaissance = "Eny"

Ny tanora sy ny asa**21. Ao amin'ny sehatra inona ianao no tia hiasa?**

- ☐ 1. Mpiasam-panjakana
☐ 2. tsy miankina
☐ 3. Mamorona asa manokana

22. Inona no antony?

23. Mila manome tsolotra ve vao mahita asa?

- ☐ 1. tsia ☐ 2. mila kely ☐ 3. mila
☐ 4. tena mila

24. Manoloana ny zava-misy, mieritreritra ny hanome kely ve ianao?

- ☐ 1. tsia
☐ 2. mieritreritra kely
☐ 3. eny
☐ 4. tena tsy maintsy

25. Ny fahampiasana ny "réseau" ve dia karazana kolikoly?

- ☐ 1. tsia ☐ 2. kely fotsiny ☐ 3. eny
☐ 4. tena izy

26. Araky ny hevitrao, ny kolikoly ihany ve no mety mahatafita eto Madagasikara?

- ☐ 1. Tsia
☐ 2. mety ho izay
☐ 3. Eny
☐ 4. Tena izay mintsy

RESUME

Les jeunes et la corruption :

« Cas de jeunes étudiants malgaches de la Faculté DEGS de l'Université d'ANTANANARIVO »

Champ de recherche : Sociologie

Rubrique : Corruption

Nombre de pages : 103

Nombres de tableaux : 13

Nombre d'illustrations : 20

Toute société qui existe, fait face au problème qu'incarne la corruption mais d'autres sont plus atteints que certains pays tel le cas de Madagascar. Vu la généralisation de la corruption à tous les niveaux, beaucoup se demandent alors quel avenir est réservé à ce pays. Les jeunes incarnant cet avenir, il fallait voir à quel degré la corruption avait réussi à pénétrer au niveau de la société et surtout au niveau de ses jeunes. Une chose étant sûre, les jeunes malgaches sont la plupart du temps victimes de l'inégalité sociale qui est une des principales conséquences de la corruption. Cependant, le fait qu'une minorité seulement, s'insurge face la situation, suppose que tout le monde ou presque est en train d'accepter la situation. Alors que la lutte contre la corruption nécessite la mobilisation de toutes les ressources disponibles afin d'aboutir à un avenir loin de la corruption. Ce travail consiste alors à mettre en avant la réalité à laquelle les jeunes font faces de nos jours, par rapport à la corruption qui sévit.

Mots clés : Corruption - Jeunes – Malgaches – Société – Inégalité - Avenir

Nom : RADERANDRAIBE

Prénom : Rija Lalaina

Né le : 02 Janvier 1991 à Leningrad (ex-URSS)

Adresse : Lot IB25 ISORAKA, ANTANANARIVO 101 / **Tel :** 033 49 543 41

Directeur de Mémoire : Le Professeur SOLOFOMIARANA RAPANOEL Bruno Allain